

Conférence internationale du Travail, 100^e session, 2011

Document d'information sur les ratifications et les activités normatives

(au 31 décembre 2010)

**Troisième question à l'ordre du jour:
Informations et rapports sur l'application
des conventions et recommandations**

Rapport III (partie 2)

Bureau international du Travail Genève

ISBN 978-92-2-223101-0 (imprimé)
ISBN 978-92-2-223102-7 (pdf Web)
ISSN 0251-3218

Première édition 2011

Tableaux générés par la base de données APPLIS
www.ilo.org/normes

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par e-mail: pubvente@ilo.org ou par notre site Web: www.ilo.org/publns.

Mis en pages par TTF: réf. Confrep\ILC100-III(2)[2011-01-0119-01]-Fr.docx
Imprimé par le Bureau international du Travail, Genève, Suisse

Note au lecteur

Le document d'information sur les ratifications et les activités normatives (rapport III (partie 2)) offre une vue d'ensemble des développements intervenus dans le domaine des normes internationales du travail au cours de l'année 2010. Il complète les informations contenues dans le rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (rapport III (partie 1A)). La partie I de ce document contient des informations générales sur les développements récents intervenus dans le domaine des normes internationales du travail, sur les procédures constitutionnelles et autres procédures liées au contrôle de l'application des normes ainsi que sur l'assistance technique dans le domaine des normes. La partie II comprend, sous forme de tableaux, l'ensemble des informations sur la ratification des conventions et des protocoles. Enfin, la partie III présente, sous forme de tableaux, les «profils par pays» qui rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail aux autorités compétentes, pour chaque pays.

Table des matières

	<i>Page</i>
Note au lecteur	iii
Partie I. Informations générales sur les normes internationales du travail.....	1
Politique normative	1
A. Amélioration des activités normatives	1
1. Discussion de la stratégie normative au sein du Conseil d'administration	1
2. Amélioration de l'accès au système normatif et de sa visibilité	3
3. Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997.....	4
B. Nouvelles normes examinées par la Conférence internationale du Travail à sa 99 ^e session (juin 2010)	4
1. Le VIH/sida et le monde du travail	4
2. Travailleurs domestiques.....	5
C. Questions normatives inscrites à l'ordre du jour de la Conférence (2011 et 2012)	5
Procédures constitutionnelles et autres	7
A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: la question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930.....	7
B. Réclamations présentées au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT	9
C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT	10
D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale.....	12
Assistance et coopération techniques	13
A. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses dernières sessions.....	13
B. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives	14
C. Activités de formation.....	18
D. Activités de promotion.....	23

Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail	31
A. Système des Nations Unies	31
B. Conseil de l'Europe	33
Annexes à la partie I	
I. Informations sur les ratifications, les dénonciations et les déclarations d'application.....	35
II. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997	36
Partie II. Liste des ratifications par convention et protocole	41
Partie III. Profils par pays	125
Annexe. Liste des conventions adoptées par session	219

Partie I. Informations générales sur les normes internationales du travail

Politique normative

A. Amélioration des activités normatives

1. Discussion de la stratégie normative au sein du Conseil d'administration

1. On se souviendra que le Conseil d'administration a adopté à sa 294^e session (novembre 2005) une stratégie normative qui comporte quatre volets: le développement, la mise à jour et la promotion des normes de l'OIT; le renforcement du système de contrôle; l'amélioration de l'impact du système normatif par le biais de l'assistance et de la coopération techniques; et le renforcement de la visibilité du système normatif à travers l'information et la communication ¹. En novembre 2007, le Conseil d'administration a adopté un plan d'action intérimaire destiné à mettre en œuvre cette stratégie ² puis il a engagé, en novembre 2009, des discussions sur l'élaboration d'un plan d'action final, à la lumière de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable (ci-après Déclaration sur la justice sociale) ³. Il est à noter que les composantes du plan intérimaire qui doivent encore être finalisées sont celles relatives à la politique normative et au système de contrôle. Les parties sur la coopération technique et le renforcement de la visibilité du système normatif ont été achevées en 2007.

2. A la suite de ces discussions, le Conseil d'administration a invité le Bureau ⁴ à multiplier les efforts afin de faciliter la poursuite des consultations sur la politique normative et d'entamer des consultations sur la question de l'interprétation des conventions internationales du travail; à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'organisation de la réunion d'un groupe de travail tripartite d'experts pour examiner la convention (n° 158) et la recommandation (n° 166) sur le licenciement, 1982. Le Conseil d'administration a également invité le Bureau à présenter un plan d'action pour la promotion des instruments en matière de sécurité et de santé au travail (SST); à appliquer un nouveau cycle de présentation de rapports, en application de l'article 22 de la Constitution, de trois ans pour les conventions fondamentales et prioritaires, et de cinq ans pour les conventions techniques, sur la base d'une classification des normes par objectif stratégique; et à demander à la Commission d'experts pour l'application des

¹ Documents GB.294/LILS/4 et GB.294/9(Rev.).

² Documents GB.300/LILS/6 et GB.300/13(Rev.).

³ Document GB.306/LILS/4(Rev.).

⁴ Document GB.306/10/2(Rev.).

conventions et recommandations d'étudier les critères sur la base desquels elle examinerait les observations transmises par les partenaires sociaux en dehors de ce cycle ⁵. Le Conseil d'administration a aussi décidé de poursuivre l'examen de la nécessité de réviser les formulaires des rapports dus au titre de l'article 22 pour la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930) sur le travail forcé, 1930, et la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957.

3. Le document présenté au Conseil d'administration en mars 2010 ⁶ portait sur ces différentes questions et contenait une mise à jour des progrès accomplis dans la mise en œuvre du plan d'action intérimaire. Lors de cette session, le Conseil d'administration a approuvé ⁷ le plan d'action proposé pour les normes de SST, tel que révisé, ainsi qu'un nouveau formulaire de rapport relatif à la convention n° 29. Il a prié le Bureau de poursuivre l'élaboration de plans d'action pour la ratification et la mise en œuvre effective des conventions fondamentales et des normes relatives au travail dans la pêche, compte tenu des commentaires formulés au cours de la discussion; de faire rapport sur l'examen en cours des formulaires de rapport soumis au titre de l'article 22 concernant les conventions ayant trait à la SST; et de faire rapport sur la mise en œuvre des modifications apportées au cycle de présentation des rapports soumis au titre de l'article 22 et adoptées à la 306^e session (novembre 2009) du Conseil d'administration.

4. Des consultations séparées puis tripartites ont eu lieu, respectivement en février et en mars 2010, sur la politique normative et sur l'interprétation des conventions internationales du travail. Il a été décidé que les consultations devraient se poursuivre en ce qui concerne l'interprétation et qu'un document sur la politique normative serait soumis au Conseil d'administration en novembre 2010 pour discussion et orientation. La réunion du groupe de travail tripartite d'experts à propos de la convention (n° 158) et de la recommandation (n° 166) sur le licenciement, 1982, a été fixée à avril 2011.

5. En novembre 2010, le Bureau a soumis au Conseil d'administration un document qui rendait compte des conclusions des consultations sur la politique normative et présentait des propositions en vue de la définition d'une approche globale pour le renforcement de cette politique. Le document contenait également une ébauche de classification des normes par objectif stratégique, ainsi qu'un projet de plan d'action (2011-2016) visant à améliorer les conditions de travail des pêcheurs à travers une large ratification et une mise en œuvre effective de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007, ainsi que l'effet donné à la recommandation (n° 199) sur le travail dans la pêche, 2007 ⁸.

6. Après une riche discussion, le Conseil d'administration a invité le Bureau à lui soumettre en mars 2011 un document contenant des précisions sur la mise en œuvre du volet «politique normative» de la stratégie normative, y compris un projet de mandat pour un possible mécanisme d'examen des normes. En outre, il a approuvé le plan d'action visant à améliorer les conditions de travail des pêcheurs, tel que révisé ⁹.

7. La question de l'interprétation des normes internationales du travail a, quant à elle, fait l'objet d'une seconde discussion tripartite informelle à la suite de laquelle il a été

⁵ A ce sujet, voir le *Rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations*, rapport III (Partie 1A), Conférence internationale du Travail (CIT), 99^e session, Genève, 2010, paragr. 77-80.

⁶ Document GB.307/LILS/3.

⁷ Document GB.307/10/2(Rev.).

⁸ Document GB.309/LILS/4.

⁹ Document GB.309/12/2.

convenu que les consultations tripartites informelles se poursuivraient en novembre 2011, afin d'écouter les points de vue de l'ensemble des mandants, en particulier de ceux qui n'avaient pas disposé du temps nécessaire pour examiner toutes les questions soulevées et adopter une position à cet égard.

2. Amélioration de l'accès au système normatif et de sa visibilité

8. La première phase du projet d'unification des bases de données du Département des normes internationales du travail (ci-après Département des normes), qui sera suivie de la mise en place d'un système de soumission en ligne des rapports dont l'objectif premier est de faciliter et rationaliser le travail d'établissement des rapports par les gouvernements, a été lancée en août 2009 et s'est achevée à la fin de décembre 2009. Cette première phase a porté essentiellement sur l'unification des quatre bases de données du Département des normes (APPLIS, ILOLEX, LIBSYND et NATLEX) et sur la conception d'un modèle de données unifié. La deuxième et la troisième phase du projet ont été approuvées au début de 2010 par le Bureau consultatif pour l'application des technologies de l'information (ITAAB) du BIT et le financement de ces phases pour 2010 et 2011 a été obtenu. La deuxième phase, actuellement en cours d'exécution, porte notamment sur les spécifications de l'application unifiée et de la migration des données contenues dans trois bases de données actuelles du Département des normes (à l'exclusion de NATLEX), tandis que la troisième phase sera axée sur l'élaboration d'un système complet de présentation de rapports en ligne. Après la mise à l'essai de plusieurs versions expérimentales de cette nouvelle application tout au long de 2011, le projet intégral, dans sa version finale, devrait être achevé au cours du second semestre de 2011.

9. S'agissant de la base de données NATLEX consacrée aux législations nationales du travail, de la sécurité sociale et relative aux droits de l'homme, celle-ci répertorie maintenant environ 85 600 textes de loi et règlements concernant 194 Etats et quelque 160 territoires. En moyenne, environ 300 nouvelles entrées sont dénombrées par mois. Le fait que la base NATLEX soit actualisée en permanence garantit qu'elle demeure un outil précieux et très apprécié de ses nombreux utilisateurs dans le monde entier. En janvier 2010, un record a été atteint lorsque près de 3,4 millions d'utilisateurs extérieurs l'ont consultée au cours du mois. Elle reste donc la base de l'OIT la plus abondamment consultée. On rappellera par ailleurs que, dans le contexte de la nouvelle génération d'études d'ensemble effectuées à la lumière de la Déclaration sur la justice sociale, le formulaire de rapport de 2011 pour la prochaine étude d'ensemble sur les conventions fondamentales a été mis à disposition en ligne sur le site du Département des normes, les Etats Membres pouvant le télécharger, le remplir et l'envoyer par voie électronique au Bureau.

10. Le Bureau a également continué de produire plusieurs outils pour la diffusion d'informations sur les normes internationales du travail à un vaste public. Au cours de l'année 2010, le département a publié plusieurs CD-ROM, notamment: la version 2010 du CD-ROM de la Bibliothèque électronique des normes internationales du travail (ILSE), qui contient des documents sur la convention du travail maritime, 2006, ainsi que la dernière étude d'ensemble sur les instruments relatifs à l'emploi; la version 2010 du CD-ROM sur l'application des normes internationales du travail, qui comporte les observations de la commission d'experts par pays; et la version 2010 du CD-ROM de la Bibliothèque électronique sur la liberté syndicale et la négociation collective. Du point de vue des nouvelles publications, le rapport de 2010 de la Commission de l'application des normes de la Conférence a une nouvelle fois été publié séparément de l'habituel

Compte rendu des travaux de la Conférence, comme c'est le cas depuis 2007. En outre, le Département des normes a récemment publié, conjointement avec le Programme sur la sécurité et la santé au travail et sur l'environnement (SafeWork), un plan d'action (2010-2016) en vue d'une large ratification et d'une mise en œuvre effective des instruments sur la sécurité et la santé au travail. Enfin, pour mettre l'accent sur la 100^e session de la Conférence internationale du Travail, qui aura lieu en 2011, le Département élabore pour juin 2011 une publication sur la dynamique et l'impact de la Commission de l'application des normes de la Conférence.

3. Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997

11. L'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997, qui a pour but de permettre à la Conférence d'abroger les conventions devenues obsolètes, entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié ou accepté par les deux tiers des Membres de l'Organisation (122/183). Une campagne de ratification a été lancée, afin de favoriser l'entrée en vigueur de cet amendement qui, à ce jour, a reçu 119 ratifications ou acceptations. La dernière acceptation, celle de la Mongolie, a été enregistrée le 16 septembre 2010¹⁰.

B. Nouvelles normes examinées par la Conférence internationale du Travail à sa 99^e session (juin 2010)

1. Le VIH/sida et le monde du travail

12. On rappellera qu'à sa 298^e session (mars 2007) le Conseil d'administration a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de la 98^e session (2009) de la Conférence internationale du Travail une question concernant le VIH/sida et le monde du travail, en vue d'une double discussion devant aboutir à l'adoption d'une recommandation autonome. Ainsi, la Conférence a-t-elle adopté, lors de sa 99^e session, la recommandation (n° 200) sur le VIH et le sida, 2010¹¹, première norme de l'OIT appelant à prendre en compte le monde du travail dans tous les aspects de la réponse mondiale à la pandémie de VIH. La recommandation n° 200 prévoit la protection des droits de l'homme, des libertés fondamentales et de l'égalité entre hommes et femmes dans et à travers le monde du travail. Elle renforce la contribution des mandants tripartites de l'OIT à la prévention de la transmission du VIH et à l'atténuation de ses conséquences sur les sociétés et les économies nationales. Elle préconise l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre effective de politiques et programmes tripartites nationaux sur le VIH et le sida sur le lieu de travail qui puissent à leur tour inspirer les stratégies et plans nationaux de lutte contre la maladie, et également être pris en compte dans les autres stratégies nationales et sectorielles.

13. La recommandation souligne que plusieurs autres normes sont pertinentes pour assurer une protection des travailleurs et de leur famille par rapport au VIH et au sida, notamment la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, la convention (n° 158) sur le licenciement, 1982, la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, la convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985, la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail,

¹⁰ Voir à l'annexe II la liste des pays qui ont ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement.

¹¹ Voir *Compte rendu provisoire* n° 13(Rev.), CIT, 99^e session (Genève, 2010).

1976, et la recommandation (n° 194) sur la liste des maladies professionnelles, 2002. La résolution adoptée à cette occasion par la Conférence invite expressément le Conseil d'administration à inciter les Membres à étendre le champ d'application de l'article 1, paragraphe 1 *b*), de la convention n° 111 pour que la protection accordée par cette convention englobe toute discrimination fondée sur le statut VIH réel ou supposé.

14. Il est à noter que les mandats de l'OIT ont fait preuve d'un remarquable esprit de consensus dans l'élaboration et l'adoption de la recommandation n° 200, qui a été approuvée par la Conférence à une majorité écrasante (439 votes pour, soit 96,6 pour cent des suffrages exprimés).

2. Travailleurs domestiques

15. A sa 301^e session (mars 2008), le Conseil d'administration a décidé d'inscrire une question sur le travail décent pour les travailleurs domestiques à l'ordre du jour de la 99^e session (2010) de la Conférence en vue d'une action normative. Les discussions du Conseil d'administration à ce sujet ont été basées sur le constat des déficits de travail décent dont sont victimes de nombreux travailleurs domestiques et sur le fait que les problèmes auxquels ces travailleurs sont confrontés sont souvent liés à la spécificité de leur profession, ainsi qu'à l'attention insuffisante accordée à leur situation par le droit international et les législations nationales¹².

16. A l'issue de la première discussion de la Conférence, qui a eu lieu en juin 2010, la Conférence a adopté par consensus des conclusions qui portent, notamment, sur la définition de concepts importants, le champ d'application, la protection des droits fondamentaux, les conditions d'emploi, de travail et de vie, la protection contre les abus et le harcèlement, ainsi que sur la protection des travailleurs domestiques migrants¹³.

17. La Conférence a également décidé qu'une question intitulée «Travail décent pour les travailleurs domestiques» serait inscrite à l'ordre du jour de sa 100^e session (juin 2011) pour une seconde discussion, en vue de l'adoption d'une norme d'ensemble (une convention complétée par une recommandation). Conformément au Règlement de la Conférence, le Bureau a préparé les textes d'un projet de convention et d'un projet de recommandation, qui ont été rédigés sur la base de la première discussion de la Conférence. Ces textes ont été communiqués aux gouvernements, qui ont été priés d'informer le Bureau, après avoir consulté les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, s'ils ont des amendements à présenter ou des observations au sujet des textes proposés¹⁴.

C. Questions normatives inscrites à l'ordre du jour de la Conférence (2011 et 2012)

18. Comme indiqué ci-dessus, une deuxième discussion en vue de l'adoption d'une norme d'ensemble (convention accompagnée d'une recommandation) sur le travail décent pour les travailleurs domestiques est inscrite à l'ordre du jour de la 100^e session de la Conférence (juin 2011). En outre, dans le cadre du suivi de la Déclaration sur la justice sociale, le Conseil d'administration a décidé, à sa session de mars 2009, d'inscrire à l'ordre du jour de la 100^e session de la Conférence une discussion récurrente sur

¹² Voir document GB.301/2.

¹³ *Compte rendu provisoire* n° 12, CIT, 99^e session (Genève, 2010).

¹⁴ Rapport IV (1), «Travail décent pour les travailleurs domestiques», CIT, 100^e session (Genève, 2011).

l'objectif stratégique de la protection sociale (sécurité sociale)¹⁵. Il y a lieu de rappeler que les discussions récurrentes couvrent tous les moyens d'action de l'Organisation, y compris l'action normative. Enfin, une discussion générale sur l'administration et l'inspection du travail constituera la troisième question inscrite à cet ordre du jour.

19. En ce qui concerne la 101^e session de la Conférence (2012), en mars 2010, le Conseil d'administration a inscrit à l'ordre du jour une discussion récurrente sur l'objectif stratégique relatif aux principes et droits fondamentaux au travail couvrant les quatre catégories de principes et droits fondamentaux¹⁶. Le choix des deux autres questions techniques qui compléteront cet ordre du jour a été reporté à mars 2011. Le Conseil d'administration a également décidé, en novembre 2010, qu'un groupe de travail tripartite informel serait constitué, en vue de parvenir à un consensus sur les questions à inscrire à l'ordre du jour de la 101^e session (2012) et de la 102^e session (2013) de la Conférence et de formuler des recommandations de nature à faciliter les décisions sur ces questions lors de la session du Conseil d'administration de mars 2011.

¹⁵ Document GB.304/2/2.

¹⁶ Document GB.307/PV.

Procédures constitutionnelles et autres

A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: la question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

20. Suite à une plainte, déposée conformément à l'article 26 de la Constitution, alléguant l'inexécution par le Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, le Conseil d'administration a décidé d'instituer une commission d'enquête. Celle-ci a conclu, dans son rapport publié en 1998, que l'obligation aux termes de l'article 1, paragraphe 1, de la convention de supprimer l'emploi du travail forcé ou obligatoire était violée au Myanmar dans la législation nationale ainsi que dans la pratique de façon généralisée et systématique, et a formulé une série de recommandations.

21. Le gouvernement n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête, la Conférence internationale du Travail a adopté à sa 87^e session (juin 1999) une résolution concernant le recours généralisé au travail forcé aux termes de laquelle le Myanmar devait notamment cesser de bénéficier de la coopération technique ou l'assistance du BIT, à moins qu'il ne s'agisse d'une assistance directe pour appliquer immédiatement les recommandations de la commission d'enquête. L'année suivante, la Conférence a adopté une nouvelle résolution, en vertu de l'article 33 de la Constitution, invitant les mandants de l'Organisation à examiner les relations qu'ils entretiennent avec le Myanmar et à prendre les mesures appropriées afin que ces relations ne puissent être mises à profit par le Myanmar pour perpétuer ou développer le système de travail forcé ou obligatoire décrit par la commission d'enquête.

22. En mai 2001, un «protocole d'entente sur une évaluation objective par l'OIT» a été signé entre l'Organisation et le gouvernement du Myanmar, aux termes duquel le gouvernement a accepté de recevoir une mission de haut niveau chargée d'évaluer, en toute indépendance et liberté de mouvement, la réalité de la situation du travail forcé. Le gouvernement a par ailleurs accepté la nomination d'un chargé de liaison de l'OIT au Myanmar, dont le rôle est de couvrir toutes les activités permettant d'assurer l'éradication rapide et effective du travail forcé – chargé de liaison qui est entré en fonctions à partir d'octobre 2002.

23. En mai 2003, le gouvernement et l'OIT ont conclu un accord sur un plan d'action conjoint pour l'élimination des pratiques de travail forcé au Myanmar qui n'a pu être mis en œuvre compte tenu des événements qui se sont produits au plan national. En novembre 2004, le Conseil d'administration a demandé à ce qu'une mission de très haut niveau se rende sur place pour évaluer l'attitude des autorités au Myanmar ainsi que leur volonté de continuer à coopérer avec l'OIT. En février 2005, la mission de très haut niveau a considéré que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'elle mène à bien son mandat et a présenté aux autorités, avant de quitter le pays, un aide-mémoire sur les mesures qui devraient être prises pour améliorer la situation. En octobre 2005, des consultations ont eu lieu entre un représentant du Directeur général et le chargé de liaison, d'une part, et le ministre du Travail, d'autre part. A cette occasion, les autorités ont indiqué que le Myanmar ne souhaitait pas s'engager dans un quelconque débat sur les mesures recommandées par la mission de très haut niveau ni sur le plan d'action conjoint dans la mesure où le seul mécanisme acceptable pour traiter les plaintes de travail forcé était l'actuelle présence de l'OIT sur les lieux. Au cours de la 294^e session du Conseil d'administration (novembre 2005), de nombreux membres se sont dits profondément

préoccupés par la dégradation de la situation au Myanmar, et un certain nombre d'entre eux a considéré que, compte tenu des circonstances, la seule solution possible pour l'Organisation était de confier à la Conférence elle-même le soin de revoir les mesures adoptées, en vertu de l'article 33 de la Constitution, dans la résolution de la Conférence en 2000.

24. Ainsi, le Conseil d'administration a inscrit à l'ordre du jour de la 95^e session de la Conférence (mai-juin 2006) la question suivante: «Examiner quelles nouvelles mesures l'OIT pourrait prendre en vertu de sa Constitution pour: i) assurer efficacement le respect par le Myanmar des recommandations de la commission d'enquête; et ii) veiller à ce que des poursuites ne soient pas engagées contre les plaignants ou leurs représentants». Lors de cette session, la Conférence a examiné les différentes options qu'elle pourrait envisager d'adopter pour assurer le respect de la convention, parmi lesquelles la possibilité pour l'OIT de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice. A sa 297^e session (novembre 2006), le Conseil d'administration a exprimé sa profonde frustration devant le fait que les autorités du Myanmar n'ont pas été en mesure de convenir d'un mécanisme pour traiter les plaintes contre le travail forcé.

25. Le 26 février 2007, l'OIT et le gouvernement du Myanmar ont signé un Protocole d'entente complémentaire, en vue d'établir un mécanisme de plainte dont l'objectif est de donner aux victimes du travail forcé la possibilité de recourir aux services du chargé de liaison pour adresser leurs plaintes par son intermédiaire aux autorités compétentes en vue d'obtenir réparation. Tout en se félicitant de la mise en œuvre de ce mécanisme, tant le Conseil d'administration que la Conférence, lors de sa 96^e session (mai-juin 2007), ont souligné qu'il est vital que le mécanisme fonctionne de manière efficace et que le chargé de liaison dispose des ressources en personnel nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités.

26. En novembre 2007, à sa 300^e session, le Conseil d'administration a lancé un appel au gouvernement du Myanmar pour qu'il déclare publiquement au plus haut niveau, sans ambiguïté possible, que le travail forcé, sous quelque forme que ce soit, est interdit sur tout le territoire national et que les personnes qui y recourent seront dûment punies. Le Conseil d'administration a demandé au gouvernement de veiller à ce que le mécanisme offert par le Protocole d'entente complémentaire reste pleinement opérationnel à l'échelle nationale; à ce que les mesures soient prises pour que les victimes du travail forcé puissent accéder facilement au mécanisme de plainte; et à ce qu'il n'y ait plus d'arrestations ou d'actes de harcèlement à l'encontre des plaignants, facilitateurs ou autres.

27. En février 2009, la période d'essai du mécanisme de traitement des plaintes dans le cadre de l'application du Protocole d'entente complémentaire a été prolongée d'un an et, en janvier 2010, une troisième extension de douze mois a été approuvée portant sa validité jusqu'au 25 février 2011. En mars et novembre 2009 (304^e et 306^e sessions), le Conseil d'administration a reconnu un certain degré de coopération de la part du gouvernement en ce qui concerne le traitement des plaintes dans le cadre de ce mécanisme. Il a cependant demandé au gouvernement de renforcer la capacité de l'OIT, dans le cadre du Protocole d'entente, pour que les plaintes puissent être traitées dans toutes les régions du pays. De même, il a demandé au gouvernement que soient libérées immédiatement toutes les personnes détenues, qu'il s'agisse de plaignants, de facilitateurs ou de toute autre personne participant au mécanisme de traitement des plaintes. En juin 2010, la Conférence a considéré les mesures prises par le gouvernement comme étant tout à fait insuffisantes et a de nouveau souligné la nécessité pour le gouvernement du Myanmar de s'engager de manière résolue dans la mise en œuvre

pleine et entière des recommandations de la commission d'enquête constituée par le Conseil d'administration en mars 1997.

28. En novembre 2010 (309^e session), le Conseil d'administration a de nouveau confirmé la totalité de ses conclusions antérieures ainsi que celles de la Conférence et a appelé le gouvernement et le Bureau à agir résolument dans le sens de leur concrétisation. Compte tenu des engagements pris par le représentant permanent du gouvernement, le Conseil d'administration a appelé le nouveau Parlement à procéder sans plus attendre à la mise en conformité de la législation avec la convention. Tout en notant que le nombre de plaintes reçues dans le cadre du mécanisme prévu par le Protocole d'entente complémentaire avait augmenté, le Conseil d'administration a estimé essentiel que le mouvement devant amener à un environnement exempt de harcèlement ou de crainte de représailles se poursuive, et il a demandé au gouvernement de coopérer avec le chargé de liaison sur les cas qu'il soulève. Enfin, le Conseil d'administration a salué la remise en liberté de Daw Aung San Suu Kyi et a instamment prié le gouvernement de remettre aussi rapidement que possible en liberté les autres personnes détenues, y compris les militants syndicaux et les personnes associées au mécanisme de plainte du Protocole d'entente complémentaire.

29. Dans sa dernière observation, la commission d'experts a de nouveau instamment prié le gouvernement de faire la preuve de son engagement à agir pour réparer les violations de la convention identifiées par la commission d'enquête, en mettant en œuvre les demandes concrètes et pratiques que la commission d'experts lui a adressées, et de prendre enfin les mesures attendues depuis si longtemps pour parvenir à l'application de la convention, en droit et en pratique, afin de mettre un terme à ces pratiques de travail forcé des plus graves et des plus anciennes.

B. Réclamations présentées au titre de l'article 24 de la Constitution de l'OIT

30. Des réclamations peuvent être déposées en vertu de l'article 24 de la Constitution par des organisations d'employeurs et de travailleurs, alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention n'a pas fait respecter cette convention sur son territoire. Une fois déclarées recevables, les réclamations sont examinées par un comité tripartite établi par le Conseil d'administration. Les conclusions sont suivies par la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations. Le tableau ci-dessous indique l'évolution de la situation concernant les réclamations en 2010.

Pays	Conventions	Organisation plaignante	Statut de la réclamation
Chili	Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933, et convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933	Collège des professeurs du Chili A.G.	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 308 ^e session (juin 2010). Réclamation renvoyée à la commission d'experts conformément à l'article 3 du Règlement relatif à la procédure à suivre pour l'examen des réclamations
Japon	Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951	Syndicat Zensekiyu Showa-Shell	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 307 ^e session (mars 2010) et comité tripartite établi
	Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997	Fédération des syndicats communautaires du Japon	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 306 ^e session (nov. 2009) et comité tripartite établi
Pérou	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP)	En instance: réclamation déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 307 ^e session (mars 2010) et comité tripartite établi
Fédération de Russie	Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996	Fédération des syndicats du transport maritime (FPRMT)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 308 ^e session (juin 2010). Document GB.308/6/1

C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT

31. Des plaintes peuvent être présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution en alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention ne respecte pas ses engagements. Elles peuvent être présentées par un autre Etat Membre qui a ratifié la même convention. Le Conseil d'administration peut initier la procédure de son propre chef ou sur réception d'une plainte d'un délégué à la Conférence internationale du Travail. Le Conseil d'administration peut instituer une commission d'enquête pour examiner la plainte. Les conclusions de la commission d'enquête sont suivies par la commission d'experts ou le Comité de la liberté syndicale.

Plainte contre le Bélarus

32. On rappellera qu'à sa 288^e session (novembre 2003) le Conseil d'administration a institué une commission d'enquête chargée d'examiner l'exécution par le Bélarus de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. Le Conseil d'administration a pris note du rapport de la commission d'enquête lors de sa 291^e session (novembre 2004). Il a chargé le Comité de la liberté syndicale de contrôler le suivi des recommandations de la commission d'enquête et de celles que la commission d'experts formule dans son examen périodique de l'application de ces conventions.

33. En juin 2010, la Commission de l'application des normes de la Conférence a noté que le Conseil tripartite pour l'amélioration de la législation dans le domaine social et du travail s'était réuni en novembre 2009 et mai 2010 pour examiner les questions de l'enregistrement des syndicats, de la législation syndicale et de la négociation collective. La commission a noté avec intérêt que, suite aux travaux du conseil tripartite, une organisation syndicale de base avait été enregistrée et que des conventions collectives avaient été conclues dans deux entreprises par les affiliés du Congrès des syndicats démocratiques (CSDB) et de la Fédération des syndicats du Bélarus (FPB). La

commission a également noté que les membres du conseil tripartite avaient décidé d'établir un groupe de travail – qui compterait des représentants de la FPB, du CSDB et d'associations d'employeurs – chargé d'examiner les questions soulevées par les membres du conseil et de formuler des suggestions pour éclairer les décisions de ce dernier sur la base des opinions exprimées par toutes les parties concernées. La commission a regretté qu'il n'y ait encore aucune proposition concrète de modification du décret présidentiel n° 2 relatif à l'enregistrement des syndicats, de la loi sur les activités de masse ni du décret présidentiel n° 24 concernant l'utilisation de l'aide étrangère gratuite, comme cela avait été demandé par la commission d'enquête. La commission s'est dite convaincue que le décret présidentiel n° 2 sera modifié ou abrogé afin d'éliminer les derniers obstacles à la mise en œuvre des droits syndicaux. Compte tenu du fait que le gouvernement s'est une nouvelle fois déclaré fermement attaché au dialogue social, la commission l'a encouragé à intensifier ses efforts pour parvenir sans retard à la mise en œuvre pleine et entière des recommandations de la commission d'enquête, en coopération étroite avec l'ensemble des partenaires sociaux et avec l'assistance du BIT. La Commission de la Conférence a exprimé l'espoir que le gouvernement soumettrait à la commission d'experts, à sa prochaine réunion, des informations détaillées sur les projets d'amendement de la législation susmentionnée et sur le plan assorti de délais demandé l'année dernière, et s'est déclarée persuadée que, d'ici à sa prochaine session, des progrès significatifs seraient accomplis sur toutes les autres questions. La commission d'experts a examiné l'ensemble des informations fournies par le gouvernement à cet égard lors de sa dernière réunion.

Plainte contre le Zimbabwe

34. On rappellera qu'à sa 303^e session (novembre 2008) le Conseil d'administration a mis en place une commission d'enquête chargée d'examiner l'exécution par le Zimbabwe des conventions n^{os} 87 et 98. A sa 307^e session (mars 2010), le Conseil d'administration a pris note du rapport de la commission d'enquête. A cette même session, il a approuvé la proposition de la commission selon laquelle l'OIT devrait continuer d'aider le gouvernement et les partenaires sociaux à mettre en œuvre les recommandations de la commission. A sa 308^e session (juin 2010), le Conseil d'administration a pris note de l'acceptation, par le gouvernement du Zimbabwe, des recommandations de la commission d'enquête.

35. A toutes fins utiles, les recommandations de la commission d'enquête sont reproduites ci-après:

1. La commission recommande que les textes législatifs pertinents, et notamment la loi sur le travail, la loi sur la fonction publique et la loi sur la sécurité et l'ordre publics, soient mis en conformité avec les conventions n^{os} 87 et 98, comme l'ont demandé les organes de contrôle de l'OIT et comme il est noté tout au long de ce rapport.

2. La commission recommande que toutes les pratiques antisyndicales mentionnées dans nos conclusions – arrestations, détentions, violence, torture, intimidation, harcèlement, ingérence et discrimination antisyndicale – cessent immédiatement, et que les autorités prennent des mesures pour en empêcher la répétition à l'avenir. La commission recommande en outre à cet égard que des mesures soient prises pour mettre fin à toutes les procédures judiciaires en cours contre des syndicalistes.

3. Consciente du rôle qu'elle a pu jouer en permettant aux citoyens d'être entendus, la commission recommande que d'autres institutions nationales se réapproprient ce processus afin que les syndicalistes et les auteurs des violations puissent participer au processus national de vérité et de réconciliation. Notant en particulier le rôle important que pourraient jouer à cet égard la Commission des droits de l'homme du Zimbabwe et l'Organe pour l'apaisement, l'intégration et la réconciliation nationales, cette commission recommande que la Commission des droits de l'homme devienne opérationnelle dès que possible et que le gouvernement

s'assure que ces institutions bénéficient d'un financement adéquat afin qu'elles puissent contribuer à la défense des droits syndicaux et des droits de l'homme à l'avenir.

4. La commission recommande au gouvernement de s'assurer que des activités de formation, d'éducation et de soutien en matière de liberté syndicale, de négociation collective, de libertés civiles et de droits humains soient dispensées aux institutions et aux personnels jouant un rôle clé dans le pays, notamment la police, les forces de sécurité et les partenaires sociaux.

5. La commission tient à souligner la place essentielle de la règle de droit et du rôle des tribunaux dans l'établissement d'un environnement où les droits de liberté syndicale et de négociation collective peuvent s'exercer dans les faits. La commission souligne particulièrement le rôle prééminent que pourrait jouer à cet égard le tribunal du travail. La commission recommande au gouvernement de prendre des mesures pour renforcer la primauté du droit et le rôle de l'appareil judiciaire au Zimbabwe, en veillant à ce que les tribunaux soient respectés et bénéficient d'un personnel et de ressources financières adéquats; elle recommande également que des activités de formation, d'éducation et de soutien en matière de liberté syndicale et de négociation collective, de libertés civiles et de droits de l'homme soient dispensées aux magistrats et au personnel des tribunaux, à tous les niveaux de la hiérarchie judiciaire.

6. La commission recommande au gouvernement de continuer à renforcer et à appuyer le dialogue social dans le pays, en reconnaissance du rôle que celui-ci joue dans le maintien de la démocratie.

7. La commission recommande au gouvernement de mettre à profit l'assistance technique du Bureau international du Travail pour la mise en œuvre de ces recommandations. Nous invitons instamment le BIT à poursuivre son assistance au gouvernement et aux partenaires sociaux à cet égard.

Plainte contre le Myanmar

36. Un groupe de délégués des travailleurs à la 99^e session de la Conférence internationale du Travail a déposé une plainte en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT contre le gouvernement du Myanmar pour violation persistante et grave de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948. A sa 309^e session (novembre 2010), le Conseil d'administration a déclaré la plainte recevable et a demandé au gouvernement de communiquer ses observations à ce sujet le 31 janvier 2011 au plus tard, de sorte que le Conseil d'administration puisse revenir sur cette question à sa 310^e session (mars 2011).

D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale

37. Lors de ses dernières réunions (mars, juin et novembre 2010), le Comité de la liberté syndicale a été saisi de plus de 199 cas concernant 56 pays appartenant à toutes les régions du monde. Il a présenté à leur sujet des conclusions provisoires ou définitives ou en a ajourné l'examen, dans l'attente d'informations de la part des gouvernements (356^e, 357^e et 358^e rapports). Un grand nombre de ces cas ont été examinés par le Comité de la liberté syndicale à plusieurs reprises. Le comité a attiré l'attention de la commission d'experts sur les questions législatives soulevées dans les cas suivants: Australie (cas n° 2698), Bulgarie (cas n° 2696), Cambodge (cas n° 2222), Canada (cas n°s 2173 et 2654), Cap-Vert (cas n° 2622), Ethiopie (cas n° 2516), Géorgie (cas n° 2663), Indonésie (cas n° 2737), Japon (cas n°s 2177 et 2183), Maurice (cas n° 2616), Pérou (cas n°s 2587 et 2690), Roumanie (cas n° 2611), Uruguay (cas n° 2699) et République bolivarienne du Venezuela (cas n° 2727).

Assistance et coopération techniques

A. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à ses dernières sessions

Egypte

38. Conformément au mémorandum d'accord établi à la suite de la mission d'assistance technique du BIT, qui a été effectuée à la demande de la Commission de l'application des normes formulée lors de la session de juin 2008 de la Conférence, un atelier tripartite sur le dialogue social, la liberté syndicale et le développement, dont les participants ont été nombreux et variés, a été organisé en avril 2010. Les résultats de cet atelier et les mesures complémentaires que le gouvernement s'est engagé à prendre pour mettre la législation nationale en pleine conformité avec les dispositions de la convention n° 87 sont reflétés dans le commentaire formulé par la commission d'experts sous cette convention, dans son dernier rapport.

Swaziland

39. A sa 98^e session (juin 2009), au cours de l'examen de l'application par le Swaziland de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, la Commission de l'application des normes de la Conférence a instamment prié le gouvernement d'accepter une *mission tripartite de haut niveau*. Cette mission s'est rendue dans le pays du 25 au 28 octobre 2010 et a passé en revue les questions concernant: la conformité de la législation avec la convention n° 87; l'incident survenu le 1^{er} mai 2010, à l'occasion de la célébration de la fête du travail, qui a fait l'objet d'une discussion par la Commission de la Conférence; et les mesures prises pour promouvoir un dialogue social digne de ce nom et efficace dans le pays. Le rapport de la mission tripartite de haut niveau a été communiqué à la commission d'experts, au gouvernement et aux partenaires sociaux, et il est fait état des conclusions de ce rapport dans les commentaires de la commission d'experts relatifs à la convention n° 87.

Turquie

40. A sa session de 2009, la Commission de l'application des normes de la Conférence a demandé au gouvernement de la Turquie d'accepter la venue d'une mission bipartite de haut niveau chargée d'aider le gouvernement à accomplir des progrès tangibles dans l'amendement de sa législation en vue de supprimer certaines incompatibilités entre la législation et la pratique, d'une part, et entre la législation et la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, d'autre part. Une mission bipartite conduite par les porte-parole employeur et travailleur de la Commission de la Conférence s'est rendue en Turquie en mars 2010. La commission a de nouveau discuté de l'application de la convention n° 87 par la Turquie à sa session de 2010. A cette occasion, elle a une nouvelle fois instamment prié le gouvernement de faire appel à l'assistance du BIT afin d'élaborer un plan d'action assorti de délais précis et d'assurer l'adoption rapide des modifications législatives nécessaires. Elle a prié le gouvernement de fournir à la commission d'experts des informations détaillées et complètes sur les progrès accomplis à cet égard et sur les résultats de la réforme constitutionnelle, et de communiquer, avec le rapport qu'il doit soumettre cette année, tous les textes législatifs pertinents. La commission d'experts a examiné l'ensemble des informations fournies par le gouvernement à cet égard lors de sa dernière réunion.

B. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives

41. Il convient de rappeler que, depuis juin 2005, la Commission de l'application des normes de la Conférence et la commission d'experts ont renforcé, avec l'aide du Bureau, le suivi des cas de manquements graves par les Etats Membres à leurs obligations liées à l'envoi des rapports et autres obligations normatives. Ainsi, le Département des normes internationales du travail, en collaboration étroite avec les bureaux extérieurs, organise des activités d'assistance technique à la lumière des examens effectués par ces deux commissions à chacune de leurs sessions ¹⁷. Apparaissent ci-après les activités qui ont eu lieu au cours de l'année 2010 pour s'assurer que les Etats Membres remplissent leurs obligations dans ce domaine, y compris celles menées dans le cadre de ce suivi personnalisé.

Afrique

42. Faisant suite à la préoccupation exprimée par la commission d'experts lors de sa réunion de novembre-décembre 2009 sur l'absence de rapports sur l'application de certaines conventions ratifiées par la **République démocratique du Congo**, une mission s'est rendue à Kinshasa en mai 2010. Une équipe, composée d'un coordinateur du Département des normes et des spécialistes des normes et des activités pour les travailleurs du bureau de Yaoundé, a rencontré des responsables gouvernementaux et des représentants des organisations de travailleurs et d'employeurs. La mission a aidé les responsables du gouvernement et les partenaires sociaux à élaborer certains rapports dus en 2010. La mission s'est également rendue à Brazzaville, au **Congo**, pour relancer le processus de soumission au Parlement des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail, ainsi que l'envoi des rapports sur l'application des conventions ratifiées.

43. Suite à une formation au niveau sous-régional sur les obligations constitutionnelles pour les pays de l'Afrique australe, le **Lesotho** a été identifié comme devant également bénéficier d'une activité au niveau national, compte tenu des difficultés spécifiques qu'il rencontrait dans l'accomplissement de ses obligations constitutionnelles. Cette activité a été réalisée en avril 2010 par la spécialiste des normes de l'Equipe d'appui technique au travail décent et bureau de pays (EAT/BP) de Pretoria.

44. Pour assurer une meilleure application de la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, et de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, dans les pays d'Afrique de l'Ouest, le projet PAMODEC ¹⁸ a lancé une série d'études sur la discrimination dans certains pays (**Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Niger, Sénégal**). Dans ce contexte, la spécialiste des normes de l'EAT/BP de Dakar et PAMODEC ont organisé des ateliers de restitution et, le cas échéant, de formulation de plans d'action de lutte contre les discriminations en matière d'emploi et de profession: au Mali (avril 2010), en Mauritanie (septembre 2010), en Côte d'Ivoire (octobre 2010). En outre, dans le cadre de la mise œuvre du plan d'action de lutte contre les discriminations au Sénégal, un appui a été apporté au ministère du

¹⁷ La commission d'experts dresse un état des lieux de ce suivi dans son rapport général, en mettant l'accent sur les principales difficultés rencontrées par les pays (voir les paragraphes 18 à 26 du rapport général de la commission d'experts).

¹⁸ Suite à l'adoption, en 1998, de la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail, le BIT a lancé, grâce au soutien de la France, le Projet d'appui à la mise en œuvre de la Déclaration de l'OIT de 1998 (PAMODEC). Ce projet a pour objet d'aider les mandants de l'Organisation à assurer une meilleure application des conventions fondamentales dans leurs pays respectifs.

Travail et aux partenaires sociaux dans l'élaboration de projets de législation relatifs à la discrimination au travail.

45. De même, des études sur la mise en conformité de la législation du travail avec les principes et droits énoncés dans les huit conventions fondamentales ont été réalisées, avec le concours du projet PAMODEC, dans les pays suivants (**Guinée, Mali, Sénégal**), et des ateliers de restitution et éventuellement de discussion de projets d'amendements de textes se sont déroulés au Mali (avril 2010) et en Guinée (octobre 2010).

46. Dans le cadre des actions de promotion et d'encouragement des pratiques de négociation collective, le projet PAMODEC a apporté une assistance technique et financière à la **Guinée-Bissau**, à la **Mauritanie** et au **Sénégal**:

- En **Guinée-Bissau**, un atelier de redynamisation et de relance du Conseil de concertation sociale a été organisé en octobre 2010 à la demande du gouvernement et des partenaires sociaux.
- En **Mauritanie**, à la veille des discussions sur la révision de la convention collective générale de 1974, un atelier a été organisé en novembre à la demande des mandants tripartites, lequel avait pour objectifs de: faire connaître le droit de la négociation collective tel qu'il résulte des normes et de la jurisprudence des organes de contrôle de l'OIT; former les participants à la démarche et à la méthodologie des conventions collectives; évaluer la mise en œuvre de la convention collective générale de 1974; mettre à la disposition des participants des outils nécessaires en vue de l'élaboration et la négociation de futures conventions collectives ou de la révision des conventions collectives en vigueur; et rendre fonctionnelles les commissions consultatives de la négociation collective d'entreprise. Aux termes de cet atelier, une feuille de route a été adoptée en vue de redynamiser les négociations collectives et plus généralement le dialogue social en Mauritanie.
- Au **Sénégal**, un atelier national tripartite d'évaluation de la convention collective nationale interprofessionnelle et de relance de la négociation collective a été organisé en novembre 2009 en collaboration avec le Comité national du dialogue social, organe national tripartite de promotion du dialogue social regroupant le gouvernement et les partenaires sociaux.

Amériques

47. Suite aux observations formulées par la commission d'experts sur l'application par l'**Argentine** de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, le gouvernement a demandé l'assistance technique du Bureau pour traiter les divers problèmes soulevés par les organes de contrôle au sujet de la législation. Le Bureau a suggéré que, en raison du caractère sensible et complexe des problèmes posés par l'application de la convention n° 87, l'assistance technique soit précédée d'une mission exploratoire avant la Conférence internationale du Travail de 2010. Cette mission a été effectuée du 3 au 7 mai 2010.

48. L'EAT/BP de Lima a poursuivi son appui au ministère du Travail de l'**Etat plurinational de Bolivie** afin de renforcer ses capacités en matière de préparation des rapports concernant les normes internationales du travail. Ainsi, en mars 2010, le spécialiste des normes a mené une activité de sensibilisation auprès de la nouvelle ministre du Travail sur l'importance de la préparation et de l'envoi des rapports et a fourni un appui individuel aux deux fonctionnaires chargés directement de la rédaction des rapports. Grâce à cette collaboration, l'Etat plurinational de Bolivie a apuré la quasi-

totalité de son retard en ce qui concerne les rapports dus sur l'application des conventions ratifiées.

49. Suite à ce qui a été convenu au cours de la mission qui, à la demande du gouvernement, s'est rendue en **Colombie** en 2009 pour examiner l'application de la convention n° 87, le Bureau a procédé, en mars et juillet 2010, dans le cadre de la procédure du Comité de la liberté syndicale du Conseil d'administration, à des missions de contact préliminaires pour rapprocher les parties et chercher des solutions aux différends soumis au comité qui soient conformes aux principes de la liberté syndicale et de la négociation collective.

50. Suite aux conclusions adoptées en 2009 par la Commission de l'application des normes au sujet de l'application par le **Pérou** de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, un appui technique a été fourni par l'EAT/BP de Lima et son spécialiste des normes à différentes commissions du Parlement national à l'occasion du processus d'élaboration d'une loi-cadre sur la consultation préalable des peuples indigènes.

51. Toujours au **Pérou**, le spécialiste des normes de l'EAT/BP a poursuivi son appui technique au groupe de travail sur les normes internationales du travail, groupe constitué en 2009 à l'initiative du spécialiste des activités pour les travailleurs et réunissant des juristes des quatre centrales syndicales péruviennes. Dans ce cadre, les centrales syndicales péruviennes ont préparé des commentaires communs au sujet de l'application des conventions n°s 87, 98, 100, 111, 122 et 144 en vertu de l'article 23.2 de la Constitution de l'OIT, ainsi que des réponses au questionnaire sur les normes en matière de sécurité sociale (art. 19).

52. En avril 2010, le spécialiste des normes de l'EAT/BP de San José a mené au **Guatemala** un atelier sur les normes internationales du travail et le système de contrôle de l'OIT, avec une emphase sur la liberté syndicale, la négociation collective et l'impunité. Le vice-ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, des fonctionnaires du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, des représentants d'autres ministères et organes de l'Etat et des représentants du système judiciaire ont participé à l'atelier. L'objectif de l'atelier était d'aider le pays à s'acquitter de ses obligations constitutionnelles et à répondre aux commentaires et recommandations des organes de contrôle. Cette mission s'inscrit notamment dans le suivi de la discussion par la Commission de la Conférence de l'application par le Guatemala de la convention n° 87.

53. En outre, en août 2010, à la demande du gouvernement du **Guatemala**, une mission d'assistance technique s'est rendue dans le pays afin de donner suite aux commentaires de la commission d'experts sur l'application de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989. La mission a été reçue par le vice-ministre du Travail, des hauts fonctionnaires d'autres ministères, et a tenu plusieurs réunions avec des représentants d'autres organes de l'Etat de différents niveaux, ainsi qu'avec les représentants des employeurs, des travailleurs et des peuples indigènes. A l'issue de cette mission, le gouvernement a remis au Bureau pour commentaires un projet réglementant la question du droit à la consultation, tel que prévu dans la convention.

54. En août 2010, le spécialiste des normes de l'EAT/BP de San José a organisé, en collaboration avec le Programme international pour l'abolition du travail des enfants (programme IPEC), un atelier sous-régional tripartite sur l'élaboration des rapports dus au titre de l'article 22 de la Constitution concernant les conventions n°s 138 et 182 sur le travail des enfants. Ont participé à cet atelier les fonctionnaires chargés de préparer ces rapports au sein des ministères du Travail du **Costa Rica**, de la **République**

dominicaine, d'**El Salvador**, du **Guatemala**, du **Honduras**, du **Nicaragua** et du **Panama**, ainsi que des représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs des mêmes pays. L'objectif de l'atelier était d'aider ces pays à s'acquitter de leurs obligations constitutionnelles et à répondre aux commentaires des organes de contrôle sur les conventions n^{os} 138 et 182.

55. Compte tenu de l'absence de progrès réalisés l'an dernier par le **Guyana** en matière de présentation de rapports, dans un contexte de forte amélioration de la situation dans l'ensemble des Antilles, et compte tenu du fort retard accumulé par le pays, le spécialiste des normes de l'EAT/BP de Port of Spain a dispensé à des fonctionnaires du ministère du Travail, en juillet 2010, un cours de formation sur l'établissement des rapports et sur les obligations constitutionnelles. Il est à noter que, dans le rapport de la Commission de la Conférence de 2010, le Guyana figure parmi les pays qui connaissent des difficultés persistantes à respecter leurs obligations en matière de présentation de rapports.

56. La spécialiste des normes de l'EAT/BP de Santiago a continué d'appuyer le ministère du Travail du **Paraguay** en vue de renforcer ses capacités en matière d'élaboration de rapports relatifs aux normes internationales du travail. En juin 2010, elle a organisé un atelier avec les fonctionnaires des différents ministères chargés de fournir les éléments techniques pour l'élaboration des rapports. Elle a en outre apporté son concours aux fonctionnaires directement chargés de la rédaction des rapports dus concernant l'application des conventions ratifiées. Par ailleurs, au mois de mai, la spécialiste des normes a mené une activité de sensibilisation des membres du Parlement à la suite des observations formulées par la commission d'experts sur la nécessité de mettre la législation en conformité avec les principes et droits énoncés dans la convention (n^o 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948. Le gouvernement a demandé une assistance technique pour sensibiliser les membres du Congrès à la nécessité de procéder aux modifications législatives recommandées par la commission d'experts depuis plusieurs années ainsi que d'accélérer le processus législatif.

57. L'EAT/BP de Santiago a fourni une assistance technique au gouvernement du **Chili** dans le cadre de l'élaboration et de la rédaction de son premier rapport sur l'application de la convention (n^o 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, dû au titre de l'article 22 de la Constitution de l'OIT. En juin 2010, la spécialiste des normes a organisé un atelier avec les fonctionnaires des différents ministères chargés de fournir les éléments techniques pour l'élaboration du rapport. Toute une série d'ateliers a été organisée à l'intention des dirigeants des organisations indigènes, des pouvoirs publics et des représentants de la société civile pour faire connaître la convention n^o 169, ateliers auxquels ont assisté près de 1 000 personnes. En outre, dans la région de l'Araucanie, d'autres ateliers ont été organisés, qui ont réuni une audience de 200 personnes, parmi lesquelles des dirigeants mais aussi des paysans indigènes. Dans le cadre d'un accord entre la Confédération de la production et du commerce du Chili (CPC) et l'OIT, les employeurs ont eux aussi bénéficié d'activités en rapport avec la convention n^o 169 visant à les orienter quant à la façon dont ils pourraient contribuer à l'application effective de cet instrument.

Asie

58. En avril 2010, le spécialiste des normes de l'EAT/BP de New Delhi a organisé dans les **Maldives** un atelier tripartite portant sur l'élaboration des rapports dus au titre des articles 19 et 22 de la Constitution et offrant une présentation générale des normes internationales du travail.

Europe

59. En **Ukraine**, le Bureau a contribué à l'organisation d'une table ronde tripartite de haut niveau au *Verkhovna Rada* (Parlement) en avril 2010, à laquelle il a dépêché des experts, afin d'examiner les commentaires de la commission d'experts relatifs aux conventions n^{os} 100 et 111 sur l'égalité de traitement en vue d'améliorer la législation nationale. Cette table ronde a réuni des parlementaires et des représentants du gouvernement, des syndicats, des associations d'employeurs, d'organisations internationales et d'organisations non gouvernementales, ainsi que des universitaires. La Commission parlementaire sur la politique sociale et du travail a approuvé les recommandations relatives aux mesures à prendre, et un groupe de travail tripartite a été chargé de préparer les amendements à la législation nationale sur l'égalité.

C. Activités de formation

a) Activités développées en collaboration avec le Centre international de formation de Turin

60. Les activités menées conjointement par le Département des normes et le Programme sur les normes et les principes fondamentaux au travail du Centre de Turin contribuent à la mise en œuvre de la stratégie normative visant à renforcer l'impact des normes par le biais de la coopération et de l'assistance techniques.

61. En 2010, plus d'une trentaine d'activités de formation ont été réalisées aux niveaux interrégional, régional, sous-régional ou national. Ces cours, dont la majorité revêt un caractère tripartite, sont proposés en plusieurs langues et traitent des procédures normatives ainsi que des thèmes spécifiques comme, par exemple, l'égalité dans l'emploi, la liberté syndicale, la lutte contre le travail des enfants et le travail forcé, ou encore l'utilisation des normes internationales du travail par les juridictions nationales. Le travail des organes de contrôle de l'application des normes constitue l'un des éléments pris en considération en priorité pour sélectionner les participants à ces cours. Ainsi, par exemple, un cours sur les droits au travail pour les journalistes et professionnels des médias a été organisé au niveau régional pour les pays de l'**Asie**.

62. Comme indiqué au paragraphe 86 ci-dessous, le programme de formation de formateurs et d'inspecteurs du travail maritime sur l'application de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006), s'est poursuivi en 2010. En complément, trois nouveaux cours seront proposés pour les juristes des administrations chargées d'examiner la ratification de cette convention et sa transposition en droit national, pour les capitaines et officiers de navire ainsi que pour les représentants des gens de mer. En outre, en 2011, sera lancée l'Académie du travail maritime du BIT qui aura pour objectif de fournir une formation approfondie sur cette convention.

63. Le programme de formation à distance sur les bonnes pratiques en matière de préparation des rapports sur l'application des normes internationales du travail s'est poursuivi avec la participation des représentants des ministères du travail qui rencontrent des difficultés particulières dans la rédaction et l'envoi de ces rapports. Cette formation constitue un bon exemple des activités menées conjointement par le Centre de Turin et le Département des normes pour renforcer l'efficacité du système de contrôle.

64. Dans le domaine du travail des enfants, en plus des activités de formation régulières qui sont offertes chaque année, un cours sur le thème «Action législative et politique pour lutter contre le travail des enfants» a été développé et dispensé au **Botswana** en collaboration avec le programme IPEC. En outre, un module de formation

sur le thème du travail domestique des enfants a été expérimenté lors d'un atelier organisé au Maroc pour les pays d'**Afrique francophone**.

65. En matière de liberté syndicale, a eu lieu à Johannesburg, en janvier 2011, un cours sur la liberté syndicale et le développement auquel ont participé des délégations de l'**Afrique du Sud**, du **Kenya**, de la **Namibie**, du **Swaziland** et du **Zimbabwe**. Ce cours vise à renforcer la capacité des institutions et des organisations à promouvoir le respect et l'exercice de la liberté syndicale et du droit de négociation collective, et ainsi contribuer au développement économique et social et à la protection de l'environnement, avec pour objectif le développement durable. Par ailleurs, en collaboration avec les projets de coopération technique sur la liberté syndicale, un guide sur la négociation collective et une étude sur la liberté syndicale et le développement ont pu être développés à l'occasion de deux réunions techniques à Turin. Enfin, une version actualisée de la bibliothèque électronique incluant, *inter alia*, les cas récents examinés par le Comité de la liberté syndicale a été publiée.

66. Un nouveau programme de formation sur les droits des travailleurs précaires a été organisé, en collaboration avec le Département des relations professionnelles et des relations d'emploi (DIALOGUE) et le Bureau régional de l'**Europe** et de l'**Asie centrale**. Cette formation vise à renforcer la capacité des institutions publiques, des partenaires sociaux et des autres parties prenantes à analyser les défis auxquels sont confrontés les travailleurs précaires et à renforcer leurs droits, compte tenu des normes internationales du travail.

67. Le manuel de formation sur les normes internationales du travail pour juges et juristes et le recueil actualisé des décisions judiciaires faisant référence aux normes, publiés dans les trois langues, continuent à être utilisés pour les nombreuses activités de formation réalisées pour les juges et les juristes. On mentionnera en particulier le cours interrégional réalisé à Turin, le cours régional pour l'**Amérique latine** réalisé à Buenos Aires et le cours régional pour les pays d'**Asie et du Pacifique** réalisé à Melbourne.

68. Enfin, un projet de formation sur la législation du travail internationale et européenne, destinée aux juristes d'entreprise et aux avocats italiens, a été lancé avec le soutien financier du gouvernement de l'**Italie**. Ce projet est réalisé en collaboration avec l'Union des avocats européens (UAE).

b) Formation sur les questions liées aux peuples indigènes *

69. Au cours de l'année 2010, le projet de promotion de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, de l'OIT (PRO 169), qui relève du Département des normes, a mené trois programmes de formation au siège de l'OIT à l'intention de boursiers indigènes, en espagnol, anglais et français, en collaboration avec le bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH).

70. Au niveau régional, un important séminaire sur la promotion et la mise en œuvre de la convention n° 169 et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes s'est tenu en Asie (Dhaka, Bangladesh), en novembre 2009, en collaboration avec le Pacte des peuples indigènes d'Asie, le Programme régional du PNUD sur les peuples indigènes et le Forum des peuples indigènes du Bangladesh, et avec la participation de représentants des gouvernements du **Bangladesh**, de l'**Inde** et du **Népal**

* La convention n° 169 utilise l'expression «peuples indigènes et tribaux» sans établir de distinction entre les droits de ces deux groupes. Dans le présent rapport, les expressions «peuples indigènes» ou «peuples autochtones», qui sont les plus communément utilisées et reprises dans les instruments internationaux, sont utilisées indifféremment.

et d'organisations indigènes. Plus récemment, en août 2010, un séminaire sur le mode de vie traditionnel des peuples indigènes, axé sur la promotion et la mise en œuvre des conventions n^{os} 111 et 169 de l'OIT, a été organisé à Siem Reap (Cambodge) en collaboration avec le ministère du Développement rural du **Cambodge**, le Programme régional du PNUD sur les peuples indigènes et le Pacte des peuples indigènes d'Asie. En outre, en mars 2010, PRO 169 a contribué à l'organisation d'un voyage d'étude dans l'**Etat plurinational de Bolivie** et au **Guatemala** à l'intention des principaux responsables d'organisations indigènes du **Népal**, en vue de promouvoir l'échange de données d'expérience et de bonnes pratiques sur l'application des droits des peuples indigènes au niveau interrégional. En ce qui concerne la région Afrique, en novembre 2009, une réunion technique a été organisée à Banjul (**Gambie**) avec le groupe de travail sur les communautés/populations indigènes de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples pour examiner les meilleurs moyens de diffuser et de mettre en œuvre les conclusions des travaux de recherche menés en commun par cette dernière et l'OIT sur la protection des peuples indigènes d'Afrique. En outre, des modules de formation ont été élaborés sur les droits des peuples indigènes à la terre et aux ressources, le droit au développement et la situation des femmes indigènes en vue de leur utilisation en Afrique centrale, afin de compléter une série d'outils de formation élaborés en 2009 pour protéger les droits des peuples indigènes. Ces modules de formation ont été utilisés lors d'un séminaire sur le respect des droits des peuples indigènes, organisé en mai 2010 à Yaoundé (**Cameroun**) en collaboration avec le HCDH.

71. Au niveau national, PRO 169 soutient et organise des activités de renforcement des capacités sur les droits des peuples indigènes, notamment sur les conventions n^{os} 169 et 111, dans différents pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, notamment le **Bangladesh**, l'**Etat plurinational de Bolivie**, le **Cameroun**, l'**Equateur**, le **Guatemala**, l'**Inde**, le **Népal**, le **Nicaragua** et le **Pérou**. Des matériels didactiques, des manuels et des publications ont été mis à disposition à cet effet.

72. Le site Web de l'OIT consacré aux peuples indigènes et tribaux (<http://www.ilo.org/indigenous>) a été enrichi de nouvelles informations sur les activités de PRO 169 et de nouvelles publications, afin de permettre aux fonctionnaires gouvernementaux, aux organisations indigènes et à d'autres partenaires d'accéder plus facilement à ces ressources. Le site Web consacré spécifiquement à la formation sur les questions indigènes (<http://pro169.org/>) contient également de nouveaux matériels didactiques.

c) Autres activités de formation

Afrique

73. La spécialiste des normes de l'EAT/BP de Dakar a participé aux activités de formation suivantes:

- atelier de formation organisé au **Bénin** par le programme IPEC pour des journalistes radio travaillant dans les différentes langues nationales, sur le phénomène du travail des enfants et sur les principes et droits contenus dans les conventions n^{os} 138 et 182 ratifiées par le Bénin;
- animation, avec les responsables du projet PAMODEC, de conférences-débats sur les principes et droits fondamentaux au travail à l'Ecole nationale d'administration (ENA) et à l'Ecole nationale de la magistrature (ENAM) d'Antananarivo (**Madagascar**, mai 2010), ainsi que d'une formation destinée à une soixantaine de

magistrats malgaches sur l'utilisation du droit international du travail par le juge national (oct. 2010);

- toujours en collaboration avec le projet PAMODEC, animation d'une session de formation des formateurs de l'Institut national de formation judiciaire du **Mali** sur les huit conventions fondamentales (avril 2010);
- ateliers tripartites nationaux décentralisés de formation sur les normes et les conventions fondamentales du travail, organisés sous l'égide du projet PAMODEC en janvier et février 2010 au **Sénégal** dans les régions de Tambacounda et de Kolda.

74. Le spécialiste des normes de l'EAT/BP de Yaoundé a participé et appuyé l'organisation des activités de formation suivantes:

- séminaire de formation à l'intention des professionnels des médias, organisé en **République démocratique du Congo** par le Centre international de formation de Turin (janvier 2010);
- séminaire de formation sur les principes et droits fondamentaux au travail organisé par le projet PAMODEC au **Gabon** à l'intention de magistrats et d'inspecteurs du travail (juillet 2010). D'autres activités de formation sont prévues notamment au **Tchad** (mars 2011);
- réalisation, à l'occasion de la Journée internationale des populations autochtones (9 août), d'une bande dessinée dans le cadre du projet PRO 169 au **Cameroun**, afin de sensibiliser un très large public aux droits des peuples indigènes et tribaux, tels que définis par la convention n° 169 et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Amériques

75. L'EAT/BP de Lima, par le biais de son spécialiste des normes, a assuré des activités de formation dans les pays suivants.

- **Etat plurinational de Bolivie:** Deux séminaires destinés aux professeurs de droit du travail des principales universités du pays ont été réalisés dans le cadre du projet de coopération de l'OIT pour l'appui au travail décent, afin de soutenir le processus d'inclusion des normes internationales du travail et des travaux des organes de contrôle dans les programmes d'enseignement du droit du travail. La réalisation de ces activités a conduit à la signature d'une lettre d'engagement des doyens des principales facultés de droit participantes afin d'introduire les normes dans leurs programmes d'enseignement.
- **Colombie:** Dans le cadre du projet de coopération «dialogue social, droits fondamentaux au travail et inspection du travail», ont été organisés au cours de 2010 quatre séminaires pour les professeurs de droit du travail des principales universités du pays, afin d'appuyer le processus d'inclusion des normes internationales du travail et des travaux des organes de contrôle dans les programmes d'enseignement du droit du travail colombien. A également été réalisé un séminaire de suivi avec l'Ecole judiciaire nationale *Lara Bonilla* concernant l'utilisation judiciaire des normes internationales du travail. Il convient de noter que la collaboration avec l'école judiciaire a abouti à la création d'une page Web spécifique sur le site de l'école permettant aux juges nationaux d'avoir un accès direct et actualisé aux commentaires des organes de contrôle de l'OIT concernant la Colombie.

- Dans le cadre du projet PRO 169, le spécialiste des normes a réalisé des activités de diffusion du contenu de la convention et des commentaires de la commission d'experts y relatifs en **Equateur** et au **Pérou**. En Equateur, ces activités étaient destinées aux assesseurs parlementaires et aux organisations représentatives des peuples indigènes. Au Pérou, ces activités ont été réalisées avec, entre autres, les magistrats du Tribunal constitutionnel du Pérou, l'Académie de la magistrature, le ministère de l'Energie et des Mines et le Médiateur de la République (*Defensoría del Pueblo*).

76. En avril 2010, le spécialiste des normes de l'EAT/BP de Port of Spain, en collaboration avec le Département des normes, a donné une série de cours sur les normes internationales du travail relatives à la sécurité et santé au travail (SST) à l'*University of the West Indies*, en **Jamaïque** et à **Trinité-et-Tobago**, dans le cadre du programme de maîtrise de sécurité et santé au travail et de protection de l'environnement. Les participants étaient des professionnels de divers horizons, tels que des inspecteurs chargés de la SST, des spécialistes de la SST appartenant au secteur privé, des travailleurs de la santé, des fonctionnaires de la santé publique, des fonctionnaires des services d'approvisionnement en eau ou en électricité, des pompiers, des enseignants et des magistrats.

Etats arabes

77. En mai 2010, le Bureau a organisé au Caire un atelier sur l'égalité de genre et les normes internationales du travail, destiné aux Etats arabes. Cet atelier a réuni 32 participants (12 hommes et 20 femmes) représentant les mandants de l'OIT et d'autres institutions concernées de la société civile provenant de 12 pays et territoires (**Bahreïn, Egypte, Emirats arabes unis, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Soudan, République arabe syrienne, Yémen** et **territoires arabes occupés**). L'objectif de cet atelier était d'améliorer la connaissance de certaines conventions et recommandations de l'OIT concernant l'égalité entre hommes et femmes, et en particulier les conventions n^{os} 100, 111, 156 et 183, et de voir comment ces instruments peuvent concrètement être mis en œuvre dans les Etats arabes, en vue d'en promouvoir la ratification et d'en améliorer l'application. En outre, des indications ont été données sur la situation des travailleurs domestiques dans la région, compte tenu des discussions pour action normative lors des prochaines sessions de la Conférence. A la fin de l'atelier, il a été recommandé que l'OIT, dans le cadre de son action et de ses activités de suivi, renforce les capacités de la région dans le domaine des normes internationales du travail et de l'égalité entre hommes et femmes, par exemple en mettant en place à Turin un cours de formation destiné aux formateurs.

Asie

78. Un séminaire tripartite sur la liberté syndicale, les libertés publiques et le respect de la législation du travail dans les zones franches d'exportation (zones économiques/de libre-échange) a été organisé aux **Philippines** en avril 2010, suite aux recommandations d'une mission de haut niveau de l'OIT qui s'est rendue dans le pays en septembre 2009. D'autres activités se sont déroulées avec les fonctionnaires du système judiciaire et du ministère du Travail en novembre 2010 ainsi qu'avec les membres des forces armées en décembre 2010.

Europe

79. Une conférence sur la sécurité et la santé au travail, portant en particulier sur les trois principaux instruments qui concernent ce domaine (la convention n^o 155, son

protocole de 2002 et la convention n° 187), a été donnée dans le cadre de la maîtrise en droit international relatif aux droits de l'homme, à l'Université de Lund (**Suède**) en septembre 2009.

80. En mars 2010, dans le cadre du projet de renforcement des capacités institutionnelles du ministère du Travail et de la Politique sociale de la **Bulgarie**, le Bureau a organisé une session de formation d'une journée sur la mise en œuvre des conventions n^{os} 87 et 98 dans le pays, qui a essentiellement porté sur le droit de grève dans la fonction publique et les services ferroviaires et sur le droit de négociation collective et le règlement des différends dans la fonction publique.

D. Activités de promotion

a) Plan d'action visant à promouvoir une ratification large et rapide de la convention du travail maritime, 2006, ainsi que son application effective

81. Le plan d'action quinquennal que le Conseil d'administration a adopté en mars 2007 vise à atteindre d'ici à 2011 le nombre de ratifications nécessaires pour l'entrée en vigueur de la MLC, 2006. Ce plan d'action comporte des activités promotionnelles aux échelons international, régional et national, et exige une coopération avec les spécialistes du secteur et les bureaux régionaux.

82. En ce qui concerne les ratifications, les objectifs fixés par le plan d'action ont toutes les chances d'être atteints et même dépassés. Deux conditions doivent être remplies pour que la MLC, 2006, puisse entrer en vigueur: sa ratification par au moins 30 Etats Membres, d'une part, et que ces Etats représentent au moins 33 pour cent de la jauge brute de la flotte marchande mondiale, d'autre part. Avec la ratification de la convention par la Bosnie-Herzégovine, le 18 janvier 2010; la Bulgarie, le 12 avril 2010; le Canada, le 15 juin 2010; la Croatie, le 12 février 2010; l'Espagne, le 4 février 2010; et Saint-Vincent-et-les Grenadines, le 9 novembre 2010¹⁹, 11 pays sont liés par la convention, et la condition relative au pourcentage de la jauge brute de la flotte marchande mondiale est remplie. En outre, les informations disponibles révèlent qu'un certain nombre de pays situés dans des régions différentes ont désormais mené à leur terme les processus nationaux leur permettant de ratifier prochainement la convention.

83. Dans le contexte de ses activités visant à promouvoir la MLC, 2006, le Bureau a lancé les activités ci-après ou y a participé:

- séminaire tripartite sous-régional pour les Etats francophones de l'Afrique de l'Ouest (pays participants: **Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau et Togo**), tenu au Bénin (juillet 2010);
- atelier tripartite régional pour la promotion de la ratification et de la mise en œuvre effective de la MLC, 2006, organisé à Suva (Fidji) en octobre 2010 (pays participants: **Fidji, Iles Salomon, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tuvalu et Vanuatu**);
- séminaire tripartite national, tenu en **Ukraine** (juillet 2010);
- deuxième séminaire tripartite national faisant suite au séminaire tripartite national de 2009, organisé au **Sénégal** (juillet 2010), en vue de valider l'analyse des lacunes législatives et d'élaborer un plan d'action pour la ratification de la MLC, 2006;

¹⁹ Pays ayant précédemment ratifié la MLC, 2006: Bahamas, Iles Marshall, Libéria, Norvège et Panama.

- discussion tripartite, faisant suite au séminaire tripartite national de 2009, tenue aux **Philippines** (juin 2010), parallèlement à la conférence de l'Organisation maritime internationale (OMI) consacrée à la Convention sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille (STCW);
- trois missions de suivi sur les perspectives de ratification rapide et de mise en œuvre effective de la MLC, 2006, organisées à **Antigua-et-Barbuda**, à la **Dominique** et à **Saint-Vincent-et-les Grenadines** (juillet 2010). Il est à noter que la mission à Saint-Vincent-et-les Grenadines a porté ses fruits puisque ce pays a ratifié la MLC, 2006, en novembre 2010.

84. Avant ces activités tripartites, des analyses des lacunes existant dans la législation au regard de la convention ont été entreprises pour chaque pays concerné, ce qui a permis d'encourager le dialogue tripartite, d'apporter des conseils techniques sur une longue période, d'identifier les obstacles à la ratification de la MLC, 2006, et, finalement, d'élaborer des stratégies tripartites pour combler les lacunes identifiées dans la législation afin de pouvoir parvenir à la ratification rapide et à la mise en œuvre effective de cette convention.

85. En outre, notant que la MLC, 2006, devrait entrer en vigueur dans le courant de l'année 2011, le Conseil d'administration a décidé à sa 306^e session de créer une commission préparatoire tripartite pour la MLC, 2006 («la commission préparatoire»), sur le modèle de la future «commission tripartite spéciale» qui doit être créée conformément à l'article XIII de la convention lorsque celle-ci entrera en vigueur. La commission préparatoire s'est réunie pour la première fois en septembre 2010 à Genève, avec pour objectif: 1) d'échanger des informations sur les mesures que les Membres ont prises pour mettre en œuvre la convention (pour ceux qui l'ont ratifiée) ou pour la ratifier; 2) d'identifier toute question d'intérêt commun (notamment toute difficulté d'interprétation et d'application à certains secteurs rencontrée au cours des préparatifs en vue de la ratification et de la mise en œuvre de la convention) et d'échanger des points de vue et de fournir des avis sur les solutions possibles, afin d'aider les Membres à accélérer le processus de ratification et de mise en œuvre pour que la convention entre en vigueur en 2011 ou au début de 2012; et 3) d'identifier les questions que la future commission tripartite spéciale devra traiter en urgence et de fournir des conseils sur tout travail préparatoire ou autre mesure à mettre en œuvre pour que cette commission puisse commencer à fonctionner, et notamment l'examen de son éventuel règlement intérieur, compte tenu des divers rôles que la convention a attribués à cette commission.

86. En outre, trois cours de formation de formateurs et d'inspecteurs maritimes sur l'application de la MLC, 2006, ont été dispensés en février, juin et septembre 2010 au Centre international de formation de Turin. Au total, ce sont 145 formateurs et inspecteurs, provenant d'administrations d'Etats du pavillon, d'Etats du port, d'organismes reconnus et d'organisations d'armateurs et de marins de 44 pays différents qui ont été formés. Un cours similaire a été organisé, en novembre 2010, au niveau sous-régional par l'EAT/BP de Port of Spain, en collaboration avec le Département des normes, pour les inspecteurs du travail maritime qui procèdent aux visites d'inspection pour l'Etat du pavillon et l'Etat du port. Ce cours a bénéficié de la collaboration de l'Autorité maritime de la **Jamaïque** et du Mémoire d'accord des Caraïbes sur le contrôle par l'Etat du port. Des représentants des pays et territoires couverts par le bureau de Port of Spain ont été invités à participer à ce cours de formation.

b) Promotion de la ratification de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

87. Lors de sa 96^e session (juin 2007), la Conférence a adopté une résolution concernant la promotion de la ratification de la convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007. La convention n° 188 entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de dix Etats Membres comprenant huit Etats côtiers auront été enregistrées par le Directeur général. A ce jour, elle n'a fait l'objet que d'une seule ratification, par la Bosnie-Herzégovine, mais les perspectives en la matière sont positives. A cet égard, lors de sa session de novembre 2010, le Conseil d'administration a adopté un plan d'action couvrant la période 2011-2016 pour l'amélioration des conditions de travail des pêcheurs grâce à une large ratification et à une mise en œuvre effective de la convention n° 188. Par ailleurs, conformément à une résolution adoptée par la Conférence en 2007, une réunion tripartite d'experts s'est réunie en février 2010 et a adopté des directives pour le contrôle par l'Etat du port en vue de l'application de la convention.

88. En outre, depuis le début de l'année, un certain nombre d'activités de promotion de la ratification de cette convention ont été organisées. Ainsi, un séminaire tripartite sous-régional pour les Etats francophones de l'Afrique de l'Ouest (**Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau et Togo**) a été organisé, en juillet 2010, au Bénin en vue de promouvoir la ratification de la convention. En **Equateur**, le spécialiste des normes de l'EAT/BP de Lima a réalisé une activité de promotion avec l'appui du projet de coopération de l'OIT pour le développement durable du secteur de la pêche. Le séminaire a, en particulier, permis d'identifier les éléments de la convention qui pourraient être pris en compte dans la nouvelle réglementation nationale du contrat de travail des pêcheurs, actuellement en cours de réforme. Par ailleurs, suite aux initiatives de promotion menées en 2009 au **Pérou**, deux activités complémentaires concernant la convention n° 188 ont été menées, l'une destinée au pouvoir législatif et l'autre aux organisations d'employeurs. On notera également qu'en septembre 2010 le spécialiste des normes de l'EAT/BP de New Delhi a organisé en **Inde**, en collaboration avec le Département des activités sectorielles (SECTOR), un séminaire tripartite afin de promouvoir la convention.

89. Enfin, SECTOR a publié un manuel sur l'amélioration des conditions de vie et de travail à bord des navires de pêche en vue de faciliter la compréhension des dispositions de la convention par les autorités nationales compétentes, les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs (et en particulier des armateurs à la pêche et des pêcheurs) ainsi que toute autre partie intéressée.

c) Promotion de la ratification de la convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

90. Suite à la discussion de 2009 relative à l'étude d'ensemble sur la sécurité et la santé au travail préparée par la commission d'experts, la Commission de la Conférence a approuvé une série de conclusions invitant l'OIT à adopter un plan d'action en vue d'une large ratification et d'une application effective des trois instruments clés sur la sécurité et la santé au travail (SST) (la convention n° 155, son protocole de 2002 et la convention n° 187). Ce plan d'action, qui couvre la période 2010-2016, a été adopté par le Conseil d'administration à sa 307^e session (mars 2010).

91. Les objectifs du plan d'action sont les suivants: promouvoir le développement d'une culture de la prévention en matière de sécurité et de santé et la ratification et la mise en œuvre des instruments clés sur la SST; combler les lacunes dans la mise en

œuvre des conventions ratifiées; améliorer les conditions de SST dans les petites et moyennes entreprises et dans l'économie informelle.

92. Les informations disponibles sur les lacunes constatées dans la mise en œuvre des instruments et la volonté politique de prendre des mesures dans le domaine de la SST seront les critères utilisés pour sélectionner les pays destinataires des activités promotionnelles, pour aider les parties aux trois instruments clés à améliorer leur capacité à honorer leurs engagements et pour donner la priorité aux actions ciblées dans le cadre de l'assistance technique. L'approche systémique moderne adoptée en matière de SST dans les instruments pertinents aidera les gouvernements et les partenaires sociaux à collaborer à la mise en place d'un programme et d'une stratégie au niveau national permettant d'améliorer en permanence les infrastructures et les conditions de SST. L'aide fournie comprendra, selon les besoins, le matériel d'orientation permettant d'élaborer par étapes les profils, politiques et programmes nationaux en matière de SST, ainsi que des plans d'action destinés à améliorer de manière ciblée les infrastructures et systèmes nationaux de SST. Les questions à traiter et les pays bénéficiaires seront sélectionnés en concertation étroite avec les pays concernés, et un plan d'assistance sera proposé et mis en œuvre, sur une base tripartite, dans les pays intéressés.

93. Dans le cadre de ce plan d'action, le Département des normes, en collaboration avec SECTOR, a réalisé une mission d'assistance technique au **Chili**, en novembre 2010, à la demande du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Cette mission s'inscrit dans le contexte des instructions données par le Président de la République en vue d'une révision de la législation sur la sécurité et santé au travail, instructions faisant suite à l'accident qui a eu lieu dans la mine de San José en août 2010. L'assistance prodiguée par la mission a porté principalement sur les conventions visées par le plan d'action ainsi que sur la convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995, et, sur la base d'une analyse préalable de la législation nationale préparée par le ministère du Travail, la mission a aidé à identifier les lacunes de la législation par rapport à ces conventions ainsi que les solutions possibles pour les combler. La mission a travaillé étroitement avec les juristes du ministère du Travail et du ministère des Mines et a rencontré les partenaires sociaux. Il y a lieu de souligner que, le 15 décembre 2010, le Président du Chili a signé le projet de loi de ratification de la convention n° 187.

94. Après avoir ratifié les conventions n^{os} 155, 161 et 187, en février 2009, le **Niger** a demandé au Bureau une assistance technique afin de l'accompagner dans la mise en œuvre des dispositions techniques de ces trois conventions. Cette assistance couvre quatre niveaux: le niveau stratégique, le niveau opérationnel, les partenaires sociaux et la société civile. Ainsi cinq ateliers ont été organisés en décembre: un atelier stratégique ayant pour objectif spécifique l'intégration des dispositions techniques de ces trois conventions dans les textes réglementant la SST; un atelier opérationnel ayant pour objectif spécifique l'adoption des directives pratiques des prestations de SST; un atelier destiné à assurer la formation des membres de la Coordination nationale de SST, de l'Intersyndicale et de l'ONG «Préventeur Sans Frontière (PSF)»; un atelier visant au développement d'un projet pilote sur la démarche «Prévention-Productivité-Normes internationales du travail»; et enfin un atelier devant assurer la formation des journalistes membres du «Réseau de journalistes» sur les trois conventions ratifiées. Ces ateliers ont permis de présenter à l'ensemble des participants les dispositions techniques des conventions susmentionnées et d'adopter un plan d'application, ouvrant de bonnes perspectives pour la consolidation de la SST au Niger.

d) Politique de l'OIT pour les peuples indigènes

95. Les responsables du projet PRO 169 ont continué de mener un large éventail d'activités à différents niveaux pour promouvoir l'application des principes de la convention n° 169 et d'autres conventions pertinentes de l'OIT.

96. Au niveau international, PRO 169 a fourni des contributions techniques au Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones, au Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones et au Groupe d'appui interorganisations sur les questions autochtones, entre autres.

97. Au niveau régional, diverses activités ont été menées dans le contexte du programme régional pour l'Amérique latine en vue de renforcer les capacités des gouvernements, des organisations indigènes et des partenaires sociaux à mettre en œuvre la convention n° 169, notamment par l'adoption de mesures appropriées en réponse aux observations formulées par la commission d'experts. La ratification de la convention n° 169 a également fait l'objet de mesures de promotion au **Panama** et au **Nicaragua**.

98. Au niveau national, des activités visant à promouvoir les droits des peuples indigènes et à améliorer leur situation socio-économique sont en cours, notamment au **Cambodge** (en relation avec l'application de la loi foncière de 2001 et de la loi forestière de 2002), au **Bangladesh**, au **Cameroun**, en **Namibie** et au **Népal**.

99. Enfin, les responsables du projet ont finalisé la préparation d'un recueil de commentaires des organes de contrôle de l'OIT sur l'application des conventions pertinentes de l'Organisation, notamment les conventions n^{os} 29, 107, 111, 169 et 182, intitulée: «Surveillance du respect des droits des peuples indigènes et tribaux à travers les conventions de l'OIT – Compilation de commentaires des organes de contrôle de l'OIT, 2009-10». Cette publication, disponible en anglais et en espagnol, est largement diffusée, notamment à l'occasion des séminaires de formation et des activités de renforcement des capacités. La collaboration entre PRO 169 et le programme IPEC se poursuit en vue d'affiner les stratégies de lutte contre le travail des enfants au sein des populations indigènes, et avec le Bureau de l'OIT pour l'égalité entre hommes et femmes pour recueillir des données sur la discrimination à laquelle sont confrontées les femmes indigènes en matière d'emploi et de profession.

e) Autres activités de promotion

100. Plusieurs activités de promotion de la ratification des conventions à jour ont été menées par les spécialistes des normes des différents bureaux extérieurs en 2010.

Afrique

101. La spécialiste des normes de l'EAT/BP de Dakar et le projet PAMODEC ont organisé au **Mali**, à l'occasion de l'inauguration du nouveau siège du patronat, un dîner-débat à la demande des employeurs de ce pays sur le rôle des normes internationales du travail dans la productivité des entreprises (août 2010).

102. A la demande de la directrice du Département des normes, la spécialiste des normes et le spécialiste en statistiques de l'EAT/BP de Dakar ont contacté les instituts de la statistique du **Burkina Faso**, du **Bénin**, du **Cameroun**, du **Mali** et du **Sénégal** en vue de l'élaboration de formulaires d'enquête visant à obtenir des informations destinées à améliorer la connaissance de l'état des lieux et des obstacles à la mise en œuvre des conventions de l'OIT et des autres aspects du travail décent dans l'économie informelle de ces pays. Un atelier réunissant les représentants de ces instituts et les spécialistes de l'EAT/BP de Dakar a été organisé en avril 2010, lequel a permis aux différentes parties

d'enrichir les questionnaires et de s'accorder sur la méthodologie d'enquête. Les outils développés par ces experts ont été transmis aux services techniques du siège pour finalisation. Le lancement de l'enquête proprement dite est prévu pour 2011, sous réserve de l'obtention des ressources nécessaires.

103. Dans le cadre des mesures prises par le gouvernement de l'Afrique du Sud pour redonner au ministère du Travail, et en particulier à l'inspection du travail, avec l'assistance technique du BIT, le rôle essentiel qui est le leur en matière de promotion de l'Agenda du travail décent, une mission du Département des normes s'est rendue en **Afrique du Sud** (Pretoria et Johannesburg) en août 2010 afin de fournir des conseils sur les éventuelles lacunes de la législation et de la pratique nationales vis-à-vis de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947, et de la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969. La mission a eu des entretiens détaillés sur la législation et la pratique nationales avec le personnel de l'inspection du travail et a examiné la question de l'éventuelle ratification des conventions n°s 81 et 129 avec le gouvernement et les partenaires sociaux. La mission a considéré qu'il n'existe pas d'obstacle majeur à la ratification de ces conventions par l'Afrique du Sud. La commission d'experts avait déjà estimé, en 2006, dans son étude d'ensemble sur l'inspection du travail, que la législation de l'Afrique du Sud était d'un niveau suffisant pour pouvoir ratifier ces conventions.

Amériques

104. La spécialiste des normes de l'EAT/BP de San José a participé, en collaboration avec le projet «Dialogue social», à plusieurs réunions, en mai 2010, avec le ministre du Travail du **Honduras** et des représentants des employeurs et des travailleurs de ce pays, afin de promouvoir la ratification de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976.

105. En outre, la spécialiste des normes a également organisé, avec le spécialiste de la sécurité sociale du bureau de San José, deux ateliers visant à promouvoir la ratification de la convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952: le premier en mai 2010 au **Nicaragua** pour les représentants des travailleurs et le second en septembre 2010 au **Honduras** pour les membres de la Commission du travail et de la sécurité sociale du Congrès national.

106. Afin de promouvoir les instruments de l'OIT et leur utilisation – même s'ils n'ont pas encore été ratifiés par le pays en question – dans le contexte de la révision de la législation ou de l'élaboration de politiques et autres documents administratifs, le spécialiste des normes de l'EAT/BP de Port of Spain a participé aux réunions suivantes à **Trinité-et-Tobago**:

- consultation tripartite et des parties prenantes sur l'amendement de la loi sur la protection de la maternité, organisée par le ministère du Travail en vue de mettre la législation en conformité avec la convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000, par l'augmentation de la période du congé de maternité de treize à quatorze semaines;
- atelier sur la politique en matière de sécurité et santé au travail dans le secteur de la santé, organisé conjointement par le ministère de la Santé et l'Organisation panaméricaine de la santé.

107. Des fonctionnaires du Département des normes ont effectué une mission au **Mexique**, au cours de laquelle ils se sont entretenus avec le ministre du Travail, le vice-ministre du Travail et le chef de cabinet du ministre du Travail, au mois d'août 2010. Au

cours de cet entretien, les thèmes suivants ont été abordés: progrès et éventuelles modifications du projet d'amendement de la loi fédérale sur le travail; nécessité de réaliser au niveau national des études technico-juridiques pour étudier la possibilité de ratifier la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, et la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; signature d'accords de coopération avec le pouvoir judiciaire et le ministère du Travail afin de pouvoir fournir des informations et des conseils en matière de renforcement des capacités dans le domaine des normes internationales du travail et du système de contrôle de l'OIT aux magistrats et aux membres d'associations fédérales et locales de conciliation et d'arbitrage; possibilité de traiter au niveau national, avec l'assistance du BIT, les plaintes en violation des droits syndicaux.

108. En août 2010, s'est tenu le Forum international sur les droits sociaux organisé par le Tribunal supérieur du travail du **Brésil** (TST), avec l'appui du BIT. Ce forum s'est tenu sur proposition du «ministre» du TST et membre de la commission d'experts, M. Lelio Bentes Correa. Y ont participé de nombreuses personnalités et des professeurs de droit et d'économie, ainsi que des membres de la commission, MM. Mario Ackerman, Halton Cheadle et Abdul Koroma. Une grande partie des débats a été consacrée à la liberté syndicale et à l'importance de ratifier la convention n° 87, ainsi qu'à l'application des conventions n°s 29 et 105 sur le travail forcé et de la convention (n° 158) sur le licenciement, 1982.

109. En outre, le spécialiste des normes du bureau de l'OIT au **Brésil** a participé à une série d'activités destinées à promouvoir dans ce pays les normes internationales du travail, ou y a apporté son appui. On peut citer les activités suivantes:

- présentation sur le contenu et la portée des conventions n°s 87 et 98 dans le cadre de séminaires organisés dans l'Etat de Pará sur le thème de la liberté syndicale et de la négociation collective, auxquels ont participé, entre autres, les représentants de la Centrale unitaire des travailleurs (CUT), de «Força Sindical», de l'Union générale du travail, du Centre de solidarité de la Fédération américaine du travail - Congrès des organisations industrielles (AFL-CIO) et de l'Institut de l'observatoire social;
- présentation sur le contenu et la portée de la nouvelle recommandation (n° 200) sur le VIH et le sida, 2010, ainsi que de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, et de la convention (n° 158) sur le licenciement, 1982, dans le cadre de réunions avec le Département intersyndical de statistiques et d'études socio-économiques et avec la Confédération syndicale des travailleurs et travailleuses des Amériques (CSA);
- présentation sur le contenu et la portée des conventions consacrées aux travailleurs migrants (n°s 97 et 143), dans le cadre du séminaire «Vie et travail décent pour les travailleurs et travailleuses migrants au Paraguay et au Brésil»;
- participation à l'Atelier national sur le travail domestique et au Séminaire international sur le travail domestique, au cours desquels a été examinée la convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981, que le gouvernement du Brésil a soumise au Congrès national en vue de son éventuelle ratification;
- traduction et diffusion du texte des conventions n°s 138, 182 et 169 à l'intention des peuples indigènes de la région de Dourados et présentation de la convention n° 169 pendant le séminaire «Peuples de Terrero et convention n° 169», organisé à

Salvador de Bahía, afin de faire connaître la convention aux peuples de Terrero, descendants d'esclaves;

- dans le cadre de la réunion régionale finale du projet «Renforcement de l'action syndicale continentale pour la prévention et l'éradication du travail domestique des enfants», à laquelle ont participé des représentants de centrales syndicales du **Brésil**, du **Costa Rica**, de la **République dominicaine**, d'**Haïti**, du **Nicaragua** et du **Paraguay** affiliées à la CSA, le spécialiste des normes a fait un exposé sur les points qui pourraient être examinés au cours des sessions de 2010 et de 2011 de la Conférence, et a présenté le contenu et la portée de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

Activités spécifiques entreprises en collaboration avec d'autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail

A. Système des Nations Unies

110. Les normes internationales du travail et les dispositions correspondantes des traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme se complètent et se renforcent mutuellement. Par conséquent, une coopération étroite entre l'OIT et les Nations Unies en ce qui concerne ces traités est une stratégie importante pour accroître l'influence des normes de l'OIT et pour garantir la concordance et la cohérence dans le système des Nations Unies en ce qui concerne les droits de l'homme au travail.

Coopération avec les organes de surveillance de l'application des traités sur les droits de l'homme

111. Le Bureau a continué de développer des activités avec les organes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme chargés de contrôler l'application des instruments suivants:

- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- Convention relative aux droits de l'enfant;
- Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille;
- Convention relative aux droits des personnes handicapées.

112. Le Département des normes soumet régulièrement aux différents organes de surveillance de l'application des traités des rapports contenant des informations concernant les normes pour les pays qu'ils examinent. Ces rapports du BIT comprennent des informations sur la ratification des conventions de l'OIT ayant un lien avec les dispositions des traités respectifs des Nations Unies sur les droits de l'homme, des résumés des conclusions et recommandations des organes de contrôle de l'OIT et, le cas échéant, des renseignements sur l'assistance technique du BIT. De plus, des représentants du Bureau participent aux sessions des organes de surveillance de l'application des traités et fournissent oralement des informations et des avis sur certains pays ou sujets. Le Bureau contribue aussi à l'élaboration, par ces organes de surveillance, d'observations générales concernant des questions qui relèvent de la compétence de l'OIT.

113. Suite à l'adoption du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2008, le Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a contacté le bureau de l'OIT à Dakar en vue de promouvoir la ratification de ce nouveau mécanisme international de plainte concernant la violation des droits économiques, sociaux et culturels énoncés par le Pacte. Considérant que cette coopération constituerait une occasion de faire la promotion de son

propre système de contrôle de l'application des normes internationales du travail, le Bureau a apporté un soutien financier et technique à l'organisation, en mai 2010 à Dakar, d'un atelier sous-régional (**Burkina Faso, Cap-Vert, Mali et Sénégal**). L'atelier avait donc pour but de développer la connaissance de la justiciabilité des droits économiques, sociaux et culturels et de promouvoir la ratification du Protocole facultatif auprès des parties prenantes de la sous-région (tant étatiques que non étatiques).

Coopération avec le Conseil des droits de l'homme

114. Le Bureau a poursuivi ses activités de promotion des normes internationales du travail dans le contexte du Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies. Dans le cadre de l'examen périodique universel, le Bureau appelle régulièrement l'attention du Secrétariat des Nations Unies sur le fait que les rapports émanant des organes de contrôle de l'OIT sont à sa disposition. La documentation préparée par le Secrétariat des Nations Unies et sur laquelle s'appuie l'examen périodique universel inclut des informations relatives à la ratification des conventions fondamentales de l'OIT par le pays concerné, ainsi que des références aux commentaires de la commission d'experts. Le Bureau contribue également aux travaux d'autres mécanismes et missions de conseils, notamment à ceux du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones ainsi qu'aux travaux des rapporteurs spéciaux. On notera en particulier que le Bureau a continué à collaborer étroitement avec la rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, notamment à l'occasion de la préparation de ses missions au Brésil et en Mauritanie.

Coopération avec d'autres organes et entités des Nations Unies

115. Au sein du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD), le Bureau a continué à veiller à ce que les normes internationales du travail soient prises en compte dans le contexte de l'approche du développement axée sur les droits de l'homme. A cet égard, le Bureau a participé activement à l'établissement du mécanisme d'intégration des droits de l'homme (GNUD-IDH) qui a été approuvé en novembre 2009 par le GNUD. Ce mécanisme vise à: promouvoir une approche cohérente et coordonnée au sein du système des Nations Unies pour l'intégration des principes des droits de l'homme et des normes internationales dans les activités opérationnelles des Nations Unies pour le développement; apporter un appui cohérent et coordonné aux coordinateurs résidents et aux équipes par pays des Nations Unies pour l'intégration des droits de l'homme; développer une approche cohérente et coordonnée au sein du système des Nations Unies à travers la coopération et la collaboration entre les agences des Nations Unies, afin de fournir aux gouvernements qui en font la demande une assistance en vue du renforcement de leur système de protection des droits de l'homme; et contribuer à l'intégration des questions relatives aux droits de l'homme dans les activités de conseils du GNUD au sujet de l'Agenda pour le développement et les questions globales.

116. En outre, un atelier sur le travail des enfants dans les pêcheries et l'aquaculture, organisé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en coopération avec l'OIT, s'est tenu à Rome en avril 2010, en présence de 35 participants. L'OIT a été invitée à envoyer des participants de son secrétariat et d'organisations d'employeurs et de travailleurs. Cet atelier, le premier consacré spécifiquement à la question du travail des enfants dans les pêcheries et l'aquaculture, a fait appel à la considérable expérience de la FAO dans le secteur des pêcheries, ainsi qu'aux vastes connaissances et aux nombreuses normes de l'OIT concernant le travail des enfants. Il avait pour objectif principal d'identifier les principaux éléments d'une

stratégie conjointe FAO/OIT visant à traiter la question du travail des enfants dans les secteurs en question. Les participants ont dû, à cet effet, définir les principaux problèmes ainsi que les rôles et les fonctions de la FAO, de l'OIT et d'autres parties prenantes; échanger leurs connaissances et leurs expériences sur le travail des enfants dans les pêcheries et l'aquaculture; et prendre acte des enseignements tirés et envisager les défis à venir. A l'issue de l'atelier, a été approuvée une série de recommandations fournissant des conseils et définissant les mesures à prendre par les gouvernements, les organisations internationales, les organisations de pêcheurs, l'industrie de la pêche et d'autres parties prenantes.

117. On notera également que l'EAT/BP de Lima, par le biais du programme IPEC et en collaboration avec huit autres institutions internationales, dont le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, a organisé une importante rencontre sur le thème du travail des enfants au sein des peuples indigènes. La rencontre, réalisée au mois de mars à Carthagène des Indes (Colombie) avec la présence de représentants tripartites et des organisations de peuples indigènes de toute l'Amérique latine, a permis de souligner la nécessité d'appliquer conjointement et de manière articulée le contenu des conventions n^{os} 138, 169 et 182 de l'OIT et d'attribuer une place plus importante aux peuples indigènes et à leurs organisations représentatives dans l'action contre le travail des enfants.

B. Conseil de l'Europe

118. Le Département des normes internationales du travail poursuit sa collaboration avec les services compétents du Conseil de l'Europe dans le domaine du contrôle de l'application du Code européen de sécurité sociale et de la Charte sociale européenne. En vertu de la procédure de contrôle établie par le Code européen de sécurité sociale et des arrangements conclus entre le Conseil de l'Europe et l'OIT, la commission d'experts examine tous les ans les rapports soumis sur l'application du Code par les Etats parties²⁰. En outre, conformément à la procédure établie en vertu de l'article 26 de la Charte sociale européenne, un représentant du Département des normes internationales du travail participe, à titre consultatif, aux sessions du Comité européen des droits sociaux chargé du contrôle de l'application de la charte et de la charte révisée.

²⁰ A ce sujet, voir les paragraphes 112 et 113 du rapport général du rapport de la commission d'experts.

Annexe I. Informations sur les ratifications, les dénonciations et les déclarations d'application

Ratifications

Au cours de l'année 2010, 62 ratifications de conventions internationales du travail ont été enregistrées, ce qui porte le nombre des ratifications de conventions internationales du travail à 7 714 au 31 décembre 2010. En outre, trois ratifications de protocoles ont été également enregistrées.

Dénonciations résultant de la ratification d'une convention plus récente dans le même domaine

Suite à la ratification de la convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000, par la **Bosnie-Herzégovine**, la convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952, a été automatiquement dénoncée.

Suite à la ratification de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, par le **Brésil**, la convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958, a été automatiquement dénoncée.

Suite à la ratification de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, par le **Gabon**, la convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919, la convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921, et la convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932, ont été automatiquement dénoncées.

Suite à la ratification de la convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000, par la **Slovénie**, la convention n° 103 a été automatiquement dénoncée.

Suite à la ratification de la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003, par la **Fédération de Russie**, la convention n° 108 a été automatiquement dénoncée.

Dénonciations

Le Directeur général a enregistré, le 1^{er} mars 2010, la dénonciation par la **Slovénie** de la convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919.

Le Directeur général a enregistré, le 26 novembre 2010, la dénonciation par les **Pays-Bas** de la déclaration d'application de la convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921, à *Aruba*.

Le Directeur général a enregistré, le 6 décembre 2010, la dénonciation par les **Pays-Bas** de la déclaration d'application de la convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921, à *Aruba*.

Annexe II. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997 ¹

119 ratifications/acceptations

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Afghanistan	Ratification	7 avril 2010
Afrique du Sud	Ratification	1 ^{er} octobre 2007
Albanie	Ratification	30 juin 1999
Algérie	Ratification	4 avril 2007
Antigua-et-Barbuda	Acceptation	17 avril 2000
Arabie saoudite	Acceptation	16 novembre 1998
Argentine	Acceptation	12 mars 2002
Australie	Ratification	11 octobre 2001
Autriche	Ratification	10 novembre 2000
Azerbaïdjan	Ratification	9 août 2000
Bahreïn	Acceptation	2 mars 1998
Bangladesh	Ratification	9 août 2000
Barbade	Ratification	8 avril 1998
Belgique	Ratification	13 mars 2007
Bénin	Ratification	15 février 2006
Bosnie-Herzégovine	Ratification	26 mai 2010
Botswana	Acceptation	26 novembre 2002
Brésil	Ratification	8 février 2010
Brunéi Darussalam	Acceptation	14 juin 2007
Bulgarie	Ratification	23 mars 1999
Burkina Faso	Ratification	28 octobre 2009
Cambodge	Ratification	27 mars 2007
Cameroun	Ratification	18 décembre 2009
Canada	Acceptation	10 février 1998

¹ Cet instrument entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié/accepté par deux tiers des Membres de l'Organisation (c'est-à-dire 122/183), y compris cinq des dix Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable.

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Cap-Vert	Acceptation	9 juin 2008
Chili	Ratification	14 février 2005
Chine	Acceptation	24 juin 1998
Chypre	Ratification	12 octobre 1998
Comores	Ratification	17 mars 2004
Congo	Ratification	23 août 2002
République de Corée	Acceptation	12 décembre 1997
Croatie	Ratification	3 juillet 2008
Cuba	Ratification	17 février 2003
Danemark	Ratification	2 août 2001
République dominicaine	Ratification	15 juin 1999
Dominique	Ratification	15 avril 1998
Egypte	Ratification	18 février 1999
Emirats arabes unis	Ratification	20 mai 1999
Equateur	Acceptation	21 août 1998
Erythrée	Acceptation	23 septembre 2009
Espagne	Ratification	8 novembre 1999
Estonie	Ratification	12 février 2002
Ethiopie	Ratification	24 mars 1999
Fidji	Ratification	18 janvier 2010
Finlande	Acceptation	12 janvier 1998
France	Acceptation	11 septembre 2001
Guatemala	Ratification	29 février 2008
Guinée	Ratification	23 février 2004
Guinée-Bissau	Acceptation	18 août 2006
Guyana	Ratification	11 mai 2006
Hongrie	Ratification	26 mai 1998
Inde	Ratification	24 mars 1999
Irlande	Ratification	22 avril 1999
Islande	Ratification	22 novembre 1999
Israël	Ratification	1 ^{er} février 2008
Italie	Ratification	28 septembre 2000
Jamaïque	Ratification	17 décembre 2008
Japon	Acceptation	18 juin 2001
Jordanie	Ratification	6 janvier 1999
Koweït	Ratification	2 octobre 1998
République démocratique populaire lao	Acceptation	1 ^{er} juin 2007
Lettonie	Acceptation	6 février 2009
Liban	Ratification	4 juin 1999
Jamahiriya arabe libyenne	Ratification	26 mai 1999

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Lituanie	Ratification	3 mars 2004
Luxembourg	Ratification	12 juin 2002
Malaisie	Acceptation	9 novembre 1998
Malawi	Ratification	17 mai 1999
Malte	Acceptation	27 septembre 2000
Maroc	Ratification	15 octobre 2001
Maurice	Ratification	29 avril 1998
Mauritanie	Acceptation	25 janvier 2006
Mexique	Acceptation	25 juin 1998
République de Moldova	Ratification	21 septembre 1999
Mongolie	Ratification	16 septembre 2010
Monténégro	Acceptation	12 juin 2007
Mozambique	Acceptation	15 septembre 2008
Namibie	Ratification	27 janvier 1999
Népal	Ratification	30 septembre 1998
Nicaragua	Ratification	11 août 1999
Nigéria	Ratification	14 juin 2004
Norvège	Ratification	11 juin 1999
Nouvelle-Zélande	Ratification	25 mai 1999
Oman	Ratification	22 avril 2010
Pakistan	Ratification	8 mars 1999
Panama	Ratification	10 août 1999
Pays-Bas	Acceptation	29 mars 2007
Pérou	Ratification	16 juillet 1999
Philippines	Ratification	26 janvier 2006
Pologne	Ratification	9 octobre 2007
Portugal	Ratification	3 mai 1999
Qatar	Ratification	8 mai 1998
Roumanie	Ratification	31 mai 1999
Royaume-Uni	Ratification	23 mars 2000
Saint-Kitts-et-Nevis	Ratification	2 novembre 2006
Saint-Marin	Ratification	20 mars 1998
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Ratification	25 septembre 2000
Samoa	Ratification	26 octobre 2007
Serbie	Ratification	16 septembre 2009
Seychelles	Ratification	28 octobre 2005
Singapour	Acceptation	6 mai 1999
Slovaquie	Ratification	26 août 1998
Sri Lanka	Ratification	27 novembre 1998
Suède	Ratification	10 février 1999

Etat	Mesure	Date d'enregistrement
Suisse	Ratification	28 juin 2000
Suriname	Acceptation	12 avril 2006
République arabe syrienne	Acceptation	1 ^{er} août 2000
Tadjikistan	Ratification	10 mai 1999
République tchèque	Ratification	6 décembre 1999
Thaïlande	Ratification	8 février 1999
Togo	Acceptation	1 ^{er} juin 2000
Trinité-et-Tobago	Ratification	23 octobre 2000
Tunisie	Acceptation	6 juillet 2007
Turquie	Ratification	23 février 2000
Vanuatu	Acceptation	21 septembre 2007
Viet Nam	Acceptation	15 mai 2006
Yémen	Acceptation	11 août 2000
Zambie	Ratification	23 décembre 1998
Zimbabwe	Ratification	9 avril 2003
Total: 119/183		

Partie II. Liste des ratifications par convention^{*} et protocole

^{*} N'apparaissent pas dans la liste les conventions qui ont été retirées par la Conférence internationale du Travail en juin 2000 ni les conventions qui n'entreront jamais en vigueur du fait de l'adoption et de l'entrée en vigueur de nouvelles conventions les révisant. Le nombre total de ratifications de chaque convention comprend l'ensemble des ratifications enregistrées depuis l'adoption de la convention concernée, indépendamment de toute dénonciation ultérieure.

Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

52 ratifications

Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	30.11.1933
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	6.09.1926	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	14.02.1922	Burundi	30.07.1971	Canada	21.03.1935
Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Costa Rica	1.03.1982	Cuba	20.09.1934	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	4.02.1933	Egypte	10.05.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Espagne	22.02.1929	Ghana	19.06.1973	Grèce	19.11.1920
Guatemala	14.06.1988	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Inde	14.07.1921	Iraq	24.08.1965
Israël	26.06.1951	Koweït	21.09.1961	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Malte	9.06.1988	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Pakistan	14.07.1921	Paraguay	21.03.1966
Pérou	8.11.1945	Portugal	3.07.1928	Roumanie	13.06.1921
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	10.05.1960	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

Autriche	12.06.1924	France	2.06.1927	Italie	6.10.1924
Lettonie	15.08.1925				

Dénonciation

Nouvelle-Zélande 29.03.1938
Dénoncée le 9.06.1989

Convention (n° 2) sur le chômage, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1921

56 ratifications

Afrique du Sud	20.02.1924	Allemagne	6.06.1925	Argentine	30.11.1933
Australie	15.06.1972	Autriche	12.06.1924	Belgique	25.08.1930
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	31.05.1933
Chypre	8.10.1965	Colombie	20.06.1933	Danemark	13.10.1921
Djibouti	3.08.1978	Egypte	3.07.1954	Equateur	5.02.1962
Espagne	4.07.1923	Estonie	20.12.1922	Ethiopie	11.06.1966
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	19.10.1921	France	25.08.1925
Grèce	19.11.1920	Guyana	8.06.1966	Hongrie	1.03.1928
Irlande	4.09.1925	Islande	17.02.1958	Italie	10.04.1923
Japon	23.11.1922	Kenya	13.01.1964	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maroc	14.10.1960	Maurice	2.12.1969
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	14.07.1921	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	23.11.1921	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	6.02.1932	Pologne	21.06.1924	Roumanie	13.06.1921
Royaume-Uni	14.07.1921	Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978
Slovénie	29.05.1992	Soudan	18.06.1957	Suède	27.09.1921
Suisse	9.10.1922	République arabe syrienne	26.07.1960	Turquie	14.07.1950
Ukraine	16.05.1994	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		

Dénonciation

Bulgarie	14.02.1922	Inde	14.07.1921	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 16.04.1938		Dénoncée le 11.11.1982

Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

34 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	31.10.1927	Argentine	30.11.1933
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	30.06.1969
Cameroun	25.05.1970	République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928
Espagne	4.07.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	16.12.1950
Gabon	13.06.1961	Grèce	19.11.1920	Guinée	12.12.1966
Italie	22.10.1952	Lettonie	3.06.1926	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971
Luxembourg	16.04.1928	Mauritanie	8.11.1963	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	12.04.1934	Panama	3.06.1958	Roumanie	13.06.1921
Serbie	24.11.2000	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		

Dénonciation

Slovénie 29.05.1992

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 103

Brésil	26.04.1934	Chili	15.09.1925	Uruguay	6.06.1933
Dénoncée le 26.07.1961		Dénoncée le 3.10.1997		Dénoncée le 17.10.1955	

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 183

Hongrie 19.04.1928
Dénoncée le 25.05.2010

Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

58 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Angola	4.06.1976	Bangladesh	22.06.1972
Bénin	12.12.1960	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cambodge	24.02.1969	République centrafricaine	27.10.1960	Colombie	20.06.1933
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	6.08.1928	Espagne	29.09.1932
Gabon	14.10.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	14.07.1921
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Pakistan	14.07.1921	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Sénégal	4.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960

Dénonciation

Afrique du Sud	1.11.1921	Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933
Dénoncée le 20.10.1935		Dénoncée le 11.08.1964		Dénoncée le 3.03.1992	
Autriche	12.06.1924	Belgique	12.07.1924	Brésil	26.04.1934
Dénoncée le 26.07.2001		Dénoncée le 13.08.1937		Dénoncée le 12.05.1937	
Bulgarie	14.02.1922	Cameroun	7.06.1960	Chili	8.10.1931
Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 11.04.1975		Dénoncée le 27.08.1976	
Congo	10.11.1960	France	14.05.1925	Grèce	19.11.1920
Dénoncée le 4.06.1971		Dénoncée le 8.11.1955		Dénoncée le 30.06.1936	
Guinée	21.01.1959	Hongrie	19.04.1928	Irlande	4.09.1925
Dénoncée le 28.05.1968		Dénoncée le 18.12.1936		Dénoncée le 15.03.1937	
Italie	10.04.1923	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Dénoncée le 6.08.2001		Dénoncée le 11.11.2003		Dénoncée le 19.02.1982	
Malte	9.06.1988	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
Dénoncée le 11.02.1991		Dénoncée le 2.08.1965		Dénoncée le 9.11.1961	
Pays-Bas	4.09.1922	Pérou	8.11.1945	Portugal	10.05.1932
Dénoncée le 12.06.1937		Dénoncée le 5.02.1997		Dénoncée le 8.12.1993	

Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919

				Dénonciation	
Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921	Sri Lanka	8.10.1951
	Dénoncée le 28.05.1957		Dénoncée le 25.01.1937		Dénoncée le 16.02.1954
Suisse	9.10.1922	Tunisie	15.05.1957	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 4.06.1936		Dénoncée le 24.05.1974		Dénoncée le 17.10.1955
République bolivarienne du Venezuela	7.03.1933				
	Dénoncée le 20.11.1944				

Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

72 ratifications

Inde	9.09.1955	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sierra Leone	15.06.1961
Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)					
Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933	Autriche	26.02.1936
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	12.07.1924
	Dénoncée le 31.10.2001		Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 11.06.2001		Dénoncée le 11.06.1997
Brésil	26.04.1934	Burkina Faso	21.11.1960	Cameroun	7.06.1960
	Dénoncée le 28.06.2001		Dénoncée le 11.02.1999		Dénoncée le 13.08.2001
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
	Dénoncée le 28.06.2000		Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 2.02.2001
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
	Dénoncée le 17.03.2004		Dénoncée le 26.11.1999		Dénoncée le 7.02.2003
Cuba	6.08.1928	Danemark	4.01.1923	Djibouti	3.08.1978
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 14.06.2005
République dominicaine	4.02.1933	Espagne	29.09.1932	Estonie	20.12.1922
	Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 15.03.2007
Fidji	19.04.1974	France	29.04.1939	Gabon	14.10.1960
	Dénoncée le 3.01.2003		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 25.10.2010
Grèce	19.11.1920	Grenade	9.07.1979	Guinée	21.01.1959
	Dénoncée le 14.03.1986		Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 6.06.2003
Guyana	8.06.1966	Haïti	12.04.1957	Irlande	4.09.1925
	Dénoncée le 15.04.1998		Dénoncée le 3.06.2009		Dénoncée le 22.06.1978
Israël	23.12.1953	Japon	7.08.1926	Kenya	13.01.1964
	Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 9.04.1979
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	3.06.1926	Luxembourg	16.04.1928
	Dénoncée le 14.06.2001		Dénoncée le 2.06.2006		Dénoncée le 24.03.1977
Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
	Dénoncée le 31.05.2000		Dénoncée le 11.03.2002		Dénoncée le 9.06.1988
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Nicaragua	12.04.1934
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 3.12.2001		Dénoncée le 2.11.1981
Niger	27.02.1961	Norvège	7.07.1937	Ouganda	4.06.1963
	Dénoncée le 4.12.1978		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 25.03.2003
Pays-Bas	21.07.1928	Pologne	21.06.1924	Roumanie	13.06.1921
	Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 19.06.1976
Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	4.11.1960
	Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 25.07.2006		Dénoncée le 15.12.1999
Seychelles	6.02.1978	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
	Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 7.11.2005		Dénoncée le 29.09.1997
Sri Lanka	27.09.1951	Suisse	9.10.1922	Swaziland	26.04.1978
	Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 17.08.1999		Dénoncée le 23.10.2002
Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993
	Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 21.03.2005		Dénoncée le 26.04.2007
Togo	7.06.1960	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	3.10.1994
	Dénoncée le 16.03.1984		Dénoncée le 15.07.1987		Dénoncée le 24.06.2003

Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Zambie 2.12.1964
Dénoncée le 19.06.1976

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 59

Bulgarie 14.02.1922
Dénoncée le 20.07.1960

Uruguay 6.06.1933
Dénoncée le 17.10.1955

Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

59 ratifications

Albanie	17.03.1932	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Argentine	30.11.1933	Autriche	12.06.1924	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	12.07.1924	Bénin	12.12.1960	Brésil	26.04.1934
Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	21.11.1960	Cambodge	24.02.1969
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	13.04.1983
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Cuba	6.08.1928	Danemark	4.01.1923	Djibouti	3.08.1978
				Dénoncée le	29.05.2008
Espagne	29.09.1932	Estonie	20.12.1922	France	25.08.1925
Gabon	14.10.1960	Grèce	19.11.1920	Guinée-Bissau	21.02.1977
Hongrie	19.04.1928	Inde	14.07.1921	Irlande	4.09.1925
Italie	10.04.1923	République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lettonie	3.06.1926
Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960
Mali	22.09.1960	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Pakistan	14.07.1921
Pologne	21.06.1924	Portugal	10.05.1932	Roumanie	13.06.1921
Sénégal	4.11.1960	Suisse	9.10.1922	Tchad	10.11.1960
Togo	7.06.1960	République bolivarienne du Venezuela	7.03.1933	Viet Nam	3.10.1994

Dénonciation

Royaume-Uni 14.07.1921
Dénoncée le 4.10.1947

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 90

Cameroun	7.06.1960	Guinée	21.01.1959	Mexique	20.05.1937
Dénoncée le	11.04.1975	Dénoncée le	28.05.1968	Dénoncée le	20.06.1956
Pays-Bas	17.03.1924	Sri Lanka	26.10.1950	Tunisie	12.01.1959
Dénoncée le	22.10.1954	Dénoncée le	16.02.1954	Dénoncée le	24.05.1974
Uruguay	6.06.1933				
Dénoncée le	17.10.1955				

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.09.1921

53 ratifications

Australie	28.06.1935	Canada	31.03.1926	Sainte-Lucie	14.05.1980
Sierra Leone	15.06.1961				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Angola	4.06.1976	Argentine	30.11.1933
Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	13.06.2001	Dénoncée le	11.11.1996
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	4.02.1925
Dénoncée le	31.10.2001	Dénoncée le	4.01.2000	Dénoncée le	19.04.1988

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Belize	15.12.1983	Bulgarie	16.03.1923	Chili	18.10.1935
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 1.02.1999
Chine	2.12.1936	Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928
	Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 2.02.2001		Dénoncée le 19.06.1976
Danemark	12.05.1924	République dominicaine	4.02.1933	Espagne	20.06.1924
	Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977
Estonie	3.03.1923	Finlande	10.10.1925	Grèce	16.12.1925
	Dénoncée le 15.03.2007		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 14.03.1986
Grenade	9.07.1979	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 5.03.2009		Dénoncée le 15.04.1998
Hongrie	1.03.1928	Irlande	4.09.1925	Italie	14.07.1932
	Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 22.06.1978		Dénoncée le 28.07.1981
Jamaïque	8.07.1963	Japon	7.06.1924	Lettonie	3.06.1926
	Dénoncée le 13.10.2003		Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 2.06.2006
Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malte	4.01.1965
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 9.09.1997		Dénoncée le 9.06.1988
Maurice	2.12.1969	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	7.10.1927
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 8.07.1980
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	21.06.1924	Portugal	24.10.1960
	Dénoncée le 2.06.2000		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 20.05.1998
Roumanie	8.05.1922	Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 25.07.2006
Seychelles	6.02.1978	Singapour	25.10.1965	Sri Lanka	2.09.1950
	Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 7.11.2005		Dénoncée le 11.02.2000
Suède	27.09.1921	Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944
	Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 15.07.1987

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 58

Brésil	8.06.1936	Mexique	17.08.1948	Pays-Bas	26.03.1925
	Dénoncée le 9.01.1974		Dénoncée le 18.07.1952		Dénoncée le 8.07.1947
Uruguay	6.06.1933				
	Dénoncée le 17.10.1955				

Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufage), 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.03.1923

60 ratifications

Allemagne	4.03.1930	Argentine	30.11.1933	Australie	28.06.1935
Belgique	4.02.1925	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	16.03.1923	Canada	31.03.1926	Chili	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	Costa Rica	23.07.1991	Croatie	8.10.1991
Cuba	6.08.1928	Danemark	15.02.1938	Dominique	28.02.1983
Espagne	20.06.1924	Estonie	3.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Finlande	20.01.1950	France	21.03.1929
Ghana	18.03.1965	Grèce	16.12.1925	Grenade	9.07.1979
Iles Salomon	6.08.1985	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930
Italie	8.09.1924	Jamaïque	8.07.1963	Japon	22.08.1955
Lettonie	29.08.1930	Liban	6.12.1993	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Mexique	20.05.1937
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	16.06.1961
Norvège	21.07.1936	Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	15.12.1937	Pérou	4.04.1962
Pologne	21.06.1924	Portugal	19.05.1981	Roumanie	10.11.1930
Royaume-Uni	12.03.1926	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	25.04.1951	Suède	1.01.1935
Suisse	21.04.1960	Tunisie	14.04.1970	Uruguay	6.06.1933

Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1921

41 ratifications

Allemagne	6.06.1925	Argentine	30.11.1933	Belgique	4.02.1925
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Cameroun	25.05.1970	Chili	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928	Danemark	23.08.1938
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	3.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Grèce	16.12.1925
Israël	19.06.1969	Italie	8.09.1924	Japon	23.11.1922
Lettonie	3.06.1926	Liban	6.12.1993	Luxembourg	16.04.1928
Mexique	1.09.1939	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	9.01.1948
Pérou	4.04.1962	Pologne	21.06.1924	Roumanie	10.11.1930
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	27.09.1921
Uruguay	6.06.1933				

Dénonciation

Australie 3.08.1925
Dénoncée le 31.08.1998

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 179)

Bulgarie	16.03.1923 Dénoncée le 12.06.2003	Croatie	8.10.1991 Dénoncée le 18.11.2005	Finlande	7.10.1922 Dénoncée le 25.05.1999
France	25.01.1928 Dénoncée le 27.04.2004	Nigéria	4.03.2004 Dénoncée le 22.03.2004	Norvège	23.11.1921 Dénoncée le 11.06.1999

Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

55 ratifications

Australie	24.12.1957	Cameroun	25.05.1970	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Sénégal	22.10.1962				

Dénonciation

Panama 19.06.1970
Dénoncée le 5.07.2001

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957 Dénoncée le 16.02.1998	Algérie	19.10.1962 Dénoncée le 30.04.1984	Allemagne	20.03.1957 Dénoncée le 19.06.1976
Argentine	26.05.1936 Dénoncée le 11.11.1996	Autriche	12.06.1924 Dénoncée le 18.09.2000	Bahamas	25.05.1976 Dénoncée le 31.10.2001
Barbade	2.10.1978 Dénoncée le 4.01.2000	Bélarus	6.11.1956 Dénoncée le 3.05.1979	Belgique	13.06.1928 Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983 Dénoncée le 6.03.2000	Bulgarie	6.03.1925 Dénoncée le 23.04.1980	République centrafricaine	9.06.1964 Dénoncée le 28.06.2000
Chili	18.10.1935 Dénoncée le 1.02.1999	Colombie	13.04.1983 Dénoncée le 2.02.2001	Comores	23.10.1978 Dénoncée le 17.03.2004
Cuba	22.08.1935 Dénoncée le 19.06.1976	Djibouti	3.08.1978 Dénoncée le 14.06.2005	République dominicaine	4.02.1933 Dénoncée le 15.06.1999
Espagne	29.08.1932 Dénoncée le 16.05.1977	Estonie	8.09.1922 Dénoncée le 15.03.2007	France	7.06.1951 Dénoncée le 13.07.1990
Gabon	13.06.1961 Dénoncée le 25.10.2010	Grenade	9.07.1979 Dénoncée le 14.05.2003	Guatemala	14.06.1988 Dénoncée le 27.04.1990
Guinée	12.12.1966 Dénoncée le 6.06.2003	Guyana	8.06.1966 Dénoncée le 15.04.1998	Hongrie	2.02.1927 Dénoncée le 28.05.1998
Irlande	26.05.1925 Dénoncée le 22.06.1978	Israël	23.12.1953 Dénoncée le 21.06.1979	Italie	8.09.1924 Dénoncée le 28.07.1981
Japon	19.12.1923 Dénoncée le 5.06.2000	Luxembourg	16.04.1928 Dénoncée le 24.03.1977	Malte	4.01.1965 Dénoncée le 9.06.1988

Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Nicaragua	12.04.1934	Norvège	28.01.1957	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
	Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 2.06.2000
Pays-Bas	28.11.1956	Pérou	1.02.1960	Pologne	21.06.1924
	Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 13.11.2002		Dénoncée le 22.03.1978
Roumanie	10.11.1930	Royaume-Uni	11.07.1963	Fédération de Russie	10.08.1956
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 3.05.1979
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	6.02.1978	Slovaquie	1.01.1993
	Dénoncée le 25.07.2006		Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 29.09.1997
Sri Lanka	29.11.1991	Suède	27.11.1923	République tchèque	1.01.1993
	Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 26.04.2007
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933		
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977		

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.05.1923

122 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	6.06.1925
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	26.05.1936	Australie	24.12.1957
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	6.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	27.04.1934
Chypre	8.10.1965	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	16.09.1963	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	22.08.1935	Danemark	20.06.1930
Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	3.07.1954
Equateur	10.03.1969	Espagne	29.08.1932	Estonie	8.09.1922
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	19.06.1923	France	23.03.1929	Gabon	14.10.1960
Ghana	14.03.1968	Grèce	13.06.1952	Grenade	9.07.1979
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guyana	8.06.1966
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	11.05.1923	Iraq	1.04.1985
Irlande	17.06.1924	Islande	21.08.1956	Italie	8.09.1924
Jamaïque	8.07.1963	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	9.09.1924	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960	Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.01.1960
Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960
Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	20.05.1937	République de Moldova	4.04.2003
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	11.05.1923
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961
Norvège	11.06.1929	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963
Pakistan	11.05.1923	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	20.08.1926	Pérou	8.11.1945
Pologne	21.06.1924	Portugal	27.09.1977	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	10.11.1930	Royaume-Uni	6.08.1923	Fédération de Russie	10.08.1956
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	25.08.1952	Suède	27.11.1923	Suisse	23.05.1940
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Tchad	10.11.1960

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921

République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	Tunisie	15.05.1957
Turquie	29.03.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Zambie	2.12.1964		

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.02.1923

77 ratifications

Allemagne	6.06.1925	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	26.05.1936	Australie	7.06.1960	Autriche	14.06.1954
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	26.10.1932
Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	6.03.1925	Burundi	11.03.1963	Chili	15.09.1925
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Croatie	8.10.1991
Cuba	22.08.1935	Danemark	26.02.1923	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	El Salvador	11.10.1955	Espagne	1.10.1931
Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	20.01.1950	France	4.04.1928	Gabon	13.06.1961
Grenade	9.07.1979	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
Haïti	19.04.1955	Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985
Irlande	17.06.1924	Italie	1.09.1930	Kenya	13.01.1964
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Malaisie péninsulaire	5.06.1961	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Malte	4.01.1965	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mexique	1.11.1937	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963
Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	20.08.1926
Pérou	4.04.1962	Pologne	21.06.1924	Portugal	16.05.1960
République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	6.08.1923	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962
Serbie	24.11.2000	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	27.11.1923	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	15.05.1957
Zambie	2.12.1964				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Uruguay 6.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

63 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Argentine	26.05.1936
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	19.07.1926
Bénin	12.12.1960	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	6.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Cambodge	24.02.1969	Cameroun	7.06.1960
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	5.04.1929	France	19.02.1926	Gabon	14.10.1960
Grèce	22.12.1926	Guatemala	5.01.1990	Guinée	21.01.1959

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921

Hongrie	8.06.1956	Iraq	19.04.1966	Italie	22.10.1952
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lettonie	9.09.1924	Luxembourg	16.04.1928
Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	9.06.1988
Maroc	13.06.1956	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	7.01.1938
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	11.06.1929	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1939
Pologne	21.06.1924	Roumanie	4.12.1925	Fédération de Russie	10.10.1991
Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	27.11.1923	Suriname	15.06.1976
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960
Tunisie	12.06.1956	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	28.04.1933

Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1923

119 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	26.05.1936
Arménie	27.01.2006	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	26.02.1968
Belgique	19.07.1926	Belize	22.06.1999	Bénin	12.12.1960
Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	3.02.1988
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	6.03.1925	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960	Canada	21.03.1935
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	17.05.1934
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	25.09.1984	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	20.07.1953	Danemark	30.08.1935	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Espagne	20.06.1924
Estonie	29.11.1923	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	19.06.1923	France	3.09.1926	Gabon	14.10.1960
Ghana	19.06.1973	Grèce	11.05.1929	Grenade	9.07.1979
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	12.06.1985	Haïti	14.05.1952	Honduras	17.11.1964
Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	11.05.1923
République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	12.05.1960	Irlande	22.07.1930
Israël	26.06.1951	Italie	8.09.1924	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	9.09.1924
Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960	Malaisie - Sarawak	3.03.1964
Mali	22.09.1960	Malte	9.06.1988	Maroc	20.09.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	7.01.1938
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	11.05.1923
Népal	10.12.1986	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	11.05.1923
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	14.07.1965	Pérou	8.11.1945
Pologne	21.06.1924	Portugal	3.07.1928	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	18.08.1923	Fédération de Russie	22.09.1967	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	22.12.1931
Suisse	16.01.1935	Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	10.05.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968	Togo	7.06.1960
Tunisie	15.05.1957	Turquie	27.12.1946	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	3.10.1994
Yémen	29.07.1976	Zimbabwe	6.06.1980		

Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

69 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Cameroun	3.09.1962	Canada	31.03.1926
Ghana	20.05.1957	Inde	20.11.1922	Mauritanie	8.11.1963
Myanmar	20.11.1922	Nouvelle-Zélande	26.11.1959	Sainte-Lucie	14.05.1980
Sierra Leone	13.06.1961				

Dénonciation

Australie	28.06.1935
Dénoncée le	2.04.2002

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936	Bélarus	6.11.1956
Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	11.11.1996	Dénoncée le	3.05.1979
Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983	Bulgarie	6.03.1925
Dénoncée le	19.04.1988	Dénoncée le	6.03.2000	Dénoncée le	23.04.1980
Chili	18.10.1935	Chine	2.12.1936	Chypre	23.09.1960
Dénoncée le	1.02.1999	Dénoncée le	28.04.1999	Dénoncée le	2.10.1997
Colombie	20.06.1933	Cuba	7.07.1928	Danemark	12.05.1924
Dénoncée le	2.02.2001	Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	13.11.1997
Djibouti	3.08.1978	Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922
Dénoncée le	14.06.2005	Dénoncée le	16.05.1977	Dénoncée le	15.03.2007
Finlande	10.10.1925	France	16.01.1928	Grèce	14.06.1930
Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	13.07.1990	Dénoncée le	14.03.1986
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989	Guyana	8.06.1966
Dénoncée le	14.05.2003	Dénoncée le	27.04.1990	Dénoncée le	15.04.1998
Hongrie	1.03.1928	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930
Dénoncée le	28.05.1998	Dénoncée le	13.02.1985	Dénoncée le	22.06.1978
Islande	21.08.1956	Italie	8.09.1924	Jamaïque	26.12.1962
Dénoncée le	6.12.1999	Dénoncée le	28.07.1981	Dénoncée le	13.10.2003
Japon	4.12.1930	Kenya	13.01.1964	Lettonie	9.09.1924
Dénoncée le	5.06.2000	Dénoncée le	9.04.1979	Dénoncée le	2.06.2006
Liban	1.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sabah	3.03.1964
Dénoncée le	10.06.2003	Dénoncée le	24.03.1977	Dénoncée le	9.09.1997
Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958
Dénoncée le	9.09.1997	Dénoncée le	9.06.1988	Dénoncée le	6.01.2000
Maurice	2.12.1969	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	17.10.1960
Dénoncée le	30.07.1990	Dénoncée le	2.11.1981	Dénoncée le	2.10.2002
Norvège	7.10.1927	Pakistan	20.11.1922	Panama	19.06.1970
Dénoncée le	8.07.1980	Dénoncée le	6.07.2006	Dénoncée le	31.10.2000
Pays-Bas	17.06.1931	Pologne	21.06.1924	Roumanie	18.08.1923
Dénoncée le	14.09.1976	Dénoncée le	22.03.1978	Dénoncée le	19.06.1976
Royaume-Uni	8.03.1926	Fédération de Russie	10.08.1956	Seychelles	6.02.1978
Dénoncée le	7.06.2000	Dénoncée le	3.05.1979	Dénoncée le	7.03.2000
Singapour	25.10.1965	Sri Lanka	25.04.1951	Suède	14.07.1925
Dénoncée le	7.11.2005	Dénoncée le	11.02.2000	Dénoncée le	23.04.1990
Suisse	21.04.1960	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Dénoncée le	17.08.1999	Dénoncée le	16.12.1998	Dénoncée le	3.09.2004
Turquie	29.09.1959	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
Dénoncée le	30.10.1998	Dénoncée le	3.05.1979	Dénoncée le	2.06.1977
Yémen	14.04.1969				
Dénoncée le	15.06.2000				

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

82 ratifications

Albanie	3.06.1957	Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936
Australie	28.06.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bélarus	6.11.1956	Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	8.06.1936	Bulgarie	6.03.1925
Cameroun	3.09.1962	Canada	31.03.1926	Chili	18.10.1935
Chine	2.12.1936	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Costa Rica	23.07.1991	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928
Danemark	23.04.1938	Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983
Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	10.10.1925	France	22.03.1928	Ghana	20.05.1957
Grèce	28.06.1930	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guinée	12.12.1966	Hongrie	1.03.1928	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	20.11.1922	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930
Italie	8.09.1924	Jamaïque	26.12.1962	Japon	7.06.1924
Kenya	9.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	9.09.1924
Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Mexique	9.03.1938
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	20.11.1922	Nicaragua	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	Norvège	5.12.1980	Nouvelle-Zélande	5.12.1961
Pakistan	20.11.1922	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	9.03.1928
Pologne	21.06.1924	Roumanie	18.08.1923	Royaume-Uni	8.03.1926
Fédération de Russie	10.08.1956	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Sri Lanka	25.04.1951	Suède	14.07.1925	Suisse	21.04.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	14.04.1970	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
Yémen	14.04.1969				

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1927

74 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Autriche	21.08.1936	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	3.10.1927	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	5.09.1929	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928
Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	22.02.1929
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.01.1950	France	17.05.1948
Grèce	13.06.1952	Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977
Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928	Iraq	5.07.1960
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	6.06.2005	Lettonie	29.05.1928
Liban	1.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	12.05.1934	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	6.06.1977	Myanmar	16.02.1956	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Panama	3.06.1958
Pays-Bas	13.09.1927	Philippines	17.11.1960	Pologne	3.11.1937
Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	28.06.1949
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976
République arabe syrienne	10.05.1960	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	15.05.1957	Zambie	2.12.1964		

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Chili	8.10.1931	Suède	8.09.1926	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 8.08.2000		Dénoncée le 17.06.1969		Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1927

68 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928	Angola	4.06.1976
Argentine	24.09.1956	Arménie	18.05.2005	Australie	22.04.1959
Autriche	29.09.1928	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	3.10.1927
Bénin	12.12.1960	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	5.09.1929
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Danemark	18.06.1934
Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.09.1932
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	17.09.1927	France	13.08.1931
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	30.09.1927
Iraq	26.11.1938	Italie	22.01.1934	Japon	8.10.1928
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Mali	22.09.1960
Maroc	20.09.1956	Mauritanie	20.06.1961	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	6.06.1977	Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Norvège	11.06.1929	Pakistan	30.09.1927
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	3.11.1937	Portugal	27.03.1929
République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	17.05.1952	Suisse	16.11.1927	République arabe syrienne	10.05.1960
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	12.01.1959	Zambie	22.02.1965

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 42

Hongrie	19.04.1928	Royaume-Uni	6.10.1926
	Dénoncée le 25.05.2010		Dénoncée le 29.04.1936

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Chili	31.05.1933	Irlande	25.11.1927	Pays-Bas	1.11.1928
	Dénoncée le 8.08.2000		Dénoncée le 15.03.1937		Dénoncée le 1.09.1939
Sénégal	4.11.1960	Suède	15.10.1929	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 10.05.1971		Dénoncée le 24.02.1937		Dénoncée le 17.10.1955

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.09.1926

121 ratifications

Afrique du Sud	30.03.1926	Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928
Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	14.03.1950
Australie	12.06.1959	Autriche	29.09.1928	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Belgique	3.10.1927
Belize	15.12.1983	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Botswana	3.02.1988	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	5.09.1929
Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
Cap-Vert	18.02.1987	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	8.10.1931
Chine	27.04.1934	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	République de Corée	29.03.2001	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Danemark	31.03.1928
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	29.11.1948	Espagne	22.02.1929	Estonie	14.04.1930

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974	Finlande	17.09.1927
France	4.04.1928	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grèce	30.05.1936	Grenade	9.07.1979	Guatemala	2.08.1961
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haïti	19.04.1955
Hongrie	19.04.1928	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	30.09.1927
Indonésie	12.06.1950	République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	30.04.1940
Irlande	5.07.1930	Israël	5.05.1958	Italie	15.03.1928
Jamaïque	26.12.1962	Japon	8.10.1928	Kenya	13.01.1964
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	29.05.1928	Liban	1.06.1977
Lituanie	28.09.1934	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Mali	17.08.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	13.06.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	12.05.1934
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	Norvège	11.06.1929	Ouganda	4.06.1963
Pakistan	30.09.1927	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	13.09.1927	Pérou	8.11.1945	Philippines	26.04.1994
Pologne	28.02.1928	Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960
Royaume-Uni	6.10.1926	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Soudan	18.06.1957	Suède	8.09.1926	Suisse	1.02.1929
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	12.06.1956	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964
Zimbabwe	6.06.1980				

Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.05.1928

17 ratifications

Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bulgarie	5.09.1929	Chili	31.05.1933
Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928	Espagne	29.08.1932
Estonie	23.12.1929	Israël	26.07.1951	Panama	19.06.1970

Dénonciation

Argentine	17.02.1955	Finlande	26.05.1928	Irlande	15.03.1937
	Dénoncée le 11.03.1981		Dénoncée le 31.03.1983		Dénoncée le 22.12.1980
Luxembourg	16.04.1928	Nicaragua	12.04.1934	Pérou	4.04.1962
	Dénoncée le 2.06.1998		Dénoncée le 19.09.1950		Dénoncée le 18.06.1996
Suède	5.01.1940	Uruguay	6.06.1933		
	Dénoncée le 12.06.1970		Dénoncée le 26.05.1978		

Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

Adoptée à la 8e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1927

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Autriche	29.12.1927	Bangladesh	22.06.1972
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Colombie	20.06.1933
Cuba	7.09.1954	Danemark	18.05.1955	Finlande	5.04.1929
Inde	14.01.1928	Irlande	5.07.1930	Japon	8.10.1928
Luxembourg	16.04.1928	Malte	9.06.1988	Mexique	9.03.1938

Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

Myanmar	14.01.1928	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	28.01.1957
Pakistan	14.01.1928	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	13.09.1927
Slovaquie	1.01.1993	Suède	28.01.1957	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

France	13.01.1932	Royaume-Uni	16.09.1927
--------	------------	-------------	------------

Dénonciation

Albanie	17.03.1932	Australie	18.04.1931	Belgique	15.02.1928
	Dénoncée le 30.06.1999		Dénoncée le 2.04.2002		Dénoncée le 14.08.1998
Hongrie	3.02.1931	Nouvelle-Zélande	29.03.1938		
	Dénoncée le 25.05.2010		Dénoncée le 2.06.1982		

Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926

Adoptée à la 9e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.04.1928

60 ratifications

Allemagne	20.09.1930	Argentine	14.03.1950	Australie	1.04.1935
Bahamas	25.05.1976	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967
Belgique	3.10.1927	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Canada	30.06.1938
Chili	18.10.1935	Chine	2.12.1936	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	10.05.1929	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.04.1947
France	4.04.1928	Ghana	18.03.1965	Inde	31.10.1932
Iraq	4.10.1966	Irlande	5.07.1930	Italie	10.10.1929
Japon	22.08.1955	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	12.05.1934	Monténégro	3.06.2006	Myanmar	31.10.1932
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.03.1940	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pakistan	31.10.1932	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	15.12.1937	Pérou	4.04.1962	Pologne	8.08.1931
Portugal	23.05.1983	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	14.06.1929
Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	15.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Tunisie	14.04.1970	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

Adoptée à la 9e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.04.1928

47 ratifications

Allemagne	14.03.1930	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	3.10.1927	Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	29.11.1929	Chine	2.12.1936	Chypre	19.09.1995
Colombie	20.06.1933	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	9.07.1928	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	4.03.1929
Ghana	18.03.1965	Grèce	6.05.1981	Iraq	23.09.1976
Irlande	5.07.1930	Italie	10.10.1929	Kirghizistan	31.03.1992
Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Mauritanie	8.11.1963
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Nouvelle-Zélande	11.01.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	5.05.1948	Pérou	4.04.1962
Philippines	17.11.1960	Pologne	8.08.1931	Portugal	23.05.1983

Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

Royaume-Uni	3.06.1985	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suisse	21.04.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	6.06.1933				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 166

Mexique	12.05.1934
	Dénoncée le 15.03.2002

Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927

Adoptée à la 10e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	1.11.1930	Chili	8.10.1931
Colombie	20.06.1933	Croatie	8.10.1991	Djibouti	3.08.1978
Equateur	5.02.1962	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	17.05.1948	Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928
Lettonie	29.11.1929	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961
Pays-Bas	15.11.1965	Pérou	8.11.1945	Pologne	29.09.1948
Roumanie	28.06.1929	Royaume-Uni	20.02.1931	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130

Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

Adoptée à la 10e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

21 ratifications

Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	1.11.1930	Chili	8.10.1931	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Haïti	19.04.1955	Luxembourg	16.04.1928	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961	Pays-Bas	15.11.1965
Pérou	1.02.1960	Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	20.02.1931
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130

Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Adoptée à la 11e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.06.1930

104 ratifications

Afrique du Sud	28.12.1932	Albanie	2.08.2001	Allemagne	30.05.1929
Angola	4.06.1976	Argentine	14.03.1950	Arménie	27.01.2006
Australie	9.03.1931	Autriche	15.03.1974	Bahamas	25.05.1976
Barbade	8.05.1967	Bélarus	15.09.1993	Belgique	11.08.1937
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	4.06.1935	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960	Canada	25.04.1935
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	31.05.1933	Chine	5.05.1930

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	16.03.1972	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Cuba	24.02.1936	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Equateur	6.07.1954
Espagne	8.04.1930	Fidji	19.04.1974	France	18.09.1930
Gabon	14.10.1960	Ghana	2.07.1959	Grenade	9.07.1979
Guatemala	4.05.1961	Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guyana	8.06.1966	Hongrie	30.07.1932	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	10.01.1955	Iraq	26.11.1962	Irlande	3.06.1930
Italie	9.09.1930	Jamaïque	8.07.1963	Japon	29.04.1971
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	1.11.1960
Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maroc	14.03.1958	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961
Mexique	12.05.1934	Myanmar	21.05.1954	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961	Norvège	7.07.1933
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	10.11.1936
Pérou	4.04.1962	Portugal	10.11.1959	République démocratique du Congo	20.09.1960
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sénégal	4.11.1960	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961
Slovaquie	1.01.1993	Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	9.06.1971
Suisse	7.05.1947	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	10.05.1960
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993
Togo	7.06.1960	Tunisie	15.05.1957	Turquie	29.01.1975
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Zambie	2.12.1964
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénonciation

Royaume-Uni 14.06.1929
Dénoncée le 25.07.1985

Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

Adoptée à la 12e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.03.1932

66 ratifications

Allemagne	5.07.1933	Angola	4.06.1976	Argentine	14.03.1950
Australie	9.03.1931	Autriche	16.08.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	11.03.1970	Belgique	6.06.1934
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	4.06.1935	Burundi	11.03.1963
Canada	30.06.1938	Chili	31.05.1933	Chine	24.06.1931
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.09.1954	Danemark	1.10.1981
Espagne	29.08.1932	Estonie	18.01.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	8.08.1932	France	29.07.1935	Grèce	30.05.1936
Guinée-Bissau	21.02.1977	Honduras	9.06.1980	Hongrie	6.12.1937
Inde	7.09.1931	Indonésie	12.06.1950	Iraq	21.11.1966
Irlande	5.07.1930	Italie	18.07.1933	Japon	16.03.1931
Kenya	9.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	28.09.1934
Luxembourg	1.04.1931	Maroc	20.09.1956	Mexique	12.05.1934
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	7.09.1931	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	1.07.1932	Pakistan	7.09.1931	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	4.01.1933	Pérou	4.04.1962
Pologne	18.06.1932	Portugal	1.03.1932	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	7.12.1932	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.04.1932
Suisse	8.11.1934	Suriname	15.06.1976	Tadjikistan	26.11.1993

Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

République tchèque	1.01.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	17.12.1932	Viet Nam	3.10.1994		

Ratification conditionnelle

Afrique du Sud 21.02.1933

Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

Adoptée à la 12e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1932

4 ratifications

Nicaragua 12.04.1934

Dénonciation

Luxembourg 1.04.1931
Dénoncée le 9.02.1988

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 32)

Espagne 29.08.1932
Dénoncée le 28.07.1934

Irlande 5.07.1930
Dénoncée le 13.06.1972

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Adoptée à la 14e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.05.1932

173 ratifications

Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	25.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	13.06.1956	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Australie	2.01.1932	Autriche	7.06.1960	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	Bahrein	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Barbade	8.05.1967	Bélarus	21.08.1956	Belgique	20.01.1944
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Etat plurinational de Bolivie	31.05.2005
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	22.09.1932	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cambodge	24.02.1969	Cameroun	7.06.1960	Cap-Vert	3.04.1979
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	31.05.1933	Chypre	23.09.1960
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	20.07.1953	Danemark	11.02.1932	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983	Egypte	29.11.1955
El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982	Equateur	6.07.1954
Erythrée	22.02.2000	Espagne	29.08.1932	Estonie	7.02.1996
Ethiopie	2.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	13.01.1936	France	24.06.1937	Gabon	14.10.1960
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	20.05.1957
Grèce	13.06.1952	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haiti	4.03.1958	Honduras	21.02.1957
Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	30.11.1954
Indonésie	12.06.1950	République islamique d'Iran	10.06.1957	Iraq	27.11.1962
Irlande	2.03.1931	Islande	17.02.1958	Israël	7.06.1955
Italie	18.06.1934	Jamaïque	26.12.1962	Japon	21.11.1932
Jordanie	6.06.1966	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	3.02.2000	Koweït	23.09.1968
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	2.06.2006
Liban	1.06.1977	Libéria	1.05.1931	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964	Madagascar	1.11.1960

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Malaisie	11.11.1957	Malawi	19.11.1999	Mali	22.09.1960
Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	12.05.1934	République de Moldova	23.03.2000
Mongolie	15.03.2005	Monténégro	3.06.2006	Mozambique	16.06.2003
Myanmar	4.03.1955	Namibie	15.11.2000	Népal	3.01.2002
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960
Norvège	1.07.1932	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Oman	30.10.1998
Ouganda	4.06.1963	Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	23.12.1957
Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	28.08.1967
Pays-Bas	31.03.1933	Pérou	1.02.1960	Philippines	15.07.2005
Pologne	30.07.1958	Portugal	26.06.1956	Qatar	12.03.1998
République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	3.06.1931
Fédération de Russie	23.06.1956	Rwanda	23.05.2001	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	1.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Sénégal	4.11.1960
Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Somalie	18.11.1960	Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	5.04.1950
Suède	22.12.1931	Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	26.02.1969	Timor-Leste	16.06.2009	Togo	7.06.1960
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	30.10.1998	Ukraine	10.08.1956	Uruguay	6.09.1995
Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	5.03.2007
Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964	Zimbabwe	27.08.1998

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

Adoptée à la 14e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.08.1933

30 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	22.06.1932	Chili	18.10.1935	Colombie	4.03.1969
Cuba	24.02.1936	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.08.1932
Ghana	19.06.1973	Guatemala	4.08.1961	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Iraq	26.11.1962	Israël	26.06.1951
Koweït	21.09.1961	Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958
Maroc	22.07.1974	Mexique	12.05.1934	Mozambique	6.06.1977
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.06.1953	Panama	16.02.1959
Paraguay	21.03.1966	République arabe syrienne	10.05.1960	Uruguay	6.06.1933

Ratification conditionnelle

Autriche 16.02.1933

Dénonciation

Finlande 13.01.1936 Dénoncée le 23.06.1999
Nouvelle-Zélande 29.03.1938 Dénoncée le 9.06.1989

Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

Adoptée à la 16e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.10.1934

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	11.03.1970	Belgique	2.07.1952
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Canada	6.04.1946
Chili	18.10.1935	Chine	30.11.1935	Croatie	8.10.1991

Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Honduras	17.11.1964	Inde	10.02.1947
Irlande	13.06.1972	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Monténégro	3.06.2006
Nigéria	16.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	10.02.1947
Panama	4.06.1971	Royaume-Uni	10.01.1935	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 152)

Cuba	7.09.1954	Danemark	22.06.1970	Espagne	28.07.1934
	Dénoncée le 15.10.1982		Dénoncée le 22.12.1989		Dénoncée le 3.03.1982
Finlande	23.08.1949	France	27.05.1955	Italie	30.10.1933
	Dénoncée le 5.12.1981		Dénoncée le 30.07.1985		Dénoncée le 7.06.2000
Mexique	12.05.1934	Norvège	23.06.1956	Pays-Bas	25.08.1964
	Dénoncée le 10.02.1982		Dénoncée le 5.12.1981		Dénoncée le 13.05.1998
Pérou	4.04.1962	Fédération de Russie	4.11.1969	Suède	3.08.1938
	Dénoncée le 19.04.1988		Dénoncée le 14.07.2004		Dénoncée le 5.12.1981
Tanzanie - Tanganyika	19.11.1962				
	Dénoncée le 30.05.1983				

Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

Adoptée à la 16e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 6.06.1935

25 ratifications

Cameroun	7.06.1960	Mauritanie	20.06.1961
----------	-----------	------------	------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 60)

Espagne	22.06.1934
	Dénoncée le 5.05.1971

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Argentine	14.03.1950	Autriche	26.02.1936	Belgique	6.06.1934
	Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000		Dénoncée le 19.04.1988
Bénin	12.12.1960	Burkina Faso	21.11.1960	République centrafricaine	27.10.1960
	Dénoncée le 11.06.2001		Dénoncée le 11.02.1999		Dénoncée le 28.06.2000
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
	Dénoncée le 17.03.2004		Dénoncée le 26.11.1999		Dénoncée le 7.02.2003
Cuba	24.02.1936	Djibouti	3.08.1978	France	29.04.1939
	Dénoncée le 7.09.1954		Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 13.07.1990
Gabon	14.10.1960	Guinée	21.01.1959	Madagascar	1.11.1960
	Dénoncée le 25.10.2010		Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 31.05.2000
Mali	22.09.1960	Niger	27.02.1961	Pays-Bas	12.07.1935
	Dénoncée le 11.03.2002		Dénoncée le 4.12.1978		Dénoncée le 14.09.1976
Sénégal	4.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960
	Dénoncée le 15.12.1999		Dénoncée le 21.03.2005		Dénoncée le 16.03.1984
Uruguay	6.06.1933				
	Dénoncée le 18.03.1954				

Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.10.1936

11 ratifications

Chili	18.10.1935	Slovaquie	1.01.1993
			Dénoncée le 25.07.2007

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 96)

Argentine	14.03.1950	Espagne	27.04.1935	Finlande	13.01.1936
	Dénoncée le 19.09.1996		Dénoncée le 5.05.1971		Dénoncée le 22.12.1951

Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 96)

Mexique	21.02.1938	Norvège	4.07.1949	Suède	1.01.1936
	Dénoncée le 1.03.1991		Dénoncée le 29.06.1950		Dénoncée le 18.07.1950
Turquie	27.12.1946				
	Dénoncée le 23.01.1952				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Bulgarie	29.12.1949	République tchèque	1.01.1993
	Dénoncée le 24.03.2005		Dénoncée le 9.10.2000

Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	3.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	4.01.1965	Pérou	8.11.1945	Pologne	29.09.1948
Royaume-Uni	18.07.1936				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie III))

Equateur	5.02.1962
	Dénoncée le 5.04.1978

Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	3.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	4.01.1965	Pérou	1.02.1960	Pologne	29.09.1948
Royaume-Uni	18.07.1936				

Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	3.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pérou	8.11.1945
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie II))

Equateur	5.02.1962
	Dénoncée le 5.04.1978

Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	3.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.11.1946

8 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pérou	8.11.1945
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie IV))

Equateur	5.02.1962
Dénoncée le	5.04.1978

Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.09.1949

7 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993

Dénonciation

République tchèque	1.01.1993
Dénoncée le	27.09.2000

Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.11.1936

38 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Argentine	14.03.1950	Bénin	12.12.1960
Burkina Faso	21.11.1960	République centrafricaine	27.10.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Estonie	21.12.1935	Gabon	14.10.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Niger	27.02.1961	Suriname	15.06.1976
Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

Dénonciation

Hongrie	18.12.1936	Myanmar	22.11.1935	Pérou	8.11.1945
Dénoncée le	15.11.1977	Dénoncée le	30.03.1967	Dénoncée le	13.01.1997
Royaume-Uni	25.01.1937				
Dénoncée le	4.10.1947				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 89)

Afrique du Sud	28.05.1935	Belgique	4.08.1937	Brésil	8.06.1936
Dénoncée le	2.03.1950	Dénoncée le	1.04.1952	Dénoncée le	25.04.1957
Congo	10.11.1960	Egypte	11.07.1947	France	25.01.1938
Dénoncée le	4.06.1971	Dénoncée le	26.07.1960	Dénoncée le	21.09.1953
Grèce	30.05.1936	Guinée	21.01.1959	Inde	22.11.1935
Dénoncée le	27.04.1959	Dénoncée le	12.12.1966	Dénoncée le	27.02.1950
Iraq	28.03.1938	Irlande	15.03.1937	Madagascar	1.11.1960
Dénoncée le	17.11.1967	Dénoncée le	14.01.1952	Dénoncée le	10.11.2008
Mauritanie	20.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	22.11.1935
Dénoncée le	8.11.1963	Dénoncée le	10.11.1950	Dénoncée le	14.02.1951
Pays-Bas	9.12.1935	Sénégal	4.11.1960	Sri Lanka	2.09.1950
Dénoncée le	22.10.1954	Dénoncée le	22.10.1962	Dénoncée le	31.03.1966
Suisse	4.06.1936				
Dénoncée le	6.05.1950				

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1936

53 ratifications

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

Afrique du Sud	26.02.1952	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	29.04.1959	Autriche	26.02.1936	Bahamas	25.05.1976
Barbade	8.05.1967	Belize	15.12.1983	Brésil	8.06.1936
Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963	Comores	23.10.1978
Cuba	22.10.1936	Danemark	22.06.1939	Espagne	24.06.1958
France	17.05.1948	Grèce	13.06.1952	Guyana	8.06.1966
Haïti	19.04.1955	Honduras	17.11.1964	Hongrie	17.06.1935
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	13.01.1964	Iraq	25.07.1941
Italie	22.10.1952	Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957
Maurice	2.12.1969	Mexique	20.05.1937	Myanmar	17.05.1957
Norvège	21.05.1935	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	16.02.1959
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	29.04.1936
Rwanda	18.09.1962	Slovaquie	1.01.1993	Suriname	15.06.1976
République tchèque	1.01.1993	Turquie	27.12.1946		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 121)

Allemagne	17.06.1955	Belgique	3.08.1949	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954
	Dénoncée le 1.03.1972		Dénoncée le 22.04.1970		Dénoncée le 31.01.1977
Chili	14.10.1994	Finlande	20.01.1950	Irlande	15.03.1937
	Dénoncée le 30.09.1999		Dénoncée le 23.09.1968		Dénoncée le 9.06.1969
Japon	6.06.1936	Luxembourg	3.03.1958	Pays-Bas	1.09.1939
	Dénoncée le 7.06.1974		Dénoncée le 24.07.1972		Dénoncée le 2.08.1966
République démocratique du Congo	20.09.1960	Suède	24.02.1937	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 5.09.1967		Dénoncée le 17.06.1969		Dénoncée le 28.06.1973

Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.01.1938

13 ratifications

Belgique	4.08.1937	Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	3.08.1978
France	5.02.1938	Irlande	15.05.1939	Malte	9.06.1988
Mexique	9.03.1938	Norvège	21.05.1935	Panama	19.06.1970
Slovaquie	1.01.1993	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	18.03.1954

Dénonciation

Royaume-Uni	13.01.1937
	Dénoncée le 4.12.1958

Convention (n° 44) du chômage, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

14 ratifications

Algérie	19.10.1962	Bulgarie	29.12.1949	Chypre	8.10.1965
Djibouti	3.08.1978	Espagne	5.05.1971	France	21.02.1949
Irlande	10.06.1937	Italie	22.10.1952	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pays-Bas	17.01.1966	Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	29.04.1936

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 168)

Norvège	20.05.1957	Suisse	14.06.1939
	Dénoncée le 19.06.1990		Dénoncée le 17.10.1990

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.05.1937

98 ratifications

Afghanistan	14.05.1937	Afrique du Sud	25.06.1936	Allemagne	15.11.1954
					Dénoncée le 25.04.2008
Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

Autriche	3.07.1937	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
	Dénoncée le 3.04.2008				
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	4.08.1961	Belgique	4.08.1937
				Dénoncée le 30.05.2008	
Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	22.09.1938
Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	3.09.1962	Chine	2.12.1936
Chypre	23.09.1960	Costa Rica	22.03.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	14.04.1936	Djibouti	3.08.1978
				Dénoncée le 29.05.2008	
République dominicaine	12.08.1957	Egypte	11.07.1947	Equateur	6.07.1954
Espagne	24.06.1958	Estonie	4.06.1937	Ex-République yougoslave de	17.11.1991
	Dénoncée le 14.04.2008		Dénoncée le 6.12.2007	Macédoine	
Fidji	19.04.1974	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grèce	30.05.1936	Guatemala	7.03.1960	Guinée	12.12.1966
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haïti	5.04.1960
Honduras	20.06.1960	Hongrie	19.12.1938	Iles Salomon	6.08.1985
			Dénoncée le 30.05.2008		
Inde	25.03.1938	Indonésie	12.06.1950	Italie	22.10.1952
				Dénoncée le 29.05.2008	
Japon	11.06.1956	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962	Malaisie - Malaisie	11.11.1957
				péninsulaire	
Malawi	22.03.1965	Malte	9.06.1988	Maroc	20.09.1956
			Dénoncée le 29.05.2008		
Mexique	21.02.1938	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.03.1976
Nigéria	17.10.1960	Ouganda	4.06.1963	Pakistan	25.03.1938
Panama	16.02.1959	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	15.06.1957
				Dénoncée le 29.05.2008	
Portugal	18.10.1937	Fédération de Russie	4.05.1961	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
				Dénoncée le 20.02.2008	
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Sri Lanka	20.12.1950
	Dénoncée le 18.03.2008				
Suisse	23.05.1940	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993
				Dénoncée le 24.04.2008	
Tunisie	15.05.1957	Turquie	21.04.1938	Ukraine	4.08.1961
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	3.10.1994	Zimbabwe	6.06.1980
				Dénoncée le 30.05.2008	

Dénonciation

Australie	7.10.1953	Canada	16.09.1966	Chili	16.03.1946
	Dénoncée le 20.05.1988		Dénoncée le 19.05.1978		Dénoncée le 30.05.1997
Finlande	3.03.1938	France	25.01.1938	Irlande	20.08.1936
	Dénoncée le 19.09.1997		Dénoncée le 2.05.2008		Dénoncée le 27.05.1988
Luxembourg	3.03.1958	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pays-Bas	20.02.1937
	Dénoncée le 29.04.1988		Dénoncée le 23.06.1987		Dénoncée le 29.04.1998
Pérou	8.11.1945	Royaume-Uni	18.07.1936	Suède	11.07.1936
	Dénoncée le 9.06.1997		Dénoncée le 26.05.1988		Dénoncée le 15.06.1967
Uruguay	18.03.1954	Zambie	2.12.1964		
	Dénoncée le 26.05.1978		Dénoncée le 3.03.1998		

Convention (n° 47) des quarante heures, 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.06.1957

14 ratifications

Australie	22.10.1970	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	21.08.1956
Finlande	23.11.1989	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
République de Moldova	9.12.1997	Norvège	13.03.1979	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Ouzbékistan	13.07.1992	Fédération de Russie	23.06.1956	Suède	11.08.1982
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	10.08.1956		

Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1938

12 ratifications

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Croatie	8.10.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Israël	16.01.1963	Italie	22.10.1952	Monténégro	3.06.2006
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénonciation

Hongrie	10.08.1937	Pays-Bas	6.10.1938	Pologne	21.03.1938
	Dénoncée le 27.10.1983		Dénoncée le 27.07.1999		Dénoncée le 10.08.1973

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 157)

Espagne	8.07.1937
	Dénoncée le 11.09.1986

Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verrières à bouteilles), 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	3.08.1978	France	25.01.1938
Irlande	10.06.1937	Malte	9.06.1988	Mexique	21.02.1938
Norvège	21.07.1936	Slovaquie	1.01.1993	République tchèque	1.01.1993

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	29.03.1938
	Dénoncée le 9.06.1989

Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936

Adoptée à la 20e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.09.1939

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962	Fidji	19.04.1974
Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Japon	8.09.1938
Kenya	13.01.1964	Malaisie	11.11.1957	Malawi	7.06.1966
Nigéria	17.10.1960	Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	22.05.1939
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Zambie	2.12.1964

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	2.12.1969	Somalie	18.11.1960
	Dénoncée le 13.09.1999		Dénoncée le 2.03.2000		Dénoncée le 15.09.1981

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Adoptée à la 20e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.09.1939

54 ratifications

Albanie	3.06.1957	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	30.07.1971
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	7.06.1963	Comores	23.10.1978
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	20.07.1953	Danemark	22.06.1939
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Egypte	3.07.1954
France	23.08.1939	Gabon	13.06.1961	Géorgie	22.06.1993

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Grèce	13.06.1952	Israël	22.08.1951	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	21.09.1961	Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	9.03.1938	Myanmar	21.05.1954	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	3.06.1958	Paraguay	21.03.1966
Pérou	1.02.1960	Sénégal	22.10.1962	Slovaquie	1.01.1993
République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	15.05.1957

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Brésil	22.09.1938	Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970
	Dénoncée le 23.09.1998		Dénoncée le 12.07.1974		Dénoncée le 7.08.1973
Espagne	5.05.1971	Finlande	23.08.1949	Guinée	12.12.1966
	Dénoncée le 30.06.1972		Dénoncée le 15.01.1990		Dénoncée le 2.06.1977
Hongrie	8.06.1956	Iraq	12.05.1960	Italie	22.10.1952
	Dénoncée le 19.08.1998		Dénoncée le 19.02.1974		Dénoncée le 28.07.1981
Madagascar	10.08.1962	Fédération de Russie	10.08.1956	Tchad	8.06.1961
	Dénoncée le 8.02.1972		Dénoncée le 6.09.2010		Dénoncée le 15.12.2000
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 23.08.1996		Dénoncée le 25.10.2001		Dénoncée le 2.06.1977

Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1939

37 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Argentine	17.02.1955	Belgique	11.04.1938
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
République de Corée	11.04.2003	Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971
Danemark	13.07.1938	Djibouti	3.08.1978	Egypte	20.05.1939
Espagne	5.05.1971	Estonie	20.06.1938	Etats-Unis	29.10.1938
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.04.1947	France	19.06.1947
Irlande	10.06.1985	Israël	19.06.1969	Italie	22.10.1952
Libéria	9.05.1960	Jamahiriya arabe libyenne	15.11.1974	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	1.09.1939
Monténégro	3.06.2006	Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Panama	19.06.1970	Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	République arabe syrienne	26.07.1960
Turquie	22.04.2005				

Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.10.1939

18 ratifications

Belgique	11.04.1938	Belize	15.07.2005	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	30.11.1971
Etats-Unis	29.10.1938	France	19.06.1947	Grèce	19.06.1968
Italie	22.10.1952	Libéria	9.05.1960	Luxembourg	15.02.1991
Maroc	14.03.1958	Mexique	15.09.1939	Panama	4.06.1971
Pérou	4.04.1962	Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.12.1949

20 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	12.12.1956	Belgique	3.08.1949
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Croatie	8.10.1991
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982		

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948	Luxembourg	15.02.1991
Mexique	1.02.1984	Monténégro	3.06.2006	Norvège	6.06.1966
Panama	4.06.1971	Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	30.09.1944
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 165)

Espagne	30.11.1971
Dénoncée le	2.07.1991

Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

Adoptée à la 22e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.04.1939

51 ratifications

Argentine	17.02.1955	Australie	11.06.1992	Belize	15.12.1983
Canada	10.09.1951	Etats-Unis	29.10.1938	Ghana	20.05.1957
Guatemala	30.10.1961	Liban	6.12.1993	Libéria	9.05.1960
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	18.07.1952	Nouvelle-Zélande	7.06.1946
Pérou	4.04.1962	Sierra Leone	13.06.1961	Sri Lanka	18.05.1959
Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	Yémen	14.04.1969		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Bélarus	6.11.1956
Dénoncée le	16.02.1998	Dénoncée le	30.04.1984	Dénoncée le	3.05.1979
Belgique	11.04.1938	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
Dénoncée le	19.04.1988	Dénoncée le	28.06.2001	Dénoncée le	23.04.1980
Chypre	10.01.1995	Cuba	20.07.1953	Danemark	4.06.1955
Dénoncée le	2.10.1997	Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	13.11.1997
Djibouti	3.08.1978	Espagne	5.05.1971	Fidji	19.04.1974
Dénoncée le	14.06.2005	Dénoncée le	16.05.1977	Dénoncée le	3.01.2003
France	9.12.1948	Grèce	9.10.1963	Grenade	9.07.1979
Dénoncée le	13.07.1990	Dénoncée le	14.03.1986	Dénoncée le	14.05.2003
Iraq	30.12.1939	Islande	21.08.1956	Italie	22.10.1952
Dénoncée le	13.02.1985	Dénoncée le	6.12.1999	Dénoncée le	28.07.1981
Jamaïque	26.12.1962	Japon	22.08.1955	Kenya	13.01.1964
Dénoncée le	13.10.2003	Dénoncée le	5.06.2000	Dénoncée le	9.04.1979
Maurice	2.12.1969	Nigéria	16.06.1961	Norvège	7.07.1937
Dénoncée le	30.07.1990	Dénoncée le	2.10.2002	Dénoncée le	8.07.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	8.07.1947	Fédération de Russie	10.08.1956
Dénoncée le	31.10.2000	Dénoncée le	14.09.1976	Dénoncée le	3.05.1979
Seychelles	6.02.1978	Suède	6.01.1939	Suisse	21.04.1960
Dénoncée le	7.03.2000	Dénoncée le	23.04.1990	Dénoncée le	17.08.1999
Tunisie	14.04.1970	Turquie	29.09.1959	Ukraine	14.09.1956
Dénoncée le	19.10.1995	Dénoncée le	30.10.1998	Dénoncée le	3.05.1979
Uruguay	18.03.1954				
Dénoncée le	2.06.1977				

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.02.1941

36 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Ghana	20.05.1957	Guatemala	13.06.1989
Liban	1.06.1977	Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Pakistan	26.05.1955
Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962	Sierra Leone	15.06.1961
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957	Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	22.07.1960
Dénoncée le	16.02.1998	Dénoncée le	3.05.1979	Dénoncée le	23.04.1980

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Burundi	30.07.1971	Chine	21.02.1940	Cuba	7.09.1954
	Dénoncée le 19.07.2000		Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 19.06.1976
Espagne	5.05.1971	Fidji	19.04.1974	Iraq	5.07.1960
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 3.01.2003		Dénoncée le 13.02.1985
Italie	22.10.1952	Kenya	13.01.1964	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 19.06.1976
Luxembourg	3.03.1958	Maurice	2.12.1969	Mongolie	3.06.1969
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 16.12.2002
Nigéria	16.06.1961	Norvège	26.08.1938	Philippines	17.11.1960
	Dénoncée le 2.10.2002		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 4.06.1998
Roumanie	6.06.1973	Fédération de Russie	10.08.1956	Swaziland	26.04.1978
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.10.2002
Tunisie	14.04.1970	Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956
	Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979
Uruguay	18.03.1954				
	Dénoncée le 2.06.1977				

Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

11 ratifications

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Paraguay	21.03.1966
	Dénoncée le 11.07.1961		Dénoncée le 12.12.2001

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	29.12.1949	Cuba	7.09.1954
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 19.06.1976
Espagne	5.05.1971	Italie	22.10.1952	Luxembourg	3.03.1958
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 24.03.1977
Fédération de Russie	10.08.1956	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.07.1942

30 ratifications

Belgique	3.10.1951	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963
République centrafricaine	9.06.1964	Egypte	25.03.1982	Espagne	24.06.1958
France	16.12.1950	Grèce	29.08.1984	Guinée	12.12.1966
Honduras	17.11.1964	Irlande	13.06.1972	Malte	9.06.1988
Mauritanie	8.11.1963	Pays-Bas	2.05.1950	Pérou	4.04.1962
Pologne	17.04.1950	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976	Tunisie	12.01.1959

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 167)

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Colombie	4.03.1969
	Dénoncée le 6.06.2006		Dénoncée le 18.11.1993		Dénoncée le 6.09.1994
Danemark	30.11.1972	Finlande	8.04.1947	Guatemala	9.01.1973
	Dénoncée le 10.07.1995		Dénoncée le 23.01.1997		Dénoncée le 7.10.1991
Hongrie	8.06.1956	Mexique	4.07.1941	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 22.05.1989		Dénoncée le 5.10.1990		Dénoncée le 25.05.2005

Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

Adoptée à la 24e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.06.1940

34 ratifications

Afrique du Sud <i>A l'exclusion des parties II et IV</i>	8.08.1939	Algérie	19.10.1962	Barbade <i>A l'exclusion de la partie III</i>	8.05.1967
Chili <i>A l'exclusion de la partie III</i>	10.05.1957	Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978
Egypte <i>A l'exclusion des parties III et IV</i>	5.10.1940	France	28.06.1951	Kenya	13.01.1964
Myanmar <i>A l'exclusion des parties III et IV</i>	24.11.1961	Nicaragua	1.10.1981	République arabe syrienne <i>A l'exclusion des parties III et IV</i>	26.07.1960
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Uruguay	18.03.1954		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 160)

Allemagne	22.06.1954	Australie	5.09.1939	Autriche	26.11.1958
Dénoncée le	25.04.1991	Dénoncée le	24.04.1988	Dénoncée le	24.04.1988
Canada	6.04.1946	Danemark	22.06.1939	Espagne	5.05.1971
Dénoncée le	22.11.1995	Dénoncée le	24.04.1988	Dénoncée le	3.10.1989
Finlande	8.04.1947	Guatemala	4.08.1961	Irlande	9.10.1946
Dénoncée le	24.04.1988	Dénoncée le	7.04.1993	Dénoncée le	27.10.1995
Maurice	2.12.1969	Mexique	16.07.1942	Norvège	29.03.1940
Dénoncée le	14.06.1994	Dénoncée le	24.04.1988	Dénoncée le	24.04.1988
Nouvelle-Zélande	18.01.1940	Panama	15.07.1971	Pays-Bas	9.03.1940
Dénoncée le	6.11.2001	Dénoncée le	3.04.1996	Dénoncée le	5.10.1991
Portugal	24.02.1983	Royaume-Uni	26.05.1947	Sri Lanka	25.08.1952
Dénoncée le	8.12.1993	Dénoncée le	27.05.1987	Dénoncée le	1.04.1993
Suède	21.06.1939	Suisse	23.05.1940		
Dénoncée le	24.04.1988	Dénoncée le	24.04.1988		

Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.07.1948

31 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979
Guatemala	13.06.1989	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Malaisie	11.11.1957
Malawi	7.06.1966	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	République démocratique du Congo	20.09.1960
Royaume-Uni	24.08.1943	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	2.12.1964				

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	2.12.1969	Somalie	18.11.1960
Dénoncée le	18.11.1998	Dénoncée le	8.07.1999	Dénoncée le	11.09.1978

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.07.1948

33 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Cameroun	3.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979
Guatemala	4.08.1961	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Libéria	25.05.1962
Malaisie	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Maroc	27.03.1963
Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	8.07.1947

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	Royaume-Uni	24.08.1943
Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962
Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964		

Dénonciation

Maurice 2.12.1969
Dénoncée le 8.07.1999

Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.03.1955

4 ratifications

République centrafricaine	9.06.1964	Cuba	20.07.1953	Pérou	4.04.1962
---------------------------	-----------	------	------------	-------	-----------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 153)

Uruguay 18.03.1954
Dénoncée le 19.06.1989

Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.03.1957

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Argentine	24.09.1956
Belgique	5.12.1951	Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951
Egypte	10.08.1982	Espagne	14.07.1971	France	9.12.1948
Grèce	28.08.1981	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996
Irlande	12.06.1956	Italie	22.10.1952	Luxembourg	15.02.1991
Norvège	28.01.1957	Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	17.06.1958	Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954
Portugal	13.06.1952	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	6.08.1953
Turquie	17.03.2005				

Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.1953

38 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Australie	29.08.1995
Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951	Croatie	8.10.1991
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	5.05.1971
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948	Ghana	18.03.1965
Grèce	9.10.1963	Guinée-Bissau	21.02.1977	Indonésie	30.03.1992
Irlande	16.06.1951	Italie	22.10.1952	Japon	29.07.1975
Kirghizistan	31.03.1992	Luxembourg	15.02.1991	Monténégro	3.06.2006
Norvège	6.03.1952	Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	23.02.1951	Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954
Portugal	13.06.1952	Royaume-Uni	29.07.1949	Fédération de Russie	4.11.1969
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.10.1962

13 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	France	9.12.1948
Grèce	2.12.1986	Italie	10.04.1962	Liban	6.12.1993
Norvège	4.07.1949	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	27.08.1957
Pérou	4.04.1962				

Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.08.1955

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	8.10.1976	Angola	4.06.1976
Argentine	17.02.1955	Australie	29.08.1995	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949
Canada	19.03.1951	République de Corée	9.12.1992	Croatie	8.10.1991
Danemark	28.07.1980	Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.05.1956
France	9.12.1948	Grèce	6.05.1981	Guinée-Bissau	21.02.1977
Irlande	6.06.1986	Italie	22.10.1952	Japon	22.08.1955
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	6.12.1993	Lituanie	19.11.1997
Luxembourg	15.02.1991	Malte	18.05.1990	Monténégro	3.06.2006
Norvège	17.02.1955	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952
Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovénie	29.05.1992	Suède	9.01.1962	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1951

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Canada	19.03.1951
Croatie	8.10.1991	Egypte	30.03.1967	Espagne	5.05.1971
Etats-Unis	9.04.1953	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948
Ghana	18.03.1965	Guinée-Bissau	21.02.1977	Irlande	21.06.1957
Italie	23.06.1981	Liban	6.12.1993	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Maurice	2.12.1969	Monténégro	3.06.2006
Nouvelle-Zélande	5.12.1961	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	14.07.1950
Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952	Royaume-Uni	13.05.1952
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

43 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956	Belgique	10.04.1979
Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Cuba	13.01.1954	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	19.06.1973	El Salvador	15.06.1995	Equateur	18.07.1975
Espagne	5.05.1971	France	28.06.1951	Grèce	28.08.1981
Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957	Hongrie	8.06.1956
Iraq	13.01.1951	Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Kirghizistan	31.03.1992	Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958
Malte	18.05.1990	Nicaragua	1.03.1976	Panama	15.07.1971
Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960
Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983	Fédération de Russie	10.08.1956
Slovaquie	1.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	2.11.1984	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

39 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	25.05.1970	Comores	23.10.1978
Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	5.05.1971	France	28.06.1951
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957
Honduras	20.06.1960	Hongrie	8.06.1956	Iraq	5.07.1960
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958	Malte	18.05.1990
Nicaragua	1.03.1976	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Pérou	4.04.1962	Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983
Fédération de Russie	10.08.1956	Slovaquie	1.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

20 ratifications

Argentine	17.02.1955	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956
Bulgarie	29.12.1949	Cuba	7.09.1954	République dominicaine	22.09.1953
Espagne	5.05.1971	Guatemala	13.02.1952	Israël	23.12.1953
Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	3.03.1958	Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.12.1947	Fédération de Russie	10.08.1956	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		

Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.05.1947

57 ratifications

Afrique du Sud	19.06.1947	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	25.01.1949	Autriche	31.03.1949	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	3.08.1949	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	13.04.1948
Bulgarie	7.11.1955	Canada	31.07.1947	Chili	3.11.1949
Chine	4.08.1947	Colombie	10.06.1947	Cuba	20.07.1953
Danemark	30.06.1949	République dominicaine	29.08.1947	Egypte	7.06.1949
Espagne	24.06.1958	Etats-Unis	24.06.1948	Ethiopie	23.07.1947
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	28.06.1947	France	20.01.1948
Grèce	13.06.1952	Guatemala	1.10.1947	Inde	17.11.1947
Iraq	9.09.1947	Irlande	14.06.1947	Italie	11.12.1947
Japon	27.05.1954	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	29.10.1948
Maroc	20.05.1957	Mexique	20.04.1948	Monténégro	3.06.2006
Norvège	5.01.1949	Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Pakistan	25.03.1948

Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

Panama	13.05.1954	Pays-Bas	15.01.1948	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.12.1947	Royaume-Uni	28.05.1947	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	19.09.1950
Suède	29.05.1947	Suisse	22.04.1947	République arabe syrienne	26.07.1960
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.12.1947	Turquie	13.07.1949
Uruguay	18.03.1954	République bolivarienne du Venezuela	13.09.1948	Viet Nam	3.10.1994

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.04.1950

141 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955
Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Argentine	17.02.1955	Arménie	17.12.2004	Australie	24.06.1975
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Autriche	30.04.1949	Azerbaïdjan	9.08.2000	Bahamas	25.05.1976
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Bélarus	25.09.1995	Belgique	5.04.1957	Belize	15.12.1983
Bénin	11.06.2001	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	11.10.1989	Bulgarie	29.12.1949	Burkina Faso	21.05.1974
Burundi	30.07.1971	Cameroun	3.09.1962	Cap-Vert	16.10.1979
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960	Colombie	13.11.1967
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>		<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	République de Corée	9.12.1992
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Croatie	8.10.1991
Cuba	7.09.1954	Danemark	6.08.1958	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	11.10.1956
El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982	Equateur	26.08.1975
Espagne	30.05.1960	Estonie	1.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	28.05.2008	Finlande	20.01.1950	France	16.12.1950
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Gabon	17.07.1972	Ghana	2.07.1959	Grèce	16.06.1955
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952	Guinée	26.03.1959
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haïti	31.03.1952
		<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>			
Honduras	6.05.1983	Hongrie	4.01.1994	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	7.04.1949	Indonésie	29.01.2004	Iraq	13.01.1951
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Irlande	16.06.1951	Islande	24.03.2009	Israël	7.06.1955
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962	Japon	20.10.1953
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Jordanie	27.03.1969	Kazakhstan	6.07.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	26.07.2000	Koweït	23.11.1964	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	25.07.1994	Liban	26.07.1962	Libéria	25.03.2003
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Madagascar	21.12.1971	Malaisie	1.07.1963	Malawi	22.03.1965
Mali	2.03.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	République de Moldova	12.08.1996
				<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Niger	9.01.1979

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Nigéria <i>A l'exclusion de la partie II</i>	17.10.1960	Norvège <i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	5.01.1949	Nouvelle-Zélande <i>A l'exclusion de la partie II</i>	30.11.1959
Ouganda <i>A l'exclusion de la partie II</i>	4.06.1963	Pakistan	10.10.1953	Panama	3.06.1958
Paraguay	28.08.1967	Pays-Bas	15.09.1951	Pérou	1.02.1960
Pologne	2.06.1995	Portugal	12.02.1962	Qatar	18.08.1976
République démocratique du Congo	19.04.1968	Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni <i>A l'exclusion de la partie II</i>	28.06.1949
Fédération de Russie <i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	2.07.1998	Rwanda	2.12.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962	Serbie	24.11.2000
Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone <i>A l'exclusion de la partie II</i>	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970
Sri Lanka	3.04.1956	Suède <i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	25.11.1949	Suisse	13.07.1949
Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	21.10.2009	Tanzanie - Tanganyika <i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>	30.01.1962	Tchad	30.11.1965
Trinité-et-Tobago	17.08.2007	Tunisie	15.05.1957	Turquie	5.03.1951
Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	21.07.1967
Viet Nam	3.10.1994	Yémen	29.07.1976	Zimbabwe	16.09.1993

Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947

Adopté à la 82e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.06.1998

11 ratifications

Azerbaïdjan	9.08.2000	Chypre	21.01.2000	Finlande	9.06.1997
Guyana	15.04.1998	Irlande	9.06.1998	Luxembourg	8.04.2008
République de Moldova	28.04.2000	Norvège	11.06.1999	Fédération de Russie	2.07.1998
Suède	9.06.1997	Tanzania - Tanganyika	15.03.1999		

Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1955

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	19.06.1954
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1974

2 ratifications

Royaume-Uni	27.03.1950
--------------------	------------

Dénonciation

Australie	15.06.1973
	Dénoncée le 3.09.2004

Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.07.1953

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	1.07.1952
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.07.1955

5 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Royaume-Uni	27.03.1950				

Dénonciation

Australie 30.09.1954
Dénoncée le 20.01.2006

Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.02.1953

23 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Equateur	3.10.1969
Fidji	19.04.1974	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964
Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Maurice	2.12.1969	Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970
Royaume-Uni	27.03.1950	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	2.12.1964				

Dénonciation

Australie 15.06.1973
Dénoncée le 6.02.2004

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.07.1950

149 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	20.03.1957	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	18.01.1960	Arménie	2.01.2006	Australie	28.02.1973
Autriche	18.10.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	23.10.1951	Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960
Etat plurinationnel de Bolivie	4.01.1965	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	22.12.1997
Bulgarie	8.06.1959	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	25.06.1993
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	7.06.1960	Canada	23.03.1972
Cap-Vert	1.02.1999	République centrafricaine	27.10.1960	Chili	1.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	25.06.1952	Danemark	13.06.1951
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	6.11.1957	El Salvador	6.09.2006	Equateur	29.05.1967
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	20.01.1950	France	28.06.1951	Gabon	14.10.1960
Gambie	4.09.2000	Géorgie	3.08.1999	Ghana	2.06.1965
Grèce	30.03.1962	Grenade	25.10.1994	Guatemala	13.02.1952
Guinée	21.01.1959	Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	25.09.1967
Haïti	5.06.1979	Honduras	27.06.1956	Hongrie	6.06.1957
Indonésie	9.06.1998	Irlande	4.06.1955	Islande	19.08.1950
Israël	28.01.1957	Italie	13.05.1958	Jamaïque	26.12.1962
Japon	14.06.1965	Kazakhstan	13.12.2000	Kirghizistan	31.03.1992
Kiribati	3.02.2000	Koweït	21.09.1961	Lesotho	31.10.1966
Lettonie	27.01.1992	Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	4.10.2000
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	1.11.1960

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Malawi	19.11.1999	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maurice	1.04.2005	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	1.04.1950
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	23.12.1996	Myanmar	4.03.1955	Namibie	3.01.1995
Nicaragua	31.10.1967	Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960
Norvège	4.07.1949	Ouganda	2.06.2005	Pakistan	14.02.1951
Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	28.06.1962
Pays-Bas	7.03.1950	Pérou	2.03.1960	Philippines	29.12.1953
Pologne	25.02.1957	Portugal	14.10.1977	République démocratique du Congo	20.06.2001
Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	27.06.1949	Fédération de Russie	10.08.1956
Rwanda	8.11.1988	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000
Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2001	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	15.09.1995	Suède	25.11.1949
Suisse	25.03.1975	Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	18.04.2000
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Timor-Leste	16.06.2009
Togo	7.06.1960	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	18.06.1957
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954	Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	20.09.1982
Yémen	29.07.1976	Zambie	2.09.1996	Zimbabwe	9.04.2003

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1950

89 ratifications

Albanie	7.01.2009	Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1954
Angola	4.06.1976	Argentine	24.09.1956	Australie	24.12.1949
Autriche	25.09.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bahamas	25.05.1976
Bélarus	25.09.1995	Belgique	16.03.1953	Belize	15.12.1983
Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957
Canada	24.08.1950	République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960
Colombie	31.10.1967	République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	2.06.1960
Cuba	29.04.1952	Danemark	30.11.1972	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Egypte	3.07.1954	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	30.05.1960	Ethiopie	4.06.1963
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	23.11.1989	France	15.10.1952
Géorgie	11.09.2002	Ghana	4.04.1961	Grèce	16.06.1955
Guatemala	13.02.1952	Guinée-Bissau	21.02.1977	Hongrie	4.01.1994
Inde	24.06.1959	Indonésie	8.08.2002	Iraq	22.06.1951
Irlande	29.10.1969	Israël	21.08.1959	Japon	20.10.1953
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Madagascar	3.06.1998	Malaisie	6.06.1974	Malte	4.01.1965
Maurice	3.09.2004	République de Moldova	12.08.1996	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	6.06.1977	Nicaragua	1.10.1981	Nigéria	16.06.1961
Norvège	4.07.1949	Nouvelle-Zélande	3.12.1949	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	7.03.1950	Pérou	6.04.1962	Philippines	29.12.1953
Portugal	23.06.1972	République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	6.06.1973
Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	25.11.1949	Suisse	19.01.1952
Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	26.07.1960	Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	11.10.1968
Turquie	14.07.1950				

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948

République bolivarienne du Venezuela 16.11.1964

Dénonciation

Bulgarie 29.12.1949 Italie 22.10.1952 Royaume-Uni 10.08.1949
 Dénoncée le 13.03.1961 Dénoncée le 9.08.1971 Dénoncée le 6.08.1971

Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.02.1951

67 ratifications

Afrique du Sud	2.03.1950	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Belize	15.12.1983	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	25.04.1957	Burundi	11.03.1963	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Congo	4.06.1971	Costa Rica	2.06.1960
Djibouti	3.08.1978	Egypte	26.07.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	2.07.1959	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	27.02.1950
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Iraq	17.11.1967	Kenya	30.11.1965	Koweït	21.09.1961
Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Madagascar	10.11.2008
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Malawi	22.03.1965	Mauritanie	8.11.1963	Monténégro	3.06.2006
Pakistan	14.02.1951	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Philippines	29.12.1953	République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	28.05.1957
Rwanda	18.09.1962	Sénégal	22.10.1962	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	1.12.1949
Tunisie	15.05.1957				
	<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>				

Dénonciation

Autriche	5.10.1950	Belgique	1.04.1952	Chypre	8.10.1965
	Dénoncée le 26.07.2001		Dénoncée le 27.02.1992		Dénoncée le 9.07.2001
Cuba	29.04.1952	République dominicaine	22.09.1953	Espagne	24.06.1958
	Dénoncée le 30.12.1991		Dénoncée le 6.11.2001		Dénoncée le 27.02.1992
France	21.09.1953	Grèce	27.04.1959	Irlande	14.01.1952
	Dénoncée le 26.02.1992		Dénoncée le 25.02.1992		Dénoncée le 26.02.1982
Italie	22.10.1952	Luxembourg	3.03.1958	Malte	4.01.1965
	Dénoncée le 27.02.1992		Dénoncée le 19.02.1982		Dénoncée le 11.02.1991
Nouvelle-Zélande	10.11.1950	Pays-Bas	22.10.1954	Portugal	2.06.1964
	Dénoncée le 23.03.1981		Dénoncée le 26.02.1972		Dénoncée le 27.02.1992
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	31.03.1966	Suisse	6.05.1950
	Dénoncée le 11.02.2002		Dénoncée le 25.01.1982		Dénoncée le 24.02.1992
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	18.03.1954	Zambie	22.02.1965
	Dénoncée le 27.06.2001		Dénoncée le 25.02.1982		Dénoncée le 10.09.2001

Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adopté à la 77e session de la CIT

5 ratifications

Inde 21.11.2003 Madagascar 10.11.2008 Tunisie 21.08.2000

Dénonciation

Chypre 4.01.1994 République tchèque 15.03.1993
 Dénoncée le 9.07.2001 Dénoncée le 27.06.2001

Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 12.06.1951

51 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	15.01.1976	Bélarus	6.11.1956
Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burundi	30.07.1971
Cameroun	25.05.1970	Chypre	8.10.1965	Costa Rica	2.06.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952	République dominicaine	12.08.1957
Espagne	5.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	30.07.1985
Ghana	4.04.1961	Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Haiti	12.04.1957	Inde	27.02.1950
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	26.07.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	20.06.1956	Monténégro	3.06.2006
Norvège	20.05.1957	Pakistan	14.02.1951	Paraguay	21.03.1966
Pays-Bas	22.10.1954	Pérou	4.04.1962	Philippines	29.12.1953
Pologne	26.06.1968	Fédération de Russie	10.08.1956	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	18.05.1959
Swaziland	5.06.1981	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	26.04.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.09.1967

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Belgique	30.08.1962
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952
Djibouti	3.08.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée-Bissau	21.02.1977
Islande	15.07.1952	Israël	30.03.1953	Mauritanie	8.11.1963
Monténégro	3.06.2006	Norvège	29.06.1950	Pologne	8.10.1956
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.04.1970

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 146)

Brésil	18.06.1965	Espagne	5.05.1971	Finlande	22.12.1951
	Dénoncée le 24.09.1998		Dénoncée le 9.03.1979		Dénoncée le 15.01.1990
France	26.10.1951	Italie	5.05.1971	Pays-Bas	22.12.1961
	Dénoncée le 15.06.1978		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 12.11.1980
Portugal	29.07.1952				
	Dénoncée le 25.06.1984				

Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.01.1953

47 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.08.1974	Angola	4.06.1976
Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	30.08.1962
Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	8.06.1954
Chypre	19.09.1995	Costa Rica	2.06.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	29.04.1952	Danemark	30.09.1950	Egypte	4.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	22.12.1951
France	26.10.1951	Ghana	18.03.1965	Grèce	2.12.1986
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996	Iraq	1.12.1977
Irlande	21.07.1952	Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981
Kirghizistan	31.03.1992	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	15.02.1991
République de Moldova	12.12.2005	Monténégro	3.06.2006	Norvège	29.06.1950
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
Pologne	13.04.1954	Portugal	29.07.1952	Roumanie	11.10.2000

Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Royaume-Uni	6.08.1953	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	18.07.1950	Tadjikistan	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.1952

62 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arménie	18.05.2005
Autriche	10.11.1951	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	13.10.1952	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	7.11.1955	Burundi	11.03.1963
Cameroun	3.09.1962	République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960
Costa Rica	2.06.1960	Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955
Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960
Espagne	5.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	6.09.2010	Finlande	22.12.1951
France	20.09.1951	Ghana	4.04.1961	Grenade	9.07.1979
Guatemala	13.02.1952	Guinée	12.12.1966	Guyana	8.06.1966
Iles Salomon	6.08.1985	Iraq	25.04.1986	Israël	30.03.1953
Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964
Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Maroc	20.09.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	Nigéria	17.10.1960
Norvège	12.02.1996	Ouganda	4.06.1963	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	29.12.1953	République démocratique du Congo	20.09.1960
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960
Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Turquie	29.03.1961	Uruguay	18.03.1954
Yémen	14.04.1969				

Dénonciation

Royaume-Uni 30.06.1950
Dénoncée le 20.09.1982

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.09.1952

97 ratifications

Afghanistan	7.01.1957	Albanie	2.08.2001	Algérie	19.10.1962
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Argentine	24.09.1956	Arménie	17.12.2004	Autriche	10.11.1951
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Bélarus	4.08.1961	Belgique	22.04.1970	Belize	15.12.1983
Bénin	12.12.1960	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Botswana	5.06.1997
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	7.11.1955	Burkina Faso	21.11.1960
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Cameroun	7.06.1960	République centrafricaine	27.10.1960	Chypre	23.09.1960
Colombie	7.06.1963	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	29.04.1952
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	19.06.1973	Dominique	28.02.1983
Egypte	26.07.1960	Equateur	6.07.1954	Espagne	24.06.1958
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
France	15.10.1952	Gabon	14.10.1960	Grèce	16.06.1955
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952	Guinée	21.01.1959
Guyana	8.06.1966	Honduras	20.06.1960	Hongrie	8.06.1956
Iles Salomon	6.08.1985	République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	12.05.1960
Israël	12.01.1959	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Madagascar	1.11.1960
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
Malaisie	17.11.1961	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	27.09.1955
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
République de Moldova	12.08.1996	Nicaragua	1.03.1976	Niger	27.02.1961
Nigéria	17.10.1960	Norvège	29.06.1950	Ouganda	4.06.1963
Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	20.05.1952
Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954	Portugal	24.02.1983
République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	6.06.1973	Fédération de Russie	4.05.1961
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	4.11.1960
Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	17.09.2009
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie III)</i>	
Somalie	18.11.1960	Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	27.10.1983
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	7.06.1957
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	10.11.1960
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	Tunisie	28.05.1958
Turquie	29.03.1961	Ukraine	4.08.1961	Uruguay	18.03.1954
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982	Yémen	14.04.1969	Zambie	23.10.1979
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	

Dénonciation

Royaume-Uni 24.09.1951
Dénoncée le 16.09.1983

Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

42 ratifications

Argentine	19.09.1996	Bangladesh	22.06.1972	Etat plurinational de Bolivie	19.07.1954
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	28.07.1992	Cuba	3.02.1953
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Djibouti	3.08.1978	Egypte	26.07.1960	France	10.03.1953
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	

Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949

Gabon	13.06.1961	Ghana	21.08.1973	Guatemala	3.01.1953
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Irlande	13.06.1972	Israël	19.06.1961	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Luxembourg	15.12.1958	Malte	9.06.1988	Mauritanie	31.03.1964
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Mexique	1.03.1991	Pakistan	26.05.1952	Sénégal	22.10.1962
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>	
Sri Lanka	30.04.1958	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Turquie	23.01.1952				
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>					

Dénonciation

Allemagne	8.09.1954	Brésil	21.06.1957	Finlande	22.12.1951
Dénoncée le 10.07.1992		Dénoncée le 14.01.1972		Dénoncée le 30.06.1992	
Norvège	29.06.1950	Suède	18.07.1950		
Dénoncée le 5.07.2002		Dénoncée le 4.06.1992			

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Algérie	19.10.1962	Belgique	4.07.1958	Espagne	5.05.1971
Dénoncée le 6.06.2006		Dénoncée le 28.09.2004		Dénoncée le 15.06.1999	
Ethiopie	30.04.1991	Italie	9.01.1953	Japon	11.06.1956
Dénoncée le 10.05.1999		Dénoncée le 1.02.2000		Dénoncée le 28.07.1999	
Panama	15.07.1971	Pays-Bas	13.02.1992	Pologne	25.10.1954
Dénoncée le 10.08.1999		Dénoncée le 15.09.1999		Dénoncée le 15.09.2008	
Portugal	7.06.1985	Suriname	15.06.1976	Uruguay	7.07.1976
Dénoncée le 25.03.2002		Dénoncée le 12.04.2006		Dénoncée le 14.06.2004	

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1952

49 ratifications

Albanie	2.03.2005	Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1959
		<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>			
Arménie	27.01.2006	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Belgique	27.07.1953	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Brésil	18.06.1965	Burkina Faso	9.06.1961	Cameroun	3.09.1962
				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Chypre	23.09.1960	Cuba	29.04.1952	Dominique	28.02.1983
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Equateur	5.04.1978	Espagne	21.03.1967	Ex-République yougoslave de	17.11.1991
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				Macédoine	
France	29.03.1954	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Guyana	8.06.1966	Israël	30.03.1953	Italie	22.10.1952
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
Jamaïque	26.12.1962	Kenya	30.11.1965	Kirghizistan	10.09.2008
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Madagascar	14.06.2001	Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Maurice	2.12.1969	République de Moldova	12.12.2005	Monténégro	3.06.2006
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Nigéria	17.10.1960	Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions de l'annexe I</i>	
Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	21.04.2009	Portugal	12.12.1978
		<i>A exclu les dispositions des annexes III et III</i>			

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Royaume-Uni	22.01.1951	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
<i>A exclu les dispositions des annexes I et III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	10.04.2007	Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964
<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Uruguay	18.03.1954	République bolivarienne du Venezuela	9.06.1983
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
Zambie	2.12.1964				
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

159 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	8.06.1956	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	24.09.1956	Arménie	12.11.2003	Australie	28.02.1973
Autriche	10.11.1951	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	10.12.1953	Belize	15.12.1983	Bénin	16.05.1968
Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	22.12.1997
Brsil	18.11.1952	Bulgarie	8.06.1959	Burkina Faso	16.04.1962
Burundi	10.10.1997	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	3.09.1962
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	1.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	26.11.1999	Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983
Egypte	3.07.1954	El Salvador	6.09.2006	Equateur	28.05.1959
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	22.12.1951	France	26.10.1951	Gabon	29.05.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	2.07.1959
Grèce	30.03.1962	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
Guinée	26.03.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haïti	12.04.1957	Honduras	27.06.1956
Hongrie	6.06.1957	Indonésie	15.07.1957	Iraq	27.11.1962
Irlande	4.06.1955	Islande	15.07.1952	Israël	28.01.1957
Italie	13.05.1958	Jamaïque	26.12.1962	Japon	20.10.1953
Jordanie	12.12.1968	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	3.02.2000	Koweït	9.08.2007
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	3.06.1998	Malaisie	5.06.1961
Malawi	22.03.1965	Mali	2.03.1964	Malte	4.01.1965
Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	3.12.2001
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	23.12.1996	Namibie	3.01.1995	Népal	11.11.1996
Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962	Nigeria	17.10.1960
Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	9.06.2003	Ouganda	4.06.1963
Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	26.05.1952	Panama	16.05.1966
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	22.12.1993
Pérou	13.03.1964	Philippines	29.12.1953	Pologne	25.02.1957
Portugal	1.07.1964	République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	26.11.1958
Royaume-Uni	30.06.1950	Fédération de Russie	10.08.1956	Rwanda	8.11.1988
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	4.09.2000	Saint-Marin	19.12.1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Sénégal	28.07.1961	Serbie	24.11.2000	Seychelles	4.10.1999
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Slovénie	29.05.1992	Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	13.12.1972
Suède	18.07.1950	Suisse	17.08.1999	Suriname	5.06.1996
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	7.06.1957	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	8.06.1961	République tchèque	1.01.1993
Timor-Leste	16.06.2009	Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	15.05.1957	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	23.01.1952
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954	Vanuatu	28.08.2006
République bolivarienne du Venezuela	19.12.1968	Yémen	14.04.1969	Zambie	2.09.1996
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951

Adoptée à la 34e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.08.1953

53 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	25.02.1954	Australie	19.06.1969
Autriche	29.10.1953	Belgique	17.10.1968	Belize	15.12.1983
Brésil	25.04.1957	Cameroun	25.05.1970	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	2.06.1960
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	13.01.1954	Djibouti	3.08.1978
El Salvador	15.06.1995	Espagne	4.06.1970	France	29.03.1954
Gabon	13.06.1961	Grenade	9.07.1979	Guatemala	4.08.1961
Guinée	12.12.1966	Hongrie	18.06.1969	Irlande	22.06.1978
Italie	5.05.1971	Kenya	9.02.1971	Malawi	22.03.1965
Malte	28.11.1969	Maroc	14.10.1960	Maurice	2.12.1969
Mexique	23.08.1952	République de Moldova	4.04.2003	Nouvelle-Zélande	1.07.1952
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	11.06.1954
Pérou	1.02.1960	Philippines	29.12.1953	Pologne	5.07.1977
Sénégal	22.10.1962	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	5.04.1954	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	10.08.1965	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	12.01.1959
Turquie	23.06.1970	Uruguay	18.03.1954	Zambie	20.06.1972
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénonciation

Royaume-Uni 9.06.1953
Dénoncée le 16.08.1994

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Adoptée à la 34e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.05.1953

167 ratifications

Afghanistan	22.08.1969	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	3.06.1957
Algérie	19.10.1962	Allemagne	8.06.1956	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.05.2003	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956
Arménie	29.07.1994	Australie	10.12.1974	Autriche	29.10.1953
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bangladesh	28.01.1998
Barbade	19.09.1974	Bélarus	21.08.1956	Belgique	23.05.1952
Belize	22.06.1999	Bénin	16.05.1968	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	7.11.1955	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	25.06.1993
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	25.05.1970	Canada	16.11.1972
Cap-Vert	16.10.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	20.09.1971
Chine	2.11.1990	Chypre	19.11.1987	Colombie	7.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	République de Corée	8.12.1997
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991
Cuba	13.01.1954	Danemark	22.06.1960	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	11.03.1957
Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967	Estonie	10.05.1996
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	14.01.1963	France	10.03.1953	Gabon	13.06.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	14.03.1968
Grèce	6.06.1975	Grenade	25.10.1994	Guatemala	2.08.1961
Guinée	11.08.1967	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Guyana	13.06.1975	Haïti	4.03.1958	Honduras	9.08.1956
Hongrie	8.06.1956	Inde	25.09.1958	Indonésie	11.08.1958
République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	28.08.1963	Irlande	18.12.1974
Islande	17.02.1958	Israël	9.06.1965	Italie	8.06.1956
Jamaïque	14.01.1975	Japon	24.08.1967	Jordanie	22.09.1966
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	31.03.1992
Kiribati	17.06.2009	République démocratique populaire lao	13.06.2008	Lesotho	27.01.1998
Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	23.08.1967	Madagascar	10.08.1962
Malaisie	9.09.1997	Malawi	22.03.1965	Mali	12.07.1968
Malte	9.06.1988	Maroc	11.05.1979	Maurice	18.12.2002
Mauritanie	3.12.2001	Mexique	23.08.1952	République de Moldova	23.03.2000
Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977
Namibie	6.04.2010	Népal	10.06.1976	Nicaragua	31.10.1967
Niger	9.08.1966	Nigéria	8.05.1974	Norvège	24.09.1959
Nouvelle-Zélande	3.06.1983	Ouganda	2.06.2005	Ouzbékistan	13.07.1992
Pakistan	11.10.2001	Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000
Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	16.06.1971	Pérou	1.02.1960
Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954	Portugal	20.02.1967
République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	15.06.1971
Fédération de Russie	30.04.1956	Rwanda	2.12.1980	Sainte-Lucie	18.08.1983
Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	23.05.1985	Saint-Vincent-et-les Grenadines	4.12.2001
Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962
Serbie	24.11.2000	Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	15.11.1968
Singapour	30.05.2002	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	1.04.1993	Suède	20.06.1962
Suisse	25.10.1972	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	26.02.2002	Tchad	29.03.1966
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	8.02.1999	Togo	8.11.1983
Trinité-et-Tobago	29.05.1997	Tunisie	11.10.1968	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	19.07.1967	Ukraine	10.08.1956	Uruguay	16.11.1989
Vanuatu	28.07.2006	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982	Viet Nam	7.10.1997
Yémen	29.07.1976	Zambie	20.06.1972	Zimbabwe	14.12.1989

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1954

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Autriche	14.06.1954
Barbade	8.05.1967	Belize	15.12.1983	Burundi	30.07.1971
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978
Costa Rica	25.09.1984	Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978
Egypte	9.04.1956	Equateur	3.10.1969	Espagne	5.05.1971
France	29.03.1954	Gabon	13.06.1961	Guatemala	4.08.1961
Israël	14.07.1953	Maroc	14.10.1960	Mauritanie	8.11.1963
Nouvelle-Zélande	24.07.1953	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	27.11.1958
Pérou	1.02.1960	Pologne	8.10.1956	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962	Sierra Leone	15.06.1961

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962				

Dénonciation

Royaume-Uni	25.06.1956
	Dénoncée le 16.08.1994

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Allemagne	5.01.1955	Belgique	20.03.1954	Brésil	25.04.1957
	Dénoncée le 1.10.1975		Dénoncée le 2.06.2003		Dénoncée le 23.09.1998
Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970	Hongrie	8.06.1956
	Dénoncée le 12.07.1974		Dénoncée le 7.08.1973		Dénoncée le 19.08.1998
Italie	8.06.1956	Madagascar	10.08.1962	Norvège	30.09.1954
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 8.02.1972		Dénoncée le 22.06.1973
Suède	12.08.1953	Uruguay	18.03.1954		
	Dénoncée le 7.06.1978		Dénoncée le 2.06.1977		

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.04.1955

47 ratifications

Albanie	18.01.2006	Allemagne	21.02.1958	Autriche	4.11.1969
<i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II, IV, V, VII et VIII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	
Barbade	11.07.1972	Belgique	26.11.1959	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
<i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II, III et V à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 33 b); 34 3); 41 d); 48 c); 55 d) et 61 d). La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	15.06.2009	Bulgarie	14.07.2008
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II à X.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI, VII, VIII et X.</i>	
Chypre	3.09.1991	Costa Rica	16.03.1972	Croatie	8.10.1991
<i>A accepté les parties III, IV, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, la partie X a cessé de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II et V à X.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	
Danemark	15.08.1955				
<i>A accepté les parties II, IV à VI et IX.</i>					

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Equateur	25.10.1974	Espagne	29.06.1988	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>					
France	14.06.1974	Grèce	16.06.1955	Irlande	17.06.1968
<i>A accepté les parties II et IV à IX.</i>					
Islande	20.02.1961	Israël	16.12.1955	Italie	8.06.1956
<i>A accepté les parties V, VII et IX.</i>					
Japon	2.02.1976	Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	31.08.1964
<i>A accepté les parties III à VI. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>					
<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>					
Mauritanie	15.07.1968	Mexique	12.10.1961	Monténégro	3.06.2006
<i>A accepté les parties V à VII, IX et X.</i>					
Niger	9.08.1966	Norvège	30.09.1954	Pays-Bas	11.10.1962
<i>A accepté les parties V à VIII.</i>					
<i>A accepté les parties II à VII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>					
Pérou	23.08.1961	Pologne	3.12.2003	Portugal	17.03.1994
<i>A accepté les parties II, III, V, VIII et IX. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 48 c) et 55 d).</i>					
République démocratique du Congo	3.04.1987	Roumanie	15.10.2009	Royaume-Uni	27.04.1954
<i>A accepté les parties V, VII, IX et X.</i>					
Sénégal	22.10.1962	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
<i>A accepté les parties VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>					
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>					
Slovénie	29.05.1992	Suède	12.08.1953	Suisse	18.10.1977
<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>					
<i>A accepté les parties II à IV et VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>					
<i>A accepté les parties V à VII, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>					

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

République tchèque	1.01.1993	Turquie	29.01.1975	Uruguay	14.10.2010
<i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement accepte les obligations de la convention pour les parties II et VIII sous réserve des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d) et 48 c).</i>		<i>A accepté les parties II, IV, VII et VIII.</i>	
République bolivarienne du Venezuela	5.11.1982				
<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>					

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.09.1955

41 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973
Brésil	18.06.1965	Chili	14.10.1994	Croatie	8.10.1991
<i>A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)</i>					
Equateur	5.02.1962	Espagne	17.08.1965	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
		<i>A l'exception des personnes figurant sous l'article 7, paragraphe 1 d)</i>			
Ghana	27.05.1986	Grèce	18.02.1983	Guatemala	13.06.1989
Guinée équatoriale	12.06.1985	Kirghizistan	31.03.1992	Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975
Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006	Ouzbékistan	13.07.1992
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Pologne	10.03.1976	Portugal	2.05.1985
Fédération de Russie	10.08.1956	Saint-Marin	23.09.1998	Serbie	24.11.2000
		<i>A l'exception du travail figurant sous l'article 7, paragraphe 1 c)</i>			
Sri Lanka	1.04.1993	Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954	Zambie	23.10.1979		

Dénonciation

République bolivarienne du Venezuela 10.08.1982
Dénoncée le 28.10.1985

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 183)

Autriche	4.12.1969	Bélarus	6.11.1956	Belize	6.03.2000
	Dénoncée le 30.04.2004		Dénoncée le 10.02.2004		Dénoncée le 9.11.2005
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Cuba	7.09.1954	Hongrie	8.06.1956
	Dénoncée le 18.01.2010		Dénoncée le 1.06.2004		Dénoncée le 4.11.2003
Italie	5.05.1971	Luxembourg	10.12.1969	République de Moldova	14.02.1997
	Dénoncée le 7.02.2001		Dénoncée le 8.04.2008		Dénoncée le 28.08.2006
Pays-Bas	18.09.1981	Slovénie	29.05.1992		
	Dénoncée le 15.01.2009				

Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

Adoptée à la 38e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.06.1958

26 ratifications

Angola	4.06.1976	Brésil	18.06.1965	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	4.03.1969	Cuba	15.08.1957	République dominicaine	10.02.1958

Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

Egypte	18.12.1958	El Salvador	18.11.1958	Equateur	3.10.1969
Guatemala	14.06.1988	Guinée-Bissau	21.02.1977	République islamique d'Iran	13.04.1959
Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Malawi	22.03.1965
Maroc	27.03.1963	Niger	23.03.1962	Nigéria	25.10.1962
Nouvelle-Zélande	28.06.1956	Panama	19.06.1970	Portugal	12.04.1960
				Dénoncée le	7.10.2009
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957	Thaïlande	29.07.1964
Tunisie	17.12.1962	Yémen	22.08.1969		

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.01.1959

170 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	22.06.1959	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.01.1960
Arménie	17.12.2004	Australie	7.06.1960	Autriche	5.03.1958
Azerbaïdjan	9.08.2000	Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	14.07.1998
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	25.09.1995
Belgique	23.01.1961	Belize	15.12.1983	Bénin	22.05.1961
Etat plurinational de Bolivie	11.06.1990	Bosnie-Herzégovine	15.11.2000	Botswana	5.06.1997
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	23.03.1999	Burkina Faso	25.08.1997
Burundi	11.03.1963	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	3.09.1962
Canada	14.07.1959	Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964
Chili	1.02.1999	Chypre	23.09.1960	Colombie	7.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	Costa Rica	4.05.1959
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	5.03.1997	Cuba	2.06.1958
Danemark	17.01.1958	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	23.06.1958
Dominique	28.02.1983	Egypte	23.10.1958	El Salvador	18.11.1958
Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	5.02.1962	Erythrée	22.02.2000
Espagne	6.11.1967	Estonie	7.02.1996	Etats-Unis	25.09.1991
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	15.07.2003	Fidji	19.04.1974
Finlande	27.05.1960	France	18.12.1969	Gabon	29.05.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	23.09.1996	Ghana	15.12.1958
Grèce	30.03.1962	Grenade	9.07.1979	Guatemala	9.12.1959
Guinée	11.07.1961	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haïti	4.03.1958	Honduras	4.08.1958
Hongrie	4.01.1994	Inde	18.05.2000	Indonésie	7.06.1999
République islamique d'Iran	13.04.1959	Iraq	15.06.1959	Irlande	11.06.1958
Islande	29.11.1960	Israël	10.04.1958	Italie	15.03.1968
Jamaïque	26.12.1962	Jordanie	31.03.1958	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	18.02.1999	Kiribati	3.02.2000
Koweït	21.09.1961	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	27.01.1992
Liban	1.06.1977	Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964	Madagascar	6.06.2007
Malawi	19.11.1999	Mali	28.05.1962	Malte	4.01.1965
Maroc	1.12.1966	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	3.04.1997
Mexique	1.06.1959	République de Moldova	10.03.1993	Mongolie	15.03.2005
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Namibie	15.11.2000
Népal	30.08.2007	Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962
Nigéria	17.10.1960	Norvège	14.04.1958	Nouvelle-Zélande	14.06.1968
Oman	21.07.2005	Ouganda	4.06.1963	Ouzbékistan	15.12.1997
Pakistan	15.02.1960	Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	18.02.1959	Pérou	6.12.1960
Philippines	17.11.1960	Pologne	30.07.1958	Portugal	23.11.1959
Qatar	2.02.2007	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	3.08.1998
Royaume-Uni	30.12.1957	Fédération de Russie	2.07.1998	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	1.02.1995

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Sénégal	28.07.1961	Serbie	10.07.2003	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	29.09.1997	Slovénie	24.06.1997
Somalie	8.12.1961	Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	7.01.2003
Suède	2.06.1958	Suisse	18.07.1958	Suriname	15.06.1976
Swaziland	28.02.1979	République arabe syrienne	23.10.1958	Tadjikistan	23.09.1999
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	8.06.1961	République tchèque	6.08.1996
Thaïlande	2.12.1969	Togo	10.07.1999	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	12.01.1959	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	29.03.1961
Ukraine	14.12.2000	Uruguay	22.11.1968	Vanuatu	28.08.2006
République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964	Yémen	14.04.1969	Zambie	22.02.1965
Zimbabwe	27.08.1998				

Dénonciation

Malaisie	13.10.1958	Singapour	25.10.1965
Dénoncée le 10.01.1990		Dénoncée le 19.04.1979	

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.03.1959

63 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	26.02.1968
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).</i>			
Etat plurinational de Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.06.1965
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a), c) et d).</i>	
Bulgarie	22.07.1960	Cameroun	13.05.1988	Chypre	20.12.1966
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	4.05.1959
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Croatie	8.10.1991	Cuba	2.06.1958	Danemark	17.01.1958
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a).</i>	
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	23.06.1958	Egypte	23.10.1958
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Equateur	3.10.1969	Espagne	5.05.1971	Ethiopie	28.01.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	5.05.1971	Gabon	26.04.1973
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Ghana	15.12.1958	Grèce	28.08.1981	Guatemala	9.12.1959
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>	
Guinée-Bissau	21.02.1977				

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Haïti	4.03.1958	Honduras	20.06.1960	Indonésie	23.08.1972
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
République islamique d'Iran	22.01.1968	Iraq	5.07.1960	Israël	19.06.1961
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Italie	12.08.1963	Jordanie	23.07.1979	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	21.09.1961	Lettonie	8.03.1993	Liban	1.06.1977
Malte	9.06.1988	Maroc	22.07.1974	Mexique	1.06.1959
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Monténégro	3.06.2006	Pakistan	15.02.1960	Paraguay	21.03.1966
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Pays-Bas	2.05.2001	Pérou	11.07.1988	Portugal	24.10.1960
Fédération de Russie	22.09.1967	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Serbie	24.11.2000
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	27.10.1983	Suriname	15.06.1976
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
République arabe syrienne	23.10.1958	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	28.05.1958
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	28.06.1973		

Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 2.06.1959

27 ratifications

Angola	4.06.1976	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	19.11.1958
Cuba	2.06.1958	République dominicaine	23.06.1958	Egypte	14.01.1959
El Salvador	18.11.1958	Ghana	15.12.1958	Guinée-Bissau	21.02.1977
Haïti	4.03.1958	Inde	29.09.1958	Iraq	16.07.1986
Malawi	22.03.1965	Pakistan	15.02.1960	Panama	4.06.1971
Portugal	22.11.1960	République arabe syrienne	14.01.1959	Tunisie	17.12.1962
Dénoncée le 7.10.2009					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 169)

Argentine	18.01.1960	Etat plurinational de Bolivie	12.01.1965	Brésil	18.06.1965
Dénoncée le 3.07.2000					
Colombie	4.03.1969	Costa Rica	4.05.1959	Equateur	3.10.1969
Dénoncée le 7.08.1991					
Mexique	1.06.1959	Paraguay	20.02.1969	Pérou	6.12.1960
Dénoncée le 5.09.1990					
Dénoncée le 11.12.1991					
Dénoncée le 2.04.1993					
Dénoncée le 10.08.1993					
Dénoncée le 25.07.2002					
Dénoncée le 15.05.1998					
Dénoncée le 2.02.1994					

Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958

Adoptée à la 41e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.02.1961

64 ratifications

Algérie	13.08.1991	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Barbade	8.05.1967	Bélarus	28.02.1994	Belize	15.12.1983
Bulgarie	26.01.1977	Cameroun	29.11.1982	Canada	31.05.1967
Cuba	30.12.1975	Danemark	26.10.1970	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Espagne	5.05.1971	Estonie	11.12.1996
Fidji	19.04.1974	Finlande	26.10.1970	Ghana	19.02.1960
Grèce	9.10.1963	Grenade	9.07.1979	Guatemala	28.11.1960
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Honduras	20.06.1960
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	17.01.2005	République islamique d'Iran	13.03.1967
Iraq	23.09.1986	Irlande	17.06.1961	Islande	26.10.1970
Italie	12.08.1963	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Libéria	8.07.1981	Lituanie	19.11.1997	Luxembourg	15.02.1991
Malte	4.01.1965	Maroc	15.10.2001	Maurice	2.12.1969
Mexique	11.09.1961	Norvège	26.10.1970	Panama	19.06.1970
Pologne	15.03.1993	Portugal	3.08.1967	Roumanie	20.09.1976
Royaume-Uni	18.02.1964	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
<i>Conformément aux dispositions de l'article 1, paragraphe 2, de la convention, les pêcheurs ne sont pas considérés comme gens de mer aux fins de la présente convention.</i>					
Seychelles	6.02.1978	Slovénie	30.01.2003	Sri Lanka	24.11.1995
Suède	26.10.1970	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie - Tanganyika	26.11.1962
République tchèque	6.08.1996	Tunisie	26.10.1959	Turquie	7.02.2005
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 185)

Azerbaïdjan	19.05.1992	Brésil	5.11.1963	France	8.06.1967
	Dénoncée le 17.07.2006		Dénoncée le 21.01.2010		Dénoncée le 27.04.2004
République de Moldova	23.03.2000	Fédération de Russie	4.11.1969		
	Dénoncée le 28.08.2006		Dénoncée le 26.02.2010		

Convention (n° 110) sur les plantations, 1958

Adoptée à la 42e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1960

12 ratifications

Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	30.12.1958	Equateur	3.10.1969
		<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>			
Guatemala	4.08.1961	Mexique	20.06.1960	Nicaragua	1.10.1981
Panama	15.07.1971	Philippines	10.10.1968	Sri Lanka	24.04.1995
				<i>En application de l'article 3, paragraphe 1 b), les parties II, III, V, VI, X et XII ont été exclues</i>	
Uruguay	28.06.1973				
	<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>				

Dénonciation

Brésil	1.03.1965	Libéria	22.07.1959
	Dénoncée le 28.08.1970		Dénoncée le 22.01.1971

Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958

Adopté à la 68e session de la CIT

2 ratifications

Cuba	11.01.1984	Uruguay	17.12.1984
------	------------	---------	------------

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Adoptée à la 42e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1960

168 ratifications

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Afghanistan	1.10.1969	Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	15.06.1961	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.06.1968
Arménie	29.07.1994	Australie	15.06.1973	Autriche	10.01.1973
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	26.09.2000
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974	Bélarus	4.08.1961
Belgique	22.03.1977	Belize	22.06.1999	Bénin	22.05.1961
Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997
Brésil	26.11.1965	Bulgarie	22.07.1960	Burkina Faso	16.04.1962
Burundi	25.06.1993	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	13.05.1988
Canada	26.11.1964	Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964
Chili	20.09.1971	Chine	12.01.2006	Chypre	2.02.1968
Colombie	4.03.1969	Comores	17.03.2004	Congo	26.11.1999
République de Corée	4.12.1998	Costa Rica	1.03.1962	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	26.08.1965	Danemark	22.06.1960
Djibouti	28.02.2005	République dominicaine	13.07.1964	Dominique	28.02.1983
Egypte	10.05.1960	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	28.06.2001
Equateur	10.07.1962	Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967
Estonie	17.08.2005	Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	17.04.2002	Finlande	23.04.1970	France	28.05.1981
Gabon	29.05.1961	Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993
Ghana	4.04.1961	Grèce	7.05.1984	Grenade	14.05.2003
Guatemala	11.10.1960	Guinée	1.09.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	13.06.1975	Haïti	9.11.1976
Honduras	20.06.1960	Hongrie	20.06.1961	Inde	3.06.1960
Indonésie	7.06.1999	République islamique d'Iran	30.06.1964	Iraq	15.06.1959
Irlande	22.04.1999	Islande	29.07.1963	Israël	12.01.1959
Italie	12.08.1963	Jamaïque	10.01.1975	Jordanie	4.07.1963
Kazakhstan	6.12.1999	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	31.03.1992
Kiribati	17.06.2009	Koweït	1.12.1966	République démocratique populaire lao	13.06.2008
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Libéria	22.07.1959	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	11.08.1961	Malawi	22.03.1965
Mali	2.03.1964	Malte	1.07.1968	Maroc	27.03.1963
Maurice	18.12.2002	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	11.09.1961
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	6.06.1977	Namibie	13.11.2001	Népal	19.09.1974
Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962	Nigéria	2.10.2002
Norvège	24.09.1959	Nouvelle-Zélande	3.06.1983	Ouganda	2.06.2005
Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	24.01.1961	Panama	16.05.1966
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	15.03.1973
Pérou	10.08.1970	Philippines	17.11.1960	Pologne	30.05.1961
Portugal	19.11.1959	Qatar	18.08.1976	République démocratique du Congo	20.06.2001
Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni	8.06.1999	Fédération de Russie	4.05.1961
Rwanda	2.02.1981	Sainte-Lucie	18.08.1983	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000
Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2001	Samoa	30.06.2008
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	13.11.1967	Serbie	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	14.10.1966	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	8.12.1961	Soudan	22.10.1970
Sri Lanka	27.11.1998	Suède	20.06.1962	Suisse	13.07.1961
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	10.05.1960	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	26.02.2002	Tchad	29.03.1966	République tchèque	1.01.1993
Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	26.11.1970	Tunisie	14.09.1959
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	19.07.1967	Ukraine	4.08.1961
Uruguay	16.11.1989	Vanuatu	28.07.2006	République bolivarienne du Venezuela	3.06.1971
Viet Nam	7.10.1997	Yémen	22.08.1969	Zambie	23.10.1979
Zimbabwe	23.06.1999				

Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

29 ratifications

Australie	15.06.1971	Equateur	10.03.1969	Guatemala	2.08.1961
Libéria	16.05.1960	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	9.08.1961
Pérou	4.04.1962	Suriname	15.06.1976		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	11.08.1964	Allemagne	11.02.1963	Belgique	8.05.1963
Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 19.04.1988	
Bulgarie	2.03.1961	Costa Rica	29.12.1964	Cuba	5.02.1971
Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 19.06.1976	
Danemark	27.02.1962	Espagne	7.08.1961	France	8.06.1967
Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 13.07.1990	
Guinée	7.11.1960	Israël	19.06.1961	Italie	5.05.1971
Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 28.07.1981	
Kenya	9.02.1971	Norvège	22.01.1963	Panama	19.06.1970
Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 31.10.2000	
Pays-Bas	15.02.1965	Pologne	20.06.1966	Fédération de Russie	4.05.1961
Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 3.05.1979	
Tunisie	14.01.1963	Ukraine	4.08.1961	Uruguay	28.06.1973
Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977	

Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

30 ratifications

Allemagne	8.10.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	8.05.1963
Brésil	1.03.1965	Bulgarie	2.03.1961	Costa Rica	29.12.1964
Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971	Equateur	10.03.1969
Espagne	7.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	8.06.1967
Guatemala	2.08.1961	Guinée	7.11.1960	Kirghizistan	31.03.1992
Libéria	16.05.1960	Monténégro	3.06.2006	Norvège	5.12.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1988	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.01.1980	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.01.1963
Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine 2.06.1993

Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

23 ratifications

Allemagne	1.07.1964	Belgique	8.05.1963	Chypre	20.12.1966
Costa Rica	29.12.1964	Equateur	5.04.1978	Espagne	7.08.1961
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	8.06.1967	Guatemala	2.08.1961
Guinée	7.11.1960	Italie	10.04.1962	Libéria	16.05.1960
Mauritanie	8.11.1963	Monténégro	3.06.2006	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	8.08.1980	Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	20.12.1974
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.01.1963
Uruguay	28.06.1973				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine 2.06.1993

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

Adoptée à la 44e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1962

48 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Argentine	15.06.1978	Azerbaïdjan	19.05.1992
Barbade	8.05.1967	Bélarus	26.02.1968	Belgique	2.07.1965
Belize	15.12.1983	Brésil	5.09.1966	Chili	14.10.1994
Danemark	7.02.1974	Djibouti	3.08.1978	Egypte	18.03.1964
Equateur	9.03.1970	Espagne	17.07.1962	Finlande	16.10.1978
France	18.11.1971	Ghana	7.11.1961	Grèce	4.06.1982
Guinée	12.12.1966	Guyana	8.06.1966	Hongrie	8.06.1968
Inde	17.11.1975	Iraq	26.10.1962	Italie	5.05.1971
Japon	31.07.1973	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	6.12.1977	Luxembourg	8.04.2008	Mexique	19.10.1983
Nicaragua	1.10.1981	Norvège	17.06.1961	Paraguay	10.07.1967
Pays-Bas	29.11.1966	Pologne	23.12.1964	Portugal	17.03.1994
Royaume-Uni	9.03.1962	Fédération de Russie	22.09.1967	Slovaquie	1.01.1993
Sri Lanka	18.06.1986	Suède	12.04.1961	Suisse	29.05.1963
République arabe syrienne	15.01.1964	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Turquie	15.11.1968	Ukraine	19.06.1968	Uruguay	22.09.1992

Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

Adoptée à la 45e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.02.1962

77 ratifications

Afrique du Sud	9.08.1963	Allemagne	7.10.1963	Australie	29.10.1963
Autriche	14.11.1963	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bélarus	11.03.1970	Etat plurinational de Bolivie	12.01.1965	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	5.09.1966	Bulgarie	3.10.1969	Burkina Faso	16.04.1962
Cameroun	29.12.1964	Canada	25.04.1962	République centrafricaine	10.06.1963
Chypre	20.07.1964	Colombie	4.03.1969	Côte d'Ivoire	2.01.1963
Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971	Danemark	10.07.1962
Egypte	26.03.1962	Equateur	10.03.1969	Espagne	17.07.1962
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	1.06.1964
France	8.06.1967	Ghana	27.08.1963	Guatemala	25.01.1965
Honduras	17.11.1964	Inde	21.06.1962	Iraq	26.10.1962
Irlande	27.02.1963	Israël	24.05.1963	Japon	29.04.1971
Jordanie	4.07.1963	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.04.1963
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	4.03.1964	Madagascar	1.06.1964
Maroc	14.11.1962	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	3.11.1966
Monténégro	3.06.2006	Niger	23.03.1962	Nigéria	27.06.1962
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	1.03.1963	Pakistan	17.11.1967
Panama	19.06.1970	Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	13.11.1964
Pologne	22.04.1964	République démocratique du Congo	5.09.1967	Roumanie	9.04.1965
Royaume-Uni	9.03.1962	Fédération de Russie	4.11.1969	Sénégal	13.11.1967
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	26.04.1974	Suède	3.04.1962	Suisse	5.11.1962
République arabe syrienne	10.08.1965	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	5.02.1962
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	24.09.1962	Tunisie	15.01.1962
Turquie	2.09.1968	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973
République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964	Viet Nam	3.10.1994		

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

Adoptée à la 46e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.04.1964

32 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Brésil	24.03.1969
---------	------------	-------------------------------	------------	--------	------------

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

République centrafricaine	9.06.1964	Costa Rica	27.01.1966	Equateur	3.10.1969
Espagne	8.05.1973	Géorgie	21.10.1997	Ghana	18.06.1964
Guatemala	13.06.1989	Guinée	12.12.1966	Israël	15.01.1964
Italie	27.12.1966	Jamaïque	4.01.1966	Jordanie	7.03.1963
Koweït	23.04.1963	Madagascar	1.06.1964	Malte	9.06.1988
République de Moldova	12.08.1996	Nicaragua	1.10.1981	Niger	23.11.1964
Panama	4.06.1971	Paraguay	20.02.1969	Portugal	9.01.1981
République démocratique du Congo	5.09.1967	Roumanie	6.06.1973	Sénégal	13.11.1967
Soudan	22.10.1970	République arabe syrienne	11.12.1964	Tunisie	14.04.1970
République bolivarienne du Venezuela	6.09.1983	Zambie	2.12.1964		

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

Adoptée à la 46e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.04.1964

38 ratifications

Allemagne	19.03.1971	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974
<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>		<i>A accepté les branches b), c) et e) à g)</i>	
Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Brésil	24.03.1969	Cap-Vert	8.07.1987
<i>A accepté les branches a) à c) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>	
République centrafricaine	8.10.1964	Danemark	17.06.1969	Egypte	12.01.1993
<i>A accepté les branches c), e), g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches a) à h)</i>	
Equateur	9.03.1970	Finlande	15.08.1969	France	13.05.1974
<i>A accepté les branches a) à d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches a), b) et g). Le gouvernement a déclaré que les soins médicaux et les indemnités de maladie sont des prestations prévues aux termes de l'article 2, paragraphe 6 a), tandis que les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont accordées au titre de régimes transitoires, mentionnés à l'article 2, paragraphe 6 b).</i>		<i>A accepté les branches a) à d), f), g) et i)</i>	
Guatemala	4.11.1963	Guinée	11.08.1967	Inde	19.08.1964
<i>A accepté la branche c)</i>		<i>A accepté les branches a) à c), e) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à c)</i>	
Iraq	28.04.1978	Irlande	26.11.1964	Israël	9.06.1965
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g), h) et i)</i>		<i>A accepté les branches c), e) à g) et i)</i>	
Italie	5.05.1967	Jordanie	7.03.1963	Kenya	9.02.1971
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches c), d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à f)</i>	
Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Madagascar	22.06.1964	Mauritanie	15.07.1968
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches b) à d) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g) et i)</i>	
Mexique	6.01.1978	Norvège	28.08.1963	Pakistan	27.03.1969
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches f) et i)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>	
Philippines	26.04.1994	République démocratique du Congo	1.11.1967	Rwanda	21.09.1989
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches d), e) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g)</i>	
Suède	25.04.1963	Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	18.11.1963
<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté la branche g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g)</i>	
Tunisie	20.09.1965	Turquie	25.06.1974	Uruguay	22.02.1983
<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à c) et g) à i)</i>	
République bolivarienne du Venezuela	5.11.1982				
<i>A accepté les branches a) à g)</i>					

Dénonciation

Pays-Bas 3.07.1964
Dénoncée le 20.12.2004

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

Adoptée à la 47e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.04.1965

52 ratifications

Algérie	12.06.1969	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	11.03.1970
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	16.04.1992	République centrafricaine	9.06.1964
Chypre	29.03.1965	Congo	23.11.1964	Croatie	8.10.1991
Danemark	22.12.1989	République dominicaine	9.03.1965	Equateur	3.10.1969
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a exclu du champ d'application les machines soumises à l'inspection navale nationale.</i>					
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.08.1969
Ghana	18.03.1965	Guatemala	26.02.1964	Guinée	12.12.1966
Iraq	6.03.1987	Italie	5.05.1971	Japon	31.07.1973
Jordanie	4.05.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.11.1964
Lettonie	8.03.1993	Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	1.06.1964
Malaisie	6.06.1974	Malte	9.06.1988	Maroc	22.07.1974
République de Moldova	4.04.2003	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981
Niger	23.11.1964	Norvège	10.12.1969	Panama	15.07.1971
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a spécifié à quelles entreprises et à quels navires, embarcations et chalands les dispositions de la convention s'appliquent.</i>					
Paraguay	10.07.1967	Pologne	3.02.1977	République démocratique du Congo	5.09.1967
Fédération de Russie	4.11.1969	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	21.04.1964	Slovénie	29.05.1992	Suède	29.12.1964
Suisse	16.06.1992	République arabe syrienne	10.06.1965	Tadjikistan	26.11.1993
<i>En application de l'article 13, le gouvernement n'entend pas faire usage de la possibilité d'étendre aux travailleurs indépendants l'application de ladite convention.</i>					
Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1967	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	2.06.1977				

Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1966

51 ratifications

Algérie	12.06.1969	Allemagne	5.12.1973	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	26.02.1968	Belgique	17.05.1978	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Brésil	24.03.1969	Bulgarie	29.03.1965	République centrafricaine	5.06.2006
Costa Rica	27.01.1966	Cuba	5.02.1971	Danemark	17.06.1970
Djibouti	3.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	16.06.1970
Finlande	23.09.1968	France	6.04.1972	Ghana	21.11.1966
Guatemala	21.10.1975	Guinée	12.12.1966	Indonésie	13.06.1969
Iraq	6.03.1987	Italie	5.05.1971	Japon	21.06.1993
Jordanie	11.03.1965	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	1.06.1977	Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	21.11.1966
Mexique	18.06.1968	Norvège	6.06.1966	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pologne	26.06.1968	Portugal	24.02.1983
République démocratique du Congo	5.09.1967	Royaume-Uni	21.04.1967	Fédération de Russie	22.09.1967
Sénégal	25.04.1966	Slovaquie	1.01.1993	Suède	11.06.1965
Suisse	18.02.1966	République arabe syrienne	10.06.1965	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	6.09.1995	République bolivarienne du Venezuela	3.06.1971	Viet Nam	3.10.1994

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.07.1967

24 ratifications

Allemagne	1.03.1972	Belgique	22.04.1970	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
				<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>	
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Chili	30.09.1999	Chypre	28.07.1966
Croatie	8.10.1991	Equateur	5.04.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>			
Finlande	23.09.1968	Guinée	11.08.1967	Irlande	9.06.1969
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Japon	7.06.1974	Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	24.07.1972
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Monténégro	3.06.2006	Pays-Bas	2.08.1966	République démocratique du Congo	5.09.1967
		<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>			
Sénégal	25.04.1966	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Suède	17.06.1969	Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982
		<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>			

Conformément à l'article 31 de la convention, la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66ème session (1980) porte effet à l'égard des Etats Membres: a) parties à la convention avant le 24 juin 1980 qui ont accepté ladite liste ultérieurement ou b) ayant ratifié la convention après cette date. La liste adoptée en 1964 demeure en vigueur pour les Etats Membres parties à la convention qui ne remplissent pas l'une ou l'autre des conditions ci-dessus.

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1966

104 ratifications

Albanie	7.01.2009	Algérie	12.06.1969	Allemagne	17.06.1971
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.07.1994	Australie	12.11.1969
Autriche	27.07.1972	Azerbaïdjan	19.05.1992	Barbade	15.03.1976
Bélarus	26.02.1968	Belgique	8.07.1969	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	24.03.1969	Bulgarie	9.06.2008
Burkina Faso	28.10.2009	Cambodge	28.09.1971	Cameroun	25.05.1970
Canada	16.09.1966	République centrafricaine	5.06.2006	Chili	24.10.1968
Chine	17.12.1997	Chypre	28.07.1966	Comores	23.10.1978
République de Corée	9.12.1992	Costa Rica	27.01.1966	Croatie	8.10.1991
Cuba	5.02.1971	Danemark	17.06.1970	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	29.03.2001	El Salvador	15.06.1995	Equateur	13.11.1972
Espagne	28.12.1970	Estonie	12.03.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	18.01.2010	Finlande	23.09.1968	France	5.08.1971
Gabon	1.10.2009	Géorgie	22.06.1993	Grèce	7.05.1984
Guatemala	14.09.1988	Guinée	12.12.1966	Honduras	9.06.1980
Hongrie	18.06.1969	Inde	17.11.1998	République islamique d'Iran	10.06.1972
Iraq	2.03.1970	Irlande	20.06.1967	Islande	22.06.1990

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Israël	26.01.1970	Italie	5.05.1971	Jamaïque	10.01.1975
Japon	10.06.1986	Jordanie	10.03.1966	Kazakhstan	6.12.1999
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	3.03.2004	Madagascar	21.11.1966
Maroc	11.05.1979	Mauritanie	30.07.1971	République de Moldova	12.08.1996
Mongolie	24.11.1976	Monténégro	3.06.2006	Mozambique	23.12.1996
Nicaragua	1.10.1981	Norvège	6.06.1966	Nouvelle-Zélande	15.07.1965
Ouganda	23.06.1967	Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	9.01.1967
Pérou	27.07.1967	Philippines	13.01.1976	Pologne	24.11.1966
Portugal	9.01.1981	Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni	27.06.1966
Fédération de Russie	22.09.1967	Rwanda	5.08.2010	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2010
Sénégal	25.04.1966	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970	Suède	11.06.1965
Suriname	15.06.1976	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	17.02.1966	Turquie	13.12.1977
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	2.06.1977	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982
Yémen	30.01.1989	Zambie	23.10.1979		

Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.11.1967

41 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Australie	12.12.1971	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Cameroun	6.11.1970	Chypre	11.04.1967	Equateur	10.03.1969
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Espagne	6.11.1967	Gabon	18.10.1968	Inde	20.03.1975
<i>Age minimum spécifié: pour les apprentis, sous certaines conditions, 16 ans; pour les autres catégories de travailleurs, 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Malaisie	6.06.1974	Mexique	29.08.1968	Mongolie	3.12.1981
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Nigéria	14.05.1974	Ouganda	23.06.1967	Paraguay	10.10.1968
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	
Rwanda	1.06.1970	Slovaquie	1.01.1993	Swaziland	5.06.1981
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
République arabe syrienne	26.06.1972	République tchèque	1.01.1993	Turquie	8.12.1992
<i>Age minimum spécifié: 17 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 18 ans et interdiction absolue pour les femmes</i>	
Viet Nam	20.02.1995				
<i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>					

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Bélarus	11.03.1970	Belgique	17.05.1978	Bulgarie	3.10.1969
Dénoncée le 13.08.1980		Dénoncée le 6.03.1989		Dénoncée le 23.04.1980	
Djibouti	3.08.1978	France	18.11.1971	Hongrie	8.06.1968
Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 28.05.1998	
Italie	5.05.1971	Jordanie	6.06.1966	Kenya	20.06.1968
Dénoncée le 27.11.1981		Dénoncée le 23.03.1998		Dénoncée le 9.04.1979	
Madagascar	23.10.1967	Panama	24.09.1970	Pays-Bas	8.04.1969
Dénoncée le 8.06.2005		Dénoncée le 31.10.2000		Dénoncée le 14.09.1976	
Pologne	30.09.1969	Fédération de Russie	4.11.1969	Suisse	10.11.1966
Dénoncée le 21.08.2000		Dénoncée le 25.07.1980		Dénoncée le 17.08.1999	
Thaïlande	5.04.1968	Tunisie	24.07.1967	Ukraine	17.06.1970
Dénoncée le 11.05.2004		Dénoncée le 20.11.2000		Dénoncée le 30.07.1980	
Zambie	3.04.1967				
Dénoncée le 13.10.1999					

Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.12.1967

41 ratifications

Argentine	20.06.1985	Autriche	8.12.1971	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	11.03.1970	Belgique	6.05.1977	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Brésil	21.08.1970	Bulgarie	3.10.1969	Chypre	18.01.1967
Djibouti	3.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	30.11.1971
Finlande	23.09.1968	France	5.08.1971	Gabon	18.10.1968
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.06.1989	Hongrie	8.06.1968
Irlande	10.06.1985	Italie	5.05.1971	Jordanie	6.06.1966
Kirghizistan	31.03.1992	Madagascar	23.10.1967	Malte	9.06.1988
Mexique	29.08.1968	Ouganda	23.06.1967	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	8.04.1969	Pologne	26.06.1968
Portugal	2.05.1985	Royaume-Uni	13.12.1966	Fédération de Russie	4.11.1969
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	18.08.1972	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	3.05.1967	Ukraine	17.06.1970
Viet Nam	3.10.1994	Zambie	10.03.1967		

Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966

Adoptée à la 50e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1969

10 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Belgique	22.07.1969	Brésil	21.08.1970
Djibouti	3.08.1978	France	2.04.1970	Panama	19.06.1970
Sénégal	15.07.1968	Sierra Leone	6.11.1967	République arabe syrienne	6.05.1969
Trinité-et-Tobago	14.12.1972				

Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

Adoptée à la 50e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 6.11.1968

23 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	22.07.1969
Brésil	12.04.1994	Danemark	6.06.1978	Djibouti	3.08.1978
Espagne	8.11.1968	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	18.11.1971
Grèce	19.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992	Monténégro	3.06.2006
Norvège	6.07.1967	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	12.05.1976
Royaume-Uni	13.08.1985	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	6.11.1967	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	17.06.1970				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 188)

Bosnie-Herzégovine 2.06.1993

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967

Adoptée à la 51e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.03.1970

28 ratifications

Algérie	12.06.1969	Brésil	21.08.1970	Bulgarie	21.06.1978
Chili	3.11.1972	Costa Rica	16.03.1972	Equateur	10.03.1969
Espagne	7.06.1969	France	31.05.1973	Guatemala	25.07.1983
Hongrie	4.01.1994	Inde	26.03.2010	Italie	5.05.1971
Liban	1.06.1977	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	8.04.2008
Madagascar	4.01.1971	Malte	9.06.1988	République de Moldova	9.12.1997
Nicaragua	1.03.1976	Panama	19.06.1970	Pérou	19.06.2008
Pologne	2.05.1973	Portugal	2.10.1985	Roumanie	28.10.1975
Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1975

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967

République bolivarienne du Venezuela 1.02.1984

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

Adoptée à la 51e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.11.1969

16 ratifications

Allemagne <i>A accepté toutes les parties.</i>	15.01.1971	Autriche <i>A accepté la partie III. Conformément à l'article 39, paragraphe 1 b), les agents de la fonction publique sont exclus de l'application de la convention.</i>	4.11.1969	Barbade <i>A accepté les parties II et III.</i>	15.09.1972
Etat plurinational de Bolivie <i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	31.01.1977	Chypre <i>A accepté la partie IV.</i>	7.01.1969	Equateur <i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	5.04.1978
Finlande <i>A accepté toutes les parties.</i>	13.01.1976	Jamahiriya arabe libyenne <i>A accepté toutes les parties.</i>	19.06.1975	Norvège <i>A accepté toutes les parties.</i>	1.11.1968
Pays-Bas <i>A accepté toutes les parties.</i>	27.10.1969	Slovaquie <i>A accepté la partie III.</i>	1.01.1993	Suède <i>A accepté toutes les parties.</i>	26.07.1968
Suisse <i>A accepté toutes les parties.</i>	13.09.1977	République tchèque <i>A accepté la partie III.</i>	1.01.1993	Uruguay <i>A accepté toutes les parties.</i>	28.06.1973
République bolivarienne du Venezuela <i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	1.12.1983				

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

Adoptée à la 53e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.01.1972

50 ratifications

Albanie <i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a) et b)</i>	11.10.2007	Allemagne	26.09.1973	Argentine	20.06.1985
Azerbaïdjan	9.08.2000	Belgique	8.09.1997	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burkina Faso	21.05.1974	Colombie	16.11.1976
Costa Rica	16.03.1972	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Croatie	8.10.1991
Danemark	30.11.1972	Egypte	20.06.2003	El Salvador	15.06.1995
Espagne	5.05.1971	Estonie	1.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	18.01.2010	Finlande	3.09.1974	France	28.12.1972
Guatemala	20.05.1994	Guyana	19.01.1971	Hongrie	4.01.1994
Islande	24.03.2009	Italie	23.06.1981	Kazakhstan	6.07.2001
Kenya	9.04.1979	Lettonie <i>A accepté l'article 5, paragraphe 1 b)</i>	25.07.1994	Luxembourg	8.04.2008
Madagascar	21.12.1971	Malawi	20.07.1971	Malte	9.06.1988
Maroc	11.05.1979	République de Moldova	9.12.1997	Monténégro	3.06.2006
Norvège	14.04.1971	Pays-Bas	29.06.1973	Pologne	2.06.1995
Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975		

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2010	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	17.09.2009
				<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a), b) et c)</i>	
Slovénie	29.05.1992	Suède	14.05.1970	République arabe syrienne	18.04.1972
Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973	Zimbabwe	16.09.1993

Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

Adoptée à la 53e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.05.1972

15 ratifications

Allemagne	8.08.1974	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Costa Rica	16.03.1972
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>			
Danemark	6.06.1978	Equateur	5.04.1978	Finlande	3.09.1974
		<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20; 26 paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>			
Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	3.07.1980	Norvège	15.02.1972
Pays-Bas	17.01.2006	Slovaquie	1.01.1993	Suède	14.05.1970
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982

Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

Adoptée à la 54e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.04.1972

51 ratifications

Albanie	18.08.2004	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.04.2005
Australie	15.06.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	4.05.1983	Burkina Faso	21.05.1974
Cameroun	6.07.1973	République centrafricaine	5.06.2006	Chili	13.09.1999
République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	8.06.1979	Cuba	5.01.1972
Egypte	12.05.1976	El Salvador	15.06.1995	Equateur	2.12.1970
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	28.12.1972
Guatemala	14.06.1988	Guyana	10.01.1983	Iraq	16.05.1974
Japon	29.04.1971	Kenya	9.04.1979	Kirghizistan	12.01.2007
Lettonie	8.03.1993	Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971
Lituanie	26.09.1994	Malte	9.06.1988	Mexique	18.04.1973
République de Moldova	23.03.2000	Monténégro	3.06.2006	Népal	19.09.1974
Nicaragua	1.03.1976	Niger	24.04.1980	Pays-Bas	10.10.1973
Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	17.03.1975	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	18.04.1972	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Ukraine	1.03.2006
Uruguay	2.06.1977	Yémen	29.07.1976	Zambie	20.06.1972

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Adoptée à la 54e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

36 ratifications

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Allemagne	1.10.1975	Arménie	27.01.2006	Belgique	2.06.2003
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 28 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	23.09.1998	Burkina Faso	12.07.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 30 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Cameroun	7.08.1973	Croatie	8.10.1991	Espagne	30.06.1972
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.01.1990	Guinée	2.06.1977
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Hongrie	19.08.1998	Iraq	19.02.1974	Irlande	20.06.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Italie	28.07.1981	Kenya	9.04.1979	Lettonie	10.06.1994
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Luxembourg	1.10.1979	Madagascar	8.02.1972	Malte	9.06.1988
<i>Durée du congé spécifiée: 25 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
République de Moldova	27.01.1998	Monténégro	3.06.2006	Norvège	22.06.1973
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Portugal	17.03.1981	Fédération de Russie	6.09.2010	Rwanda	13.05.1991
<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 28 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	7.06.1978
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 5 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Suisse	9.07.1992	Tchad	15.12.2000	République tchèque	23.08.1996
<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines pour les travailleurs et 5 semaines pour les travailleurs de moins de 20 ans. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Ukraine	25.10.2001	Uruguay	2.06.1977	Yémen	1.11.1976
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours pour les ouvriers et 30 jours pour les employés. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	

Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970

Adoptée à la 55e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.08.1991

32 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belize	15.07.2005	Brésil	16.04.1992	Côte d'Ivoire	19.06.1972
Danemark	10.07.2003	Finlande	22.11.1974	France	24.03.1972
Grèce	24.09.1986	Guinée	26.05.1977	Israël	21.08.1980
Italie	23.06.1981	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	13.01.2006
Liban	6.12.1993	Libéria	8.05.1978	Luxembourg	30.11.2005
République de Moldova	12.12.2005	Nigéria	12.06.1973	Norvège	14.03.1975
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Pays-Bas	8.01.1985	Pologne	9.10.1975

Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970

Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	26.03.1981	Fédération de Russie	27.08.1990
Suède	17.02.1972	Tadjikistan	26.11.1993	Turquie	17.03.2005
Ukraine	24.08.1993	Uruguay	2.06.1977		

Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

Adoptée à la 55e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1973

29 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belize	15.07.2005
Brésil	25.07.1996	Costa Rica	8.06.1979	Danemark	28.07.1980
Egypte	4.08.1982	Espagne	30.11.1971	Finlande	22.11.1974
France	27.02.1978	Grèce	8.06.1977	Guinée	26.05.1977
Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981	Japon	3.07.1978
Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992	Mexique	2.05.1974
Nigéria	12.06.1973	Norvège	9.03.1976	Nouvelle-Zélande	31.05.1977
Pologne	26.06.1980	Roumanie	28.10.1975	Fédération de Russie	5.10.1987
Suède	17.02.1972	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Turquie	17.03.2005	Uruguay	2.06.1977		

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Adoptée à la 56e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

84 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	6.06.2006	Allemagne	26.09.1973
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	23.11.2006	Arménie	29.07.1994
Australie	26.02.1993	Autriche	6.08.1973	Azerbaïdjan	12.08.1993
Barbade	25.04.1977	Belize	22.06.1999	Bénin	11.06.2001
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	21.05.1974
Burundi	10.10.1997	Cameroun	5.04.1976	Chili	13.09.1999
Chypre	3.01.1996	République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	7.12.1977
Côte d'Ivoire	21.02.1973	Croatie	8.10.1991	Cuba	17.11.1972
Danemark	6.06.1978	Dominiq	6.01.2004	Egypte	25.03.1982
El Salvador	6.09.2006	Espagne	21.12.1972	Estonie	7.02.1996
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972
Gabon	13.06.1975	Grèce	27.06.1988	Guinée	26.05.1977
Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972	Iraq	27.07.1972
Italie	23.06.1981	Jordanie	23.07.1979	Kazakhstan	13.12.2000
Kenya	9.04.1979	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	9.10.1979	Mali	12.06.1995
Malte	9.06.1988	Maroc	5.04.2002	Mexique	2.05.1974
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	8.10.1996	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	1.10.1981	Niger	5.04.1972	Norvège	24.11.1976
Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	19.11.1975	Pologne	9.06.1977
Portugal	31.05.1976	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	28.10.1975
Royaume-Uni	15.03.1973	Fédération de Russie	6.09.2010	Rwanda	8.11.1988
Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Sénégal	24.08.1976	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	17.09.2009	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	16.11.1976
Suède	11.08.1972	Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	6.03.1975
République-Unie de Tanzanie	19.08.1983	Tchad	7.01.1998	République tchèque	9.10.2000
Tunisie	25.05.2007	Turquie	12.07.1993	Ukraine	3.09.2003
Yémen	29.07.1976	Zambie	24.05.1973	Zimbabwe	27.08.1998

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

Adoptée à la 56e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.07.1973

38 ratifications

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

Allemagne	26.09.1973	Etat plurinational de Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	24.03.1993	Chili	14.10.1994	Colombie	16.11.1976
Côte d'Ivoire	21.02.1973	Croatie	8.10.1991	Cuba	17.11.1972
Equateur	27.03.1975	Espagne	8.05.1973	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972	Grèce	24.01.1977
Guinée	26.05.1977	Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972
Inde	11.06.1991	Iraq	27.07.1972	Israël	21.06.1979
Italie	23.06.1981	Koweït	29.03.1974	Liban	23.02.2000
Luxembourg	8.04.2008	Malte	18.05.1990	Maroc	22.07.1974
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981	Roumanie	6.11.1975
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suisse	25.03.1975	République arabe syrienne	7.02.1977	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	2.06.1977	Zambie	24.05.1973		

Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973

Adoptée à la 58e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1975

25 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Australie	25.06.1974	Brésil	12.08.1994
Costa Rica	3.07.1975	Cuba	7.01.1975	Egypte	4.08.1982
Espagne	22.04.1975	Finlande	13.01.1976	France	15.02.1977
Guyana	10.01.1983	Iraq	9.03.1978	Italie	23.06.1981
Kenya	9.04.1979	Maurice	18.03.2003	Nicaragua	1.10.1981
Nigéria	22.03.2004	Norvège	21.10.1974	Pologne	22.02.1979
Portugal	9.01.1981	Roumanie	28.10.1975	Fédération de Russie	14.07.2004
Suède	24.07.1974	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Uruguay	31.07.1980

Dénonciation

Pays-Bas 14.09.1976
Dénoncée le 17.02.2006

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Adoptée à la 58e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1976

156 ratifications

Afghanistan	7.04.2010	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	16.02.1998
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Algérie	30.04.1984	Allemagne	8.04.1976	Angola	13.06.2001
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Antigua-et-Barbuda	17.03.1983	Argentine	11.11.1996	Arménie	27.01.2006
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Autriche	18.09.2000	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	31.10.2001
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Barbade	4.01.2000	Bélarus	3.05.1979	Belgique	19.04.1988
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Belize	6.03.2000	Bénin	11.06.2001	Etat plurinational de Bolivie	11.06.1997
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997	Brésil	28.06.2001
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Bulgarie	23.04.1980	Burkina Faso	11.02.1999	Burundi	19.07.2000
<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	13.08.2001	République centrafricaine	28.06.2000
<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	
Chili	1.02.1999	Chine	28.04.1999	Chypre	2.10.1997
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	
Colombie	2.02.2001	Comores	17.03.2004	Congo	26.11.1999
<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>		<i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

République de Corée <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	28.01.1999	Costa Rica <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.06.1976	Côte d'Ivoire <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	7.02.2003
Croatie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.10.1991	Cuba <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.03.1975	Danemark <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.11.1997
Djibouti <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	14.06.2005	République dominicaine <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.06.1999	Dominique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	27.09.1983
Egypte <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.06.1999	El Salvador <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	23.01.1996	Emirats arabes unis <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.1998
Equateur <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	19.09.2000	Erythrée <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	22.02.2000	Espagne <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	16.05.1977
Estonie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.03.2007	Ethiopie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	27.05.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.11.1991
Fidji <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	3.01.2003	Finlande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.01.1976	France <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	13.07.1990
Gabon <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	25.10.2010	Gambie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.09.2000	Géorgie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.09.1996
Grèce <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.03.1986	Grenade <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	14.05.2003	Guatemala <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	27.04.1990
Guinée <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	6.06.2003	Guinée-Bissau <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	5.03.2009	Guinée équatoriale <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	12.06.1985
Guyana <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.04.1998	Haiti <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.06.2009	Honduras <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	9.06.1980
Hongrie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.05.1998	Indonésie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.06.1999	Iraq <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.02.1985
Irlande <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	22.06.1978	Islande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.12.1999	Israël <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	21.06.1979
Italie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	28.07.1981	Jamaïque <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.10.2003	Japon <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	5.06.2000
Jordanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	23.03.1998	Kazakhstan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	18.05.2001	Kenya <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	9.04.1979
Kirghizistan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	31.03.1992	Kiribati <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	17.06.2009	Koweït <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.11.1999
République démocratique populaire lao <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.06.2005	Lesotho <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.06.2001	Lettonie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.2006
Liban <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	10.06.2003	Jamahiriya arabe libyenne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	19.06.1975	Lituanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	22.06.1998
Luxembourg <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.03.1977	Madagascar <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	31.05.2000	Malaisie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.09.1997
Malawi <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	19.11.1999	Mali <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.03.2002	Malte <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	9.06.1988
Maroc <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.01.2000	Maurice <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.07.1990	Mauritanie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.12.2001
République de Moldova <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	21.09.1999	Mongolie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	16.12.2002	Monténégro <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	3.06.2006
Mozambique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	16.06.2003	Namibie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.11.2000	Népal <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	30.05.1997
Nicaragua <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	2.11.1981	Niger <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.12.1978	Nigéria <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.2002
Norvège <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.07.1980	Oman <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	21.07.2005	Ouganda <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	25.03.2003
Ouzbékistan <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.03.2009	Pakistan <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.07.2006	Panama <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	31.10.2000
Papouasie-Nouvelle-Guinée <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	2.06.2000	Paraguay <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.03.2004	Pays-Bas <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.09.1976
Pérou <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.11.2002	Philippines <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	4.06.1998	Pologne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	22.03.1978
Portugal <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	20.05.1998	Qatar <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.01.2006	République démocratique du Congo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	20.06.2001

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Roumanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.11.1975	Royaume-Uni <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	7.06.2000	Fédération de Russie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979
Rwanda <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.04.1981	Saint-Kitts-et-Nevis <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.06.2005	Saint-Marin <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	1.02.1995
Saint-Vincent-et-les Grenadines <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	25.07.2006	Samoa <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.10.2008	Sao Tomé-et-Principe <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.05.2005
Sénégal <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.12.1999	Serbie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.11.2000	Seychelles <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.03.2000
Singapour <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.11.2005	Slovaquie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.09.1997	Slovénie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.05.1992
Soudan <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	7.03.2003	Sri Lanka <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.02.2000	Suède <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.04.1990
Suisse <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.08.1999	Swaziland <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.10.2002	République arabe syrienne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	18.09.2001
Tadjikistan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	16.12.1998	Tchad <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	21.03.2005
République tchèque <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	26.04.2007	Thaïlande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.05.2004	Togo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	16.03.1984
Trinité-et-Tobago <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.09.2004	Tunisie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.10.1995	Turquie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.10.1998
Ukraine <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979	Uruguay <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.1977	République bolivarienne du Venezuela <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.07.1987
Viet Nam <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.06.2003	Yémen <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.06.2000	Zambie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.02.1976
Zimbabwe <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.06.2000				

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

Adoptée à la 59e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1976

38 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	23.08.1976	Argentine	15.06.1978
Belgique	11.10.1996	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	27.06.1990
Croatie	8.10.1991	Danemark	6.06.1978	Egypte	25.03.1982
Equateur	27.03.1975	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	4.05.1977
France	24.08.1994	Guinée	20.04.1976	Guyana	10.01.1983
Hongrie	10.06.1975	Iraq	31.03.1978	Irlande	4.04.1995
Islande	21.06.1991	Italie	23.06.1981	Japon	26.07.1977
Liban	23.02.2000	Luxembourg	8.04.2008	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	1.10.1981	Norvège	14.06.1977	Pérou	16.11.1976
Portugal	3.05.1999	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	23.09.1975	Suisse	28.10.1976
République arabe syrienne	1.02.1979	République tchèque	1.01.1993	Ukraine	17.06.2010
Uruguay	31.07.1980	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983		

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

Adoptée à la 59e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.09.1976

34 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	30.11.1976	Azerbaïdjan	11.03.1993
Belgique	12.01.1993	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	16.04.1992	Chili	13.09.1999	Cuba	30.12.1975
Espagne	18.09.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	24.02.1992
France	20.10.1975	Guinée	20.04.1976	Guyana	10.01.1983

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

Hongrie	10.06.1975	Iraq	9.05.1978	Kenya	9.04.1979
Mexique	17.02.1977	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981
Pays-Bas	14.09.1976	Pologne	23.04.1979	Royaume-Uni	4.12.1975
Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	23.09.1975	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	7.03.2003	République bolivarienne du Venezuela	6.09.1983
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.11.1977

40 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Albanie	18.08.2004	Allemagne	5.12.1978
Autriche	18.09.1978	Belgique	19.12.2003	Belize	22.06.1999
Brésil	27.09.1994	Burkina Faso	25.08.1997	Chypre	28.06.1977
Costa Rica	23.07.1991	Cuba	14.04.1977	Danemark	6.06.1978
El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	28.04.1978
Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984	Grèce	17.10.1989
Guatemala	13.06.1989	Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994
Inde	18.08.1977	Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979
Kenya	9.04.1979	Mali	12.06.1995	Malte	9.06.1988
Mexique	28.06.1978	République de Moldova	4.04.2003	Nicaragua	1.10.1981
Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	26.01.1977	Philippines	18.06.1979
Pologne	29.11.1991	Royaume-Uni	15.02.1977	Suède	19.07.1976
Suisse	23.05.1977	Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983
Zambie	4.12.1978				

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.07.1977

67 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Algérie	26.01.1984	Allemagne	29.12.1980
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	15.06.1978	Australie	10.09.1985
Autriche	2.03.1979	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	3.05.1979
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	24.11.1981	Burkina Faso	28.10.2009
République centrafricaine	5.06.2006	Chypre	28.06.1977	République de Corée	21.01.1994
Cuba	5.01.1978	Danemark	5.06.1981	Egypte	25.03.1982
El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	16.05.1977
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984
Géorgie	22.06.1993	Grèce	17.10.1989	Guinée	5.06.1978
Guyana	10.01.1983	Hongrie	17.06.1976	Inde	25.03.2009
République islamique d'Iran	19.03.2007	Iraq	26.07.1978	Irlande	22.06.1979
Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979	Japon	10.06.1986
Jordanie	23.07.1979	Kenya	9.04.1979	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	8.03.1993	Liban	23.02.2000	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	21.03.2001	Mexique	28.06.1978	République de Moldova	19.12.2001
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	4.11.1977	Niger	28.01.1993
Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	19.06.1979	Pologne	10.10.1979
Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	15.02.1977	Fédération de Russie	3.05.1979
Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	19.07.1976	Suisse	23.05.1977
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	23.02.1989	Turquie	12.07.1993	Ukraine	3.05.1979
République bolivarienne du Venezuela	8.10.1984				

Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.12.1978

23 ratifications

Albanie	12.09.2006	Arménie	27.01.2006	Bénin	11.06.1980
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burkina Faso	9.12.1977	Cameroun	4.07.1978
Chypre	28.06.1977	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée	5.06.1978
Italie	23.06.1981	Kenya	9.04.1979	Monténégro	3.06.2006
Norvège	24.01.1979	Ouganda	31.03.1978	Philippines	14.09.2006
Portugal	12.12.1978	Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	28.12.1982	Tadjikistan	10.04.2007
Togo	8.11.1983	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983		

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Adoptée à la 61e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.05.1978

128 ratifications

Afghanistan	7.04.2010	Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	30.06.1999
Algérie	12.07.1993	Allemagne	23.07.1979	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Argentine	13.04.1987	Arménie	29.04.2005	Australie	11.06.1979
Autriche	2.03.1979	Azerbaïdjan	12.08.1993	Bahamas	16.08.1979
Bangladesh	17.04.1979	Barbade	6.04.1983	Bélarus	15.09.1993
Belgique	29.10.1982	Belize	6.03.2000	Bénin	11.06.2001
Bosnie-Herzégovine	11.07.2006	Botswana	5.06.1997	Bésil	27.09.1994
Bulgarie	12.06.1998	Burkina Faso	25.07.2001	Burundi	10.10.1997
République centrafricaine	5.06.2006	Chili	29.07.1992	Chine	2.11.1990
Chypre	28.06.1977	Colombie	9.11.1999	Congo	26.11.1999
République de Corée	15.11.1999	Costa Rica	29.07.1981	Côte d'Ivoire	5.06.1987
Danemark	6.06.1978	Djibouti	28.02.2005	République dominicaine	15.06.1999
Dominique	29.04.2002	Egypte	25.03.1982	El Salvador	15.06.1995
Equateur	23.11.1979	Espagne	13.02.1984	Estonie	22.03.1994
Etats-Unis	15.06.1988	Ex-République yougoslave de Macédoine	8.12.2005	Fidji	18.05.1998
Finlande	2.10.1978	France	8.06.1982	Gabon	6.12.1988
Grèce	28.08.1981	Grenade	25.10.1994	Guatemala	13.06.1989
Guinée	16.10.1995	Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994
Inde	27.02.1978	Indonésie	17.10.1990	Iraq	11.09.1978
Irlande	22.06.1979	Islande	30.06.1981	Israël	21.01.2010
Italie	18.10.1979	Jamaïque	23.10.1996	Japon	14.06.2002
Jordanie	5.08.2003	Kazakhstan	13.12.2000	Kenya	6.06.1990
Kirghizistan	12.01.2007	Koweït	15.08.2000	République démocratique populaire lao	29.10.2010
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	25.07.1994	Libéria	25.03.2003
Lituanie	26.09.1994	Madagascar	22.04.1997	Malaisie	14.06.2002
Malawi	1.10.1986	Mali	23.01.2008	Maurice	14.06.1994
Mexique	28.06.1978	République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	10.08.1998
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	23.12.1996	Namibie	3.01.1995
Népal	21.03.1995	Nicaragua	1.10.1981	Nigéria	3.05.1994
Norvège	9.08.1977	Nouvelle-Zélande	5.06.1987	Ouganda	13.01.1994
Pakistan	25.10.1994	Pays-Bas	27.07.1978	Pérou	8.11.2004
Philippines	10.06.1991	Pologne	15.03.1993	Portugal	9.01.1981
République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	9.12.1992	Royaume-Uni	15.02.1977
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	23.05.1985	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2010
Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Sénégal	19.11.2004	Serbie	13.05.2005
Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	21.01.1985	Singapour	4.10.2010

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Slovaquie	10.02.1997	Sri Lanka	17.03.1994	Suède	16.05.1977
Suisse	28.06.2000	Suriname	16.11.1979	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	28.05.1985	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Tchad	7.01.1998
République tchèque	9.10.2000	Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	7.06.1995
Turquie	12.07.1993	Ukraine	16.05.1994	Uruguay	22.05.1987
République bolivarienne du Venezuela	17.06.1983	Viet Nam	9.06.2008	Yémen	15.06.2000
Zambie	4.12.1978	Zimbabwe	14.12.1989		

Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.05.1979

17 ratifications

Brésil	18.05.1990	Costa Rica	16.06.1981	Cuba	9.02.1979
Egypte	17.03.1983	Espagne	28.04.1978	Finlande	2.10.1978
France	3.05.1978	Hongrie	8.06.1978	Iraq	14.11.1979
Italie	23.06.1981	Maroc	7.03.1980	Norvège	24.01.1979
Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Pays-Bas	10.01.1979	Pologne	10.10.1979
Portugal	23.05.1983	Suède	6.10.1981		

Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1979

17 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Brésil	24.09.1998	Bulgarie	12.06.2003
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Cameroun	13.06.1978	Espagne	9.03.1979	Finlande	15.01.1990
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 60 jours consécutifs pour les officiers et 3 jours consécutifs par mois pour les matelots</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 37, 40 ou 60 jours selon les différentes catégories de navigation, et 44, 60 ou 64 jours pour les congés exceptionnels, selon les cargaisons des différents bateaux</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
France	15.06.1978	Iraq	15.02.1985	Italie	28.07.1981
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 116 jours pour les officiers et marins employés à bord de bateaux de commerce français et un minimum de 111 jours pour les équipages des navires de remorquage et des navires portuaires</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 36 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Kenya	14.09.1990	Luxembourg	30.11.2005	Maroc	10.07.1980
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 3 jours par mois, soit 36 jours.</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Nicaragua	1.10.1981	Pays-Bas	12.11.1980	Portugal	25.06.1984
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Suède	7.06.1978	Turquie	28.07.2005		
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 5 semaines</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>			

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.11.1981

56 ratifications

Albanie	12.12.2007	Algérie	27.06.2006	Allemagne	14.07.1980
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	3.01.2001	Barbade	16.05.1994
Belgique	16.09.1982	Belize	15.07.2005	Bénin	4.02.2010
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Brésil	17.01.1991	Bulgarie	24.02.2003	Canada	25.05.1993
		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Chypre	19.09.1995	Costa Rica	24.06.1981	Croatie	19.07.1996
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Danemark <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	28.07.1980	Dominique	6.01.2004	Egypte	17.03.1983
Espagne	28.04.1978	Estonie <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	1.12.2004	Etats-Unis	15.06.1988
Finlande <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	2.10.1978	France <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	2.05.1978	Ghana	10.05.2005
Grèce <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	18.09.1979	Hongrie <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	30.03.2005	Inde	26.09.1996
Iraq	15.02.1985	Irlande <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	16.12.1992	Islande	11.05.1999
Israël	6.12.1996	Italie	23.06.1981	Japon	31.05.1983
Jordanie	1.04.2004	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	12.11.1998
Liban	6.12.1993	Libéria	8.07.1981	Lituanie <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	14.07.2006
Luxembourg <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	15.02.1991	Malte <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	10.01.2002	Maroc	15.06.1981
Norvège <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	24.01.1979	Pays-Bas <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	25.01.1979	Pérou	6.07.2004
Pologne	2.06.1995	Portugal	2.05.1985	Roumanie <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	15.05.2001
Royaume-Uni <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	28.11.1980	Fédération de Russie	7.05.1991	Seychelles	28.10.2005
Slovénie <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	21.06.1999	Suède <i>A ratifié le protocole de 1996</i>	20.12.1978	Tadjikistan	26.11.1993
Trinité-et-Tobago	3.06.1999	Ukraine	17.03.1994		

Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adopté à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.01.2003

24 ratifications

Albanie	12.12.2007	Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003
Belize <i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	15.07.2005	Bulgarie	9.06.2005	Chypre <i>A accepté la convention n°135 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	9.10.2006
Croatie <i>A accepté la convention n°135 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	6.07.2010	Danemark	10.07.2003	Estonie <i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	1.12.2004
Finlande	4.07.2002	France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002
Hongrie <i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	30.03.2005	Irlande	22.04.1999	Lettonie	15.12.2004
Lituanie	14.07.2006	Luxembourg	30.11.2005	Malte <i>A accepté la convention n° 108 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	10.01.2002
Norvège <i>A accepté la convention n° 164 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>	27.04.2006	Pays-Bas	16.06.2003	Roumanie	15.05.2001
Royaume-Uni	29.06.2001	Slovénie	21.07.2004	Suède	15.12.2000

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977

Adoptée à la 63e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

45 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	1.06.1994
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	14.01.1982	Costa Rica	16.06.1981
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.12.1980	Danemark	8.01.1988
Egypte	4.05.1988	Equateur	11.07.1978	Espagne <i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air et le bruit</i>	17.12.1980

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977

Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.06.1979	France	30.07.1985
Ghana	27.05.1986	Guatemala	22.02.1996	Guinée	8.06.1982
Hongrie	4.01.1994	Iraq	17.04.1985	Italie	28.02.1985
Kazakhstan	30.07.1996	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	4.04.2005	Luxembourg	8.04.2008	Malte	9.06.1988
				<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>	
Monténégro	3.06.2006	Niger	28.01.1993	Norvège	13.03.1979
Pologne	2.12.2004	Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	8.03.1979
				<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>	
Fédération de Russie	3.06.1988	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
				<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>	
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	5.09.1988	Zambie	19.08.1980

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

Adoptée à la 63e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

40 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	17.04.1979	Bélarus	3.05.1979
Belgique	29.03.1988	Congo	24.06.1986	Danemark	5.06.1981
Egypte	3.11.1982	Equateur	11.07.1978	Fidji	28.05.2008
Finlande	8.06.1979	France	10.09.1984	Ghana	27.05.1986
Grèce	17.03.1987	Guatemala	9.05.1995	Guinée	8.06.1982
Guyana	10.01.1983	Iraq	4.06.1980	Italie	28.02.1985
Jamaïque	4.06.1984	Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	8.03.1993	Lituanie	12.06.2007	Luxembourg	8.04.2008
Malawi	1.10.1986	Malte	18.05.1990	Norvège	5.07.1989
Philippines	18.06.1979	Pologne	4.11.1980	Portugal	28.05.1985
Fédération de Russie	3.05.1979	Seychelles	12.10.1993	Slovénie	30.01.2003
Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Ukraine	3.05.1979	Uruguay	31.07.1980	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983
Zambie	19.08.1980				

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978

Adoptée à la 64e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.10.1980

70 ratifications

Albanie	24.07.2002	Algérie	26.01.1984	Allemagne	26.02.1981
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	20.02.2004	Arménie	18.05.2005
Australie	10.09.1985	Bélarus	15.09.1993	Belize	6.03.2000
Bénin	11.06.2001	Burkina Faso	3.04.1980	Cambodge	23.08.1999
République centrafricaine	5.06.2006	Chine	7.03.2002	Chypre	6.07.1981
Congo	24.06.1986	République de Corée	8.12.1997	Costa Rica	25.09.1984
Cuba	29.12.1980	Danemark	5.06.1981	République dominicaine	15.06.1999
Dominique	26.07.2004	Egypte	5.12.1991	El Salvador	2.02.2001
Espagne	3.03.1982	Etats-Unis	3.03.1995	Finlande	25.02.1980
Gabon	11.10.1979	Ghana	27.05.1986	Grèce	31.07.1985
Guinée	8.06.1982	Guyana	10.01.1983	Iraq	10.07.1980
Israël	7.12.1979	Italie	28.02.1985	Jamaïque	4.06.1984
Jordanie	10.07.2003	Kirghizistan	22.12.2003	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	8.03.1993	Liban	4.04.2005	Libéria	2.06.2003

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978

Luxembourg	21.03.2001	Malawi	19.11.1999	Mali	23.01.2008
Maroc	3.04.2009	Maurice	5.04.2004	Mexique	10.02.1982
République de Moldova	10.11.2006	Namibie	28.06.1996	Norvège	19.03.1980
Pays-Bas	8.08.1980	Portugal	9.01.1981	République démocratique du Congo	3.04.1987
Roumanie	4.11.2008	Royaume-Uni	19.03.1980	Fédération de Russie	2.07.1998
Saint-Marin	19.04.1988	Seychelles	23.11.1999	Suède	11.06.1979
Suisse	3.03.1981	Suriname	29.09.1981	République tchèque	9.10.2000
Trinité-et-Tobago	17.08.2007	Tunisie	23.05.1988	Ukraine	10.11.2004
Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983	Zambie	19.08.1980
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

Adoptée à la 64e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.02.1981

48 ratifications

Albanie	30.06.1999	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	21.01.1987
Arménie	29.07.1994	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bélarus	8.09.1997
Belgique	21.05.1991	Belize	22.06.1999	Botswana	22.12.1997
Brésil	15.06.2010	Chili	17.07.2000	Chypre	6.07.1981
Colombie	8.12.2000	Cuba	29.12.1980	Danemark	5.06.1981
El Salvador	6.09.2006	Espagne	18.09.1984	Finlande	25.02.1980
Gabon	1.10.2009	Géorgie	10.10.2003	Ghana	27.05.1986
Grèce	29.07.1996	Guinée	8.06.1982	Guyana	10.01.1983
Hongrie	4.01.1994	Italie	28.02.1985	Lettonie	27.01.1992
Luxembourg	21.03.2001	Mali	12.06.1995	République de Moldova	4.04.2003
Norvège	19.03.1980	Pays-Bas	29.11.1988	Pérou	27.10.1980
Pologne	26.07.1982	Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	19.03.1980
Saint-Marin	19.04.1988	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Seychelles	23.11.1999
Slovaquie	22.02.2010	Slovénie	20.09.2010	Suède	11.06.1979
Suisse	3.03.1981	Suriname	29.09.1981	Tchad	7.01.1998
Turquie	12.07.1993	Uruguay	19.06.1989	Zambie	19.08.1980

Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979

Adoptée à la 65e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.12.1981

26 ratifications

Allemagne	17.12.1982	Brésil	18.05.1990	Chypre	13.11.1987
Congo	24.06.1986	Cuba	15.10.1982	Danemark	22.12.1989
Egypte	3.08.1988	Equateur	20.05.1988	Espagne	3.03.1982
Finlande	3.07.1981	France	30.07.1985	Guinée	8.06.1982
Iraq	17.04.1985	Italie	7.06.2000	Jamaïque	4.11.2005
Liban	6.09.2004	Mexique	10.02.1982	République de Moldova	22.01.2007
Norvège	5.12.1980	Pays-Bas	13.05.1998	Pérou	19.04.1988
Fédération de Russie	14.07.2004	Seychelles	28.10.2005	Suède	13.06.1980
République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Turquie	17.03.2005		

Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

Adoptée à la 65e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.02.1983

9 ratifications

Equateur	20.05.1988	Espagne	7.02.1985	Iraq	17.04.1985
Mexique	10.02.1982	Suisse	4.05.1981	Turquie	17.03.2005
Ukraine	9.06.2008	Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

41 ratifications

Albanie	24.07.2002	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	29.01.1993
Arménie	29.04.2005	Azerbaïdjan	12.08.1993	Bélarus	8.09.1997
Belgique	29.03.1988	Belize	22.06.1999	Brésil	10.07.1992
Chypre	16.01.1989	Colombie	8.12.2000	Espagne	11.09.1985
Finlande	9.02.1983	Gabon	6.12.1988	Grèce	17.09.1996
Guatemala	29.10.1996	Hongrie	4.01.1994	Kirghizistan	22.12.2003
Lettonie	25.07.1994	Lituanie	26.09.1994	Maroc	3.04.2009
République de Moldova	14.02.1997	Niger	5.06.1985	Norvège	22.06.1982
Ouganda	27.03.1990	Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	22.12.1993
Roumanie	15.12.1992	Fédération de Russie	6.09.2010	Sainte-Lucie	6.12.2000
Saint-Marin	1.02.1995	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Slovaquie	17.09.2009
Slovénie	2.02.2006	Suède	11.08.1982	Suisse	16.11.1983
Suriname	5.06.1996	République-Unie de Tanzanie	14.08.1998	Ukraine	16.05.1994
Uruguay	19.06.1989	Zambie	4.02.1986		

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

56 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	9.02.2004	Algérie	6.06.2006
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.03.2004	Bahreïn	9.09.2009
Bélarus	30.05.2000	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	18.05.1992	Cap-Vert	9.08.2000	République centrafricaine	5.06.2006
Chine	25.01.2007	Chypre	16.01.1989	République de Corée	20.02.2008
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.09.1982	Danemark	10.07.1995
El Salvador	12.10.2000	Espagne	11.09.1985	Ethiopie	28.01.1991
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>					
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	28.05.2008	Finlande	24.04.1985
				<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>	
Hongrie	4.01.1994	Irlande	4.04.1995	Islande	21.06.1991
Kazakhstan	30.07.1996	Lesotho	1.11.2001	Lettonie	25.07.1994
Luxembourg	21.03.2001	Mexique	1.02.1984	République de Moldova	28.04.2000
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>					
Mongolie	3.02.1998	Monténégro	3.06.2006	Niger	19.02.2009
Nigéria	3.05.1994	Norvège	22.06.1982	Nouvelle-Zélande	12.06.2007
Pays-Bas	22.05.1991	Portugal	28.05.1985	Fédération de Russie	2.07.1998
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.08.1982
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>	
République arabe syrienne	19.05.2009	Tadjikistan	21.10.2009	République tchèque	1.01.1993
<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>					
Turquie	22.04.2005	Uruguay	5.09.1988	République bolivarienne du Venezuela	25.06.1984
Viet Nam	3.10.1994	Zimbabwe	9.04.2003		

Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adopté à la 90e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.02.2005

8 ratifications

Albanie	9.02.2004	El Salvador	22.07.2004	Finlande	9.12.2003
Luxembourg	8.04.2008	Portugal	12.11.2010	Slovénie	1.03.2010
Suède	15.06.2007	République arabe syrienne	19.05.2009		

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

41 ratifications

Albanie	11.10.2007	Argentine	17.03.1988	Australie	30.03.1990
Azerbaïdjan	29.10.2010	Belize	22.06.1999	Etat plurinational de Bolivie	1.09.1998
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	3.04.2006	Chili	14.10.1994
République de Corée	29.03.2001	Croatie	8.10.1991	El Salvador	12.10.2000
Espagne	11.09.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	9.02.1983	France	16.03.1989	Grèce	10.06.1988
Guatemala	6.01.1994	Guinée	16.10.1995	Islande	22.06.2000
Japon	9.06.1995	Lituanie	6.05.2004	Maurice	5.04.2004
Monténégro	3.06.2006	Niger	5.06.1985	Norvège	22.06.1982
Paraguay	21.12.2007	Pays-Bas	24.03.1988	Pérou	16.06.1986
Portugal	2.05.1985	Fédération de Russie	13.02.1998	Saint-Marin	19.04.1988
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	14.06.2002	Slovénie	29.05.1992
Suède	11.08.1982	Ukraine	11.04.2000	Uruguay	16.11.1989
République bolivarienne du Venezuela	27.11.1984	Yémen	13.03.1989		

Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982

Adoptée à la 68e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.09.1986

4 ratifications

Espagne	11.09.1985	Kirghizistan	10.09.2008	Philippines	26.04.1994
Suède	18.04.1984				

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

Adoptée à la 68e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1985

36 ratifications

Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.02.1993	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Cameroun	13.05.1988	République centrafricaine	5.06.2006	Chypre	5.07.1985
Espagne	26.04.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	30.06.1992	France	16.03.1989	Gabon	6.12.1988
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	21.03.2001
Malawi	1.10.1986	Maroc	7.10.1993	République de Moldova	14.02.1997
Monténégro	3.06.2006	Namibie	28.06.1996	Niger	5.06.1985
Ouganda	18.07.1990	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Portugal	27.11.1995
République démocratique du Congo	3.04.1987	Sainte-Lucie	6.12.2000	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	22.02.2010	Slovénie	29.05.1992	Suède	20.06.1983
Turquie	4.01.1995	Ukraine	16.05.1994	République bolivarienne du Venezuela	6.05.1985
Yémen	13.03.1989	Zambie	9.02.1990		

Dénonciation

Brésil 5.01.1995
Dénoncée le 20.11.1996

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Adoptée à la 69e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.06.1985

82 ratifications

Afghanistan	7.04.2010	Allemagne	14.11.1989	Argentine	13.04.1987
Australie	7.08.1990	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahreïn	2.02.1999

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Etat plurinational de Bolivie	19.12.1996	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990
Burkina Faso	26.05.1989	Chili	14.10.1994	Chine	2.02.1988
Chypre	13.04.1987	Colombie	7.12.1989	République de Corée	15.11.1999
Costa Rica	23.07.1991	Côte d'Ivoire	22.10.1999	Croatie	8.10.1991
Cuba	3.10.1996	Danemark	1.04.1985	République dominicaine	20.06.1994
Egypte	3.08.1988	El Salvador	19.12.1986	Equateur	20.05.1988
Espagne	2.08.1990	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	1.12.2004	Finlande	24.04.1985	France	16.03.1989
Grèce	31.07.1985	Guatemala	5.04.1994	Guinée	16.10.1995
Hongrie	20.06.1984	Irlande	6.06.1986	Islande	22.06.1990
Italie	7.06.2000	Japon	12.06.1992	Jordanie	13.05.2003
Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	26.06.1998	Liban	23.02.2000
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	3.06.1998
Malawi	1.10.1986	Mali	12.06.1995	Malte	9.06.1988
Maurice	9.06.2004	Mexique	5.04.2001	Mongolie	3.02.1998
Monténégro	3.06.2006	Nigéria	26.08.2010	Norvège	13.08.1984
Ouganda	27.03.1990	Pakistan	25.10.1994	Panama	28.01.1994
Paraguay	2.05.1991	Pays-Bas	15.02.1988	Pérou	16.06.1986
Philippines	23.08.1991	Pologne	2.12.2004	Portugal	3.05.1999
Fédération de Russie	3.06.1988	Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	12.06.1984	Suisse	20.06.1985	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	11.10.2007	Trinité-et-Tobago	3.06.1999
Tunisie	5.09.1989	Turquie	26.06.2000	Ukraine	15.05.2003
Uruguay	13.01.1988	Yémen	18.11.1991	Zambie	5.01.1989
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Adoptée à la 71e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.04.1988

48 ratifications

Allemagne	25.04.1991	Arménie	29.04.2005	Australie	15.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Autriche	3.06.1987	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	12.10.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Bénin	6.04.2000	Etat plurinational de Bolivie	14.11.1990	Brésil	2.07.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2; les articles 7, 8, et 12 à 15, de la Partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Canada	22.11.1995	Chypre	1.12.1987	Colombie	23.03.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 9(1) et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
République de Corée	8.12.1997	Costa Rica	13.02.2001	Danemark	22.01.1988
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
El Salvador	24.04.1987	Espagne	3.10.1989	Etats-Unis	11.06.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Finlande	27.04.1987	Grèce	17.03.1993	Guatemala	7.04.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Hongrie	9.04.2010	Inde	1.04.1992	Irlande	27.10.1995
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, l'article 8 de la partie II a été accepté.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 11 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Israël	21.01.2010				

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Italie	8.11.1989	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	10.06.1994
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Lituanie	10.06.1999	Maurice	14.06.1994	Mexique	18.04.1988
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9, 11, 12, 14 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Norvège	6.08.1987	Nouvelle-Zélande	6.11.2001	Panama	3.04.1996
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Pays-Bas	5.10.1990	Pologne	24.04.1991	Portugal	8.12.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 8 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Royaume-Uni	27.05.1987	Fédération de Russie	27.08.1990	Saint-Marin	1.07.1988
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	1.04.1993	Suède	22.09.1986
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>	
Suisse	7.05.1987	Swaziland	22.09.1992	Tadjikistan	26.11.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	15.08.1991		
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>			

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

Adoptée à la 71e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1988

29 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Bénin	10.11.1998
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	25.08.1997
Chili	30.09.1999	Colombie	25.01.2001	Croatie	8.10.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	27.04.1987	Guatemala	18.04.1989
Hongrie	24.02.1988	Luxembourg	8.04.2008	Mexique	17.02.1987
Monténégro	3.06.2006	Niger	19.02.2009	Pologne	15.09.2004
Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	1.07.1986
République tchèque	1.01.1993	Turquie	22.04.2005	Ukraine	17.06.2010
Uruguay	5.09.1988	Zimbabwe	9.04.2003		

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

Adoptée à la 72e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.06.1989

32 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Belgique	11.10.1996	Etat plurinational de Bolivie	11.06.1990
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Cameroun	20.02.1989
Canada	16.06.1988	Chili	14.10.1994	Chypre	7.08.1992
Colombie	25.01.2001	République de Corée	4.04.2007	Croatie	8.10.1991
Danemark	18.12.2006	Equateur	11.04.1990	Espagne	2.08.1990
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.06.1988	Guatemala	18.04.1989
Japon	11.08.2005	Luxembourg	8.04.2008	Monténégro	3.06.2006
Norvège	4.02.1992	Ouganda	27.03.1990	Pays-Bas	15.09.1999
Portugal	3.05.1999	Fédération de Russie	4.09.2000	Serbie	24.11.2000

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

Slovénie	29.05.1992	Suède	2.09.1987	Suisse	16.06.1992
Uruguay	6.09.1995	Zimbabwe	9.04.2003		

Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.10.1990

17 ratifications

Brésil	4.03.1997	Bulgarie	1.03.2004	Danemark	16.09.1993
Espagne	3.10.1989	Finlande	30.06.1992	France	27.04.2004
Géorgie	22.06.2004	Guatemala	3.11.2008	Hongrie	14.03.1989
Mexique	5.10.1990	Norvège	26.11.1993	Roumanie	11.03.2002
Fédération de Russie	18.10.2006	Slovaquie	1.01.1993	Suède	21.02.1990
Suisse	15.11.1989	République tchèque	1.01.1993		

Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

14 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Brésil	4.03.1997	Bulgarie	24.03.2005
Espagne	3.07.1990	Finlande	17.01.1995	France	27.04.2004
Hongrie	14.03.1989	Italie	7.11.2002	Mexique	5.10.1990
Norvège	11.06.1999	Slovaquie	1.01.1993	Suède	21.02.1990
République tchèque	1.01.1993	Turquie	17.03.2005		

Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 2.07.1992

3 ratifications

Espagne	2.07.1991	Hongrie	13.12.1989	Philippines	9.11.2004
<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a) et c), et celles de l'article 11 en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), e) et g)</i>					
<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), d) et e)</i>					
<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a), b), d), e), h) et i).</i>					

Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.07.1991

13 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Australie	29.08.1995	Brésil	4.03.1997
Bulgarie	30.07.2003	Egypte	28.05.2004	Espagne	3.07.1990
France	27.04.2004	Guyana	10.06.1996	Hongrie	14.03.1989
Luxembourg	15.02.1991	Mexique	5.10.1990	Roumanie	11.10.2000
Turquie	17.03.2005				

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Adoptée à la 75e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

24 ratifications

Algérie	6.06.2006	Allemagne	18.11.1993	Bélarus	21.11.2001
Brésil	19.05.2006	Chine	7.03.2002	Colombie	6.09.1994
Danemark	10.07.1995	République dominicaine	4.06.1998	Finlande	23.01.1997
Guatemala	7.10.1991	Hongrie	22.05.1989	Iraq	17.09.1990
Italie	12.02.2003	Kazakhstan	18.06.2008	Lesotho	27.01.1998
Luxembourg	8.04.2008	Mexique	5.10.1990	Norvège	24.06.1991

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Panama	31.01.2008	Serbie	16.09.2009	Slovaquie	1.01.1993
Suède	7.10.1991	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	25.05.2005

Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

Adoptée à la 75e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.10.1991

7 ratifications

Albanie	4.08.2006	Brésil	24.03.1993	Finlande	19.12.1990
<i>En vertu de l'article 5 de la convention, le gouvernement se prévaut de la dérogation temporaire prévue à l'article 10, paragraphe 4.</i>					
Norvège	19.06.1990	Roumanie	15.12.1992	Suède	18.12.1990
Suisse	17.10.1990				

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

Adoptée à la 76e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.09.1991

22 ratifications

Argentine	3.07.2000	Etat plurinational de Bolivie	11.12.1991	Brésil	25.07.2002
République centrafricaine	30.08.2010	Chili	15.09.2008	Colombie	7.08.1991
Costa Rica	2.04.1993	Danemark	22.02.1996	Dominique	25.06.2002
Equateur	15.05.1998	Espagne	15.02.2007	Fidji	3.03.1998
Guatemala	5.06.1996	Honduras	28.03.1995	Mexique	5.09.1990
Népal	14.09.2007	Nicaragua	25.08.2010	Norvège	19.06.1990
Paraguay	10.08.1993	Pays-Bas	2.02.1998	Pérou	2.02.1994
République bolivarienne du Venezuela	22.05.2002				

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Adoptée à la 77e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.11.1993

17 ratifications

Allemagne	23.11.2007	Brésil	23.12.1996	Burkina Faso	15.09.1997
Chine	11.01.1995	Colombie	6.09.1994	République de Corée	11.04.2003
République dominicaine	3.01.2006	Italie	3.07.2002	Liban	26.04.2006
Luxembourg	8.04.2008	Mexique	17.09.1992	Norvège	26.11.1993
Pologne	19.05.2005	Suède	4.11.1992	République arabe syrienne	14.06.2006
République-Unie de Tanzanie	15.03.1999	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

Adoptée à la 77e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.01.1995

11 ratifications

Albanie	28.06.2004	Belgique	28.05.1997	Brésil	18.12.2002
Chypre	4.01.1994	République dominicaine	3.03.1993	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	8.04.2008	Madagascar	10.11.2008	Portugal	27.11.1995
Slovaquie	11.02.2002	République tchèque	6.08.1996		

Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

Adoptée à la 78e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.07.1994

15 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Autriche	2.05.1994	Barbade	22.06.1997
Chypre	28.02.1997	République dominicaine	4.06.1998	Espagne	7.07.1993
Fidji	28.05.2008	Guyana	20.08.1996	Iraq	9.07.2001

Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

Irlande	9.06.1998	Liban	23.02.2000	Luxembourg	6.03.2003
Mexique	7.06.1993	Suisse	15.02.1994	Uruguay	6.09.1995

Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

Adoptée à la 79e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.06.1995

19 ratifications

Albanie	3.02.2005	Arménie	18.05.2005	Australie	8.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Autriche	20.12.1996	Botswana	5.06.1997	Bulgarie	28.09.2004
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III avec pour cette dernière les exceptions suivantes : 1) les associés de la société, 2) les membres des organes de gestion et de contrôle de la société, 3) les époux ou descendants en ligne directe du responsable de la société ou des personnes visées aux points 1) et 2).</i>	
Burkina Faso	11.02.1999	Espagne	16.05.1995	Finlande	20.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II (à l'exception du personnel de l'administration publique) et III (à l'exception des domestiques)</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	
Lettonie	22.02.2002	Lituanie	26.09.1994	Madagascar	3.06.1998
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Mexique	24.09.1993	Slovaquie	24.09.1998	Slovénie	8.05.2001
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	
Suisse	16.06.1995	Tchad	15.12.2000	Ukraine	1.03.2006
<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Zambie	25.05.1998				
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>					

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Adoptée à la 80e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.01.1997

15 ratifications

Albanie	3.03.2003	Arabie saoudite	8.10.2001	Arménie	3.01.1996
Belgique	9.06.2004	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Brésil	2.08.2001
Colombie	9.12.1997	Estonie	13.09.2000	Inde	6.06.2008
Liban	4.04.2005	Luxembourg	8.04.2008	Pays-Bas	25.03.1997
Slovénie	1.03.2010	Suède	21.12.1994	Zimbabwe	9.04.2003

Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

Adoptée à la 81e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.02.1998

13 ratifications

Albanie	3.03.2003	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Chypre	28.02.1997
Finlande	25.05.1999	Guyana	3.09.1997	Hongrie	9.04.2010
Italie	13.04.2000	Luxembourg	21.03.2001	Maurice	14.06.1996
Pays-Bas	5.02.2001	Portugal	2.06.2006	Slovénie	8.05.2001
Suède	10.06.2002				

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Adoptée à la 82e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.06.1998

24 ratifications

Afrique du Sud	9.06.2000	Albanie	3.03.2003	Allemagne	6.09.1998
Arménie	27.04.1999	Autriche	26.05.1999	Bosnie-Herzégovine	4.02.2010

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Botswana	5.06.1997	Brésil	18.05.2006	Espagne	22.05.1997
Etats-Unis	9.02.2001	Finlande	9.06.1997	Irlande	9.06.1998
Liban	23.02.2000	Luxembourg	8.04.2008	Norvège	11.06.1999
Pérou	19.06.2008	Philippines	27.02.1998	Pologne	25.06.2001
Portugal	25.03.2002	Slovaquie	3.06.1998	Suède	9.06.1997
République tchèque	9.10.2000	Zambie	4.01.1999	Zimbabwe	9.04.2003

Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

Adoptée à la 83e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

7 ratifications

Albanie	24.07.2002	Argentine	31.07.2006	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010
Bulgarie	17.07.2009	Finlande	17.06.1998	Irlande	22.04.1999
Pays-Bas	31.10.2002				

Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

15 ratifications

Albanie	24.07.2002	Brésil	21.12.2007	Bulgarie	9.06.2005
Fidji	28.05.2008	Finlande	24.02.1999	France	27.04.2004
Irlande	22.04.1999	Luxembourg	30.11.2005	Maroc	1.12.2000
Nigéria	19.08.2004	Norvège	11.06.1999	Pérou	4.10.2006
Pologne	9.08.2002	Royaume-Uni	2.07.2003	Suède	15.12.2000

Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

10 ratifications

Bulgarie	12.06.2003	Croatie	18.11.2005	Finlande	25.05.1999
France	27.04.2004	Irlande	22.04.1999	Maroc	1.12.2000
Nigéria	22.03.2004	Norvège	11.06.1999	Philippines	13.03.1998
Fédération de Russie	27.08.2001				

Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.08.2002

21 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003	Bulgarie	24.02.2003
Danemark	10.07.2003	Espagne	7.01.2004	Finlande	4.07.2002
France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002	Irlande	22.04.1999
Lettonie	13.01.2006	Luxembourg	30.11.2005	Malte	19.09.2002
Maroc	1.12.2000	Norvège	22.10.2003	Pays-Bas	16.06.2003
Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	20.12.2001	Saint-Vincent-et-les Grenadines	8.02.2002
Seychelles	28.10.2005	Slovénie	21.07.2004	Suède	15.12.2000

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

Adoptée à la 85e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.05.2000

23 ratifications

Albanie	30.06.1999	Algérie	6.06.2006	Belgique	28.09.2004
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	24.03.2005	Espagne	15.06.1999
Ethiopie	24.03.1999	Finlande	25.05.1999	Géorgie	27.08.2002
Hongrie	19.09.2003	Italie	1.02.2000	Japon	28.07.1999

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

Lituanie	19.03.2004	Maroc	10.05.1999	République de Moldova	19.12.2001
Panama	10.08.1999	Pays-Bas	15.09.1999	Pologne	15.09.2008
Portugal	25.03.2002	Slovaquie	22.02.2010	Suriname	12.04.2006
République tchèque	9.10.2000	Uruguay	14.06.2004		

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Adoptée à la 87e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.11.2000

172 ratifications

Afghanistan	7.04.2010	Afrique du Sud	7.06.2000	Albanie	2.08.2001
Algérie	9.02.2001	Allemagne	18.04.2002	Angola	13.06.2001
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arabie saoudite	8.10.2001	Argentine	5.02.2001
Arménie	2.01.2006	Australie	19.12.2006	Autriche	4.12.2001
Azerbaïdjan	30.03.2004	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	23.03.2001
Bangladesh	12.03.2001	Barbade	23.10.2000	Bélarus	31.10.2000
Belgique	8.05.2002	Belize	6.03.2000	Bénin	6.11.2001
Etat plurinational de Bolivie	6.06.2003	Bosnie-Herzégovine	5.10.2001	Botswana	3.01.2000
Brésil	2.02.2000	Brunéi Darussalam	9.06.2008	Bulgarie	28.07.2000
Burkina Faso	25.07.2001	Burundi	11.06.2002	Cambodge	14.03.2006
Cameroun	5.06.2002	Canada	6.06.2000	Cap-Vert	23.10.2001
République centrafricaine	28.06.2000	Chili	17.07.2000	Chine	8.08.2002
Chypre	27.11.2000	Colombie	28.01.2005	Comores	17.03.2004
Congo	23.08.2002	République de Corée	29.03.2001	Costa Rica	10.09.2001
Côte d'Ivoire	7.02.2003	Croatie	17.07.2001	Danemark	14.08.2000
Djibouti	28.02.2005	République dominicaine	15.11.2000	Dominique	4.01.2001
Egypte	6.05.2002	El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	28.06.2001
Equateur	19.09.2000	Espagne	2.04.2001	Estonie	24.09.2001
Etats-Unis	2.12.1999	Ethiopie	2.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	30.05.2002
Fidji	17.04.2002	Finlande	17.01.2000	France	11.09.2001
Gabon	28.03.2001	Gambie	3.07.2001	Géorgie	24.07.2002
Ghana	13.06.2000	Grèce	6.11.2001	Grenade	14.05.2003
Guatemala	11.10.2001	Guinée	6.06.2003	Guinée-Bissau	26.08.2008
Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	15.01.2001	Haïti	19.07.2007
Honduras	25.10.2001	Hongrie	20.04.2000	Indonésie	28.03.2000
République islamique d'Iran	8.05.2002	Iraq	9.07.2001	Irlande	20.12.1999
Islande	29.05.2000	Israël	15.03.2005	Italie	7.06.2000
Jamaïque	13.10.2003	Japon	18.06.2001	Jordanie	20.04.2000
Kazakhstan	26.02.2003	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	10.05.2004
Kiribati	17.06.2009	Koweït	15.08.2000	République démocratique populaire lao	13.06.2005
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	2.06.2006	Liban	11.09.2001
Libéria	2.06.2003	Jamahiriya arabe libyenne	4.10.2000	Lituanie	29.09.2003
Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	4.10.2001	Malaisie	10.11.2000
Malawi	19.11.1999	Mali	14.07.2000	Malte	15.06.2001
Maroc	26.01.2001	Maurice	8.06.2000	Mauritanie	3.12.2001
Mexique	30.06.2000	République de Moldova	14.06.2002	Mongolie	26.02.2001
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	16.06.2003	Namibie	15.11.2000
Népal	3.01.2002	Nicaragua	6.11.2000	Niger	23.10.2000
Nigéria	2.10.2002	Norvège	21.12.2000	Nouvelle-Zélande	14.06.2001
Oman	11.06.2001	Ouganda	21.06.2001	Ouzbékistan	24.06.2008
Pakistan	11.10.2001	Panama	31.10.2000	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000
Paraguay	7.03.2001	Pays-Bas	14.02.2002	Pérou	10.01.2002
Philippines	28.11.2000	Pologne	9.08.2002	Portugal	15.06.2000
Qatar	30.05.2000	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	13.12.2000
Royaume-Uni	22.03.2000	Fédération de Russie	25.03.2003	Rwanda	23.05.2000
Sainte-Lucie	6.12.2000	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	15.03.2000
Saint-Vincent-et-les Grenadines	4.12.2001	Samoa	30.06.2008	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Sénégal	1.06.2000	Serbie	10.07.2003	Seychelles	28.09.1999

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Singapour	14.06.2001	Slovaquie	20.12.1999	Slovénie	8.05.2001
Soudan	7.03.2003	Sri Lanka	1.03.2001	Suède	13.06.2001
Suisse	28.06.2000	Suriname	12.04.2006	Swaziland	23.10.2002
République arabe syrienne	22.05.2003	Tadjikistan	8.06.2005	République-Unie de Tanzanie	12.09.2001
Tchad	6.11.2000	République tchèque	19.06.2001	Thaïlande	16.02.2001
Timor-Leste	16.06.2009	Togo	19.09.2000	Trinité-et-Tobago	23.04.2003
Tunisie	28.02.2000	Turkménistan	15.11.2010	Turquie	2.08.2001
Ukraine	14.12.2000	Uruguay	3.08.2001	Vanuatu	28.08.2006
République bolivarienne du Venezuela	26.10.2005	Viet Nam	19.12.2000	Yémen	15.06.2000
Zambie	10.12.2001	Zimbabwe	11.12.2000		

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Adoptée à la 88e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.02.2002

19 ratifications

Albanie	18.08.2004	Autriche	30.04.2004	Bélarus	10.02.2004
<i>Durée du congé de maternité: 365 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours</i>	
Belize	9.11.2005	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	6.12.2001
<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 28 jours avant la date de l'accouchement et une période totale d'une année sont garantis (pour les jumeaux et les enfants suivantes, la période totale est de 18 mois).</i>		<i>Durée du congé de maternité: 135 jours</i>	
Chypre	12.01.2005	Cuba	1.06.2004	Hongrie	4.11.2003
<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 18 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 24 semaines</i>	
Italie	7.02.2001	Lettonie	9.02.2009	Lituanie	29.09.2003
<i>Durée du congé de maternité: cinq mois</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>	
Luxembourg	8.04.2008	Mali	5.06.2008	République de Moldova	28.08.2006
<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>	
Pays-Bas	15.01.2009	Roumanie	23.10.2002	Slovaquie	12.12.2000
<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 28 semaines</i>	
Slovénie	1.03.2010				
<i>Durée du congé de maternité: 105 jours</i>					

Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

Adoptée à la 89e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.2003

13 ratifications

Argentine	26.06.2006	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Burkina Faso	28.10.2009
Fidji	28.05.2008	Finlande	21.02.2003	Kirghizistan	10.05.2004
Luxembourg	8.04.2008	République de Moldova	20.09.2002	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Slovaquie	14.06.2002	Suède	9.06.2004	Ukraine	1.12.2009
Uruguay	25.05.2005				

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Adoptée à la 91e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.02.2005

18 ratifications

Albanie	11.10.2007	Azerbaïdjan	17.07.2006	Bahamas	14.12.2006
		<i>Le gouvernement a notifié, le 10 avril 2006, qu'il applique provisoirement la convention, en vertu de son article 9.</i>			
Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Brésil	21.01.2010	République de Corée	4.04.2007
France	27.04.2004	Hongrie	30.03.2005	Indonésie	16.07.2008
Jordanie	9.08.2004	Kazakhstan	17.05.2010	Madagascar	6.06.2007

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

République de Moldova	28.08.2006	Nigéria	19.08.2004	Pakistan	21.12.2006
Fédération de Russie	26.02.2010	Vanuatu	28.07.2006	Yémen	6.10.2008

Application provisoire (article 9)

Lituanie 14.08.2006

Convention du travail maritime, 2006

Adoptée à la 94e session de la CIT

Pas en vigueur

11 ratifications

Bahamas	11.02.2008	Bosnie-Herzégovine	18.01.2010	Bulgarie	12.04.2010
Canada	15.06.2010	Croatie	12.02.2010	Espagne	4.02.2010
Iles Marshall	25.09.2007	Libéria	7.06.2006	Norvège	10.02.2009
Panama	6.02.2009	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2010		

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

Adoptée à la 95e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.02.2009

16 ratifications

Allemagne	21.07.2010	Bosnie-Herzégovine	9.03.2010	Chypre	14.05.2009
République de Corée	20.02.2008	Cuba	5.08.2008	Danemark	28.01.2009
Espagne	5.05.2009	Finlande	26.06.2008	Japon	24.07.2007
République de Moldova	12.02.2010	Niger	19.02.2009	Royaume-Uni	29.05.2008
Serbie	16.09.2009	Slovaquie	22.02.2010	Suède	10.07.2008
République tchèque	13.10.2008				

Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

Adoptée à la 96e session de la CIT

Pas en vigueur

1 ratification

Bosnie-Herzégovine 4.02.2010

Partie III. Profils par pays

Les «profils par pays» qui suivent rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes, pour chaque pays sous forme de tableaux*.

La section relative aux ratifications indique les conventions fondamentales, prioritaires ou autres conventions ratifiées par un pays au 31 décembre 2010. Les conventions dénoncées ou qui ne sont pas entrées en vigueur n'apparaissent pas.

La section sur les rapports demandés indique le nombre de rapports demandés à un pays en 2010 et le nombre de rapports reçus. En vertu des articles 22 et 35 de la Constitution de l'OIT, les Etats Membres doivent soumettre, à intervalle régulier, des rapports sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées ou qu'ils ont déclarées applicables à leurs territoires non métropolitains. Quand le rapport demandé est un premier rapport détaillé (rapport demandé suite à la ratification d'une convention), le numéro de la convention apparaît entre parenthèses.

La section relative aux observations des organisations d'employeurs et de travailleurs indique pour quelles conventions des commentaires ont été reçus de la part de ces organisations. L'article 23 de la Constitution prévoit que chaque Membre doit communiquer aux organisations d'employeurs et de travailleurs copie des informations et rapports transmis en application des articles 19 et 22.

La section relative aux commentaires de la commission d'experts indique les commentaires formulés par la commission pour le pays donné au cours de sa session de 2010. Elle énumère les «observations» qui sont publiées dans le rapport de la commission d'experts ainsi que les «demandes directes» qui sont directement communiquées aux gouvernements concernés et accessibles ultérieurement par l'intermédiaire de la base de données APPLIS sur l'application des normes internationales du travail. En 2009, une nouvelle section a été ajoutée concernant les cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985 ainsi que les cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale. La liste ne comprend pas les commentaires formulés par la commission d'experts au cours de ses sessions précédentes pour lesquels une action du gouvernement demeure requise.

La section relative à la soumission indique les sessions de la Conférence internationale du Travail dont les instruments adoptés ont, ou n'ont pas, été soumis par le gouvernement aux autorités compétentes, conformément à l'article 19 de la Constitution. En 1947, lors de sa 103^e session, le Conseil d'administration du BIT a décidé que, à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement constitutionnel de 1946, le mandat de la CEACR serait étendu aux questions relatives à l'obligation constitutionnelle de soumission aux autorités compétentes prévue par l'article 19 de la Constitution de l'OIT.

* Des informations complémentaires issues des profils par pays contenus dans la base de données NATLEX sont disponibles à l'adresse suivante: http://www.ilo.org/dyn/natlex/country_profiles.home?p_lang=fr.

La CEACR a commencé d'exercer le contrôle du respect de cette disposition de la Constitution à partir de 1948 en ce qui concerne les instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail au cours de sa 31^e session en 1948. Le numéro des conventions, recommandations ou protocoles est donné entre parenthèses, précédé, suivant le cas, par la lettre C, R ou P lorsque certains seulement des textes adoptés au cours d'une même session ont été soumis. Lorsque la ratification d'une convention a été enregistrée, la convention et la recommandation correspondante sont considérées comme ayant été soumises.

Afghanistan

19 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 13, 14, 41, 45, 95, 106, 137, 139, 140, 141, 142, 159

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 45, 100, 105, 111, 139

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1987

C111 1999*, 2000*

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	96

Afrique du Sud

20 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre de 1919 à 1966 et depuis 1994

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 19, 26, 42, 45, 63, 80, 89, 116, 155, 176

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 63, 87, 98, 100, 111, 144

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50, 68, 74, 81-92, 94-96	-

Albanie

44 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées)

Membre de 1920 à 1967 et depuis 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 11, 16, 26, 52, 77, 78, 88, 95, 97, 102, 131, 135, 141, 143, 147, 150, 151, 154, 155, 156, 168, 171, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 181, 183, 185

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 14 rapports reçus: Conventions nos 16, 29, 81, 105, 111, (129), 138, (147), 155, 174, 178, 181, 182, (185)
- 1 rapport non reçu: Convention no° 176

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2733

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-49, 79-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; P147; R186), 85, 87-88, 90(P155), 91	78, 82(P081), 84(C179; C180; R185; R187), 86, 89, 90(R193; R194), 92, 94, 95, 96

Algérie

53 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 24, 32, 42, 44, 56, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 88, 89, 91, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 108, 119, 120, 127, 135, 142, 147, 150, 155, 167, 181

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 8 rapports reçus: Conventions nos 81, 105, 111, 127, 138, 144, 150, 167
- 10 rapports non reçus: Conventions nos. 13, 29, 32, 42, 88, 119, 120, 155, 181, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C013 1987

C127 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Allemagne

73 conventions en vigueur (sur 83 ratifiées)

Membre de 1919 à 1935 et depuis 1951

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 53, 56, 73, 88, 92, 97, 99, 102, 113, 114, 115, 116, 118, 120, 121, 125, 126, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 136, 139, 140, 141, 142, 146, 147, 148, 150, 152, 159, 160, 161, 162, 164, 166, 167, 170, 172, 176, 180, 187

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 105, 115, 120, 129, 136, 138, 139, 148, 159, 161, 162, 167, 170, 176, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2002

C087 1985, 1994

C111 1988

C122 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2805

Commission d'enquête en 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
34-56, 58-72, 74-76, 77(C170; R177), 78-92, 94-96	77(C171; P089; R178)

Angola

32 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 88, 89, 91, 92, 104, 106, 107, 108

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 7 rapports reçus: Conventions nos 17, 29, 81, 88, 105, 138, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no° 45

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990, 1991

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-78, 79(C173), 80-81, 82(C176; R183), 83-85, 87-90	79(R180), 82(P081), 86, 91, 92, 94, 95, 96

Antigua-et-Barbuda

28 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 14, 17, 19, 94, 101, 108, 131, 135, 142, 150, 151, 154, 155, 158, 161

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 138, 155, (161), (182)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Arabie saoudite

15 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 14, 30, 45, 89, 90, 106, 123, 174

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 2 rapports reçus: Conventions nos 100, 111

· 1 rapport non reçu: Convention no° 174

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C100 1994

C111 1993, 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-92, 94-96	-

Argentine

65 conventions en vigueur (sur 75 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 35, 36, 41, 42, 45, 50, 52, 53, 58, 68, 71, 73, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 95, 96, 115, 124, 135, 139, 142, 150, 151, 154, 156, 159, 169, 177, 184

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 13, 29, 45, 81, 87, 88, 96, 105, 115, 129, 138, 139, 159, 169, 182, 184

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C053 1995

C087 1998, 2005, 2007

C095 1996

C098 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2660, 2702, 2725, 2726, 2743, 2776, 2784, 2788, 2798, 2809, 2817

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90, 92, 94, 96	91, 95

Arménie

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 17, 18, 26, 94, 95, 97, 131, 132, 135, 143, 150, 151, 154, 160, 173, 174, 176

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 17 rapports reçus: Conventions nos 81, (87), (97), 98, 100, 105, 111, 122, 135, (138), (143), 144, 154, (160), 174, 176, (182)
· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 151

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-81, 82(C176; R183), 83-89, 90(R193; R194), 91-92, 94-96	82(P081), 90(P155)

Australie

47 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 7, 8, 10, 11, 12, 16, 18, 19, 22, 26, 27, 42, 47, 58, 69, 73, 80, 88, 92, 99, 112, 116, 123, **131**, 133, **135**, **137**, **142**, **150**, **155**, **156**, 158, **159**, **160**, **166**, **173**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 42, 81, 88, 105, 155, 159, 182

Ile Norfolk

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 87, 98, 105

4 rapports demandés

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1999, 2004

C087 2006

C098 1998, 2000, 2005, 2006, 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Autriche

43 conventions en vigueur (sur 53 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 11, 12, 13, 17, 18, 19, 21, 24, 25, 26, 27, 42, 80, 88, **94**, **95**, 99, 101, **102**, 116, **124**, **128**, **135**, **141**, **142**, **160**, **172**, **173**, **176**, **183**

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 81, 88, 105, 138, 176, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C100 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 95(R198), 96	94, 95(C187; R197)

Azerbaïdjan

55 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 13, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 88, 90, 92, 95, 103, 106, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 131, 133, 134, 135, 140, 142, 147, 148, 149, 151, 154, 156, 159, 160, 185

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 16, 29, 45, 69, 73, 81, 88, 92, 105, 115, 119, 120, 129, 133, 138, 140, 148, 159, 182, (185)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79(C173), 80-82, 85-88, 91-92	79(R180), 83, 84, 89, 90, 94, 95, 96

Bahamas

31 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 14, 17, 19, 22, 26, 42, 45, 50, 64, 65, 86, 88, 94, 95, 97, 103, 117, 147, 185

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 4 rapports reçus: Conventions nos 12, 22, 29, 45
· 6 rapports non reçus: Conventions nos. 81, 88, 105, 138, 182, (185)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1988

C081 1988

C105 1988

C144 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-84, 87, 91, 94	85, 86, 88, 89, 90, 92, 95, 96

Bahreïn

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 89, 155, 159

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 159, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Bangladesh

33 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 11, 14, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 45, 59, 80, 89, 90, 96, 106, 107, 116, 118, 149

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 96, 98, 105, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1990, 1998

C087 1995, 1997, 1999, 2008

C098 1987, 1994, 2004, 2006

C107 1985, 1986, 1987, 1989

C111 2007

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008

C098 2006

C107 1986, 1987

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2765

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-76, 77(C171; R178), 78, 80, 84(C178; C180; P147), 85(C181), 87	77(C170; P089; R177), 79, 81, 82, 83, 84(C179; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Barbade

36 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées)

Membre depuis 1967

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 19, 22, 26, 42, 50, 63, 65, 74, 86, 90, **94, 95, 97**, 101, **102**, 108, **115, 118, 128, 135, 147, 172**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 9 rapports reçus: Conventions nos 22, 63, 74, 87, 98, 108, 111, 135, 147
- 6 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 81, 105, 115, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56, 58-72, 74-92, 94-95	96

Bélarus

42 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, **14**, 16, 26, 27, 32, 45, 47, 52, **77, 78**, 79, 88, 90, **95, 106**, 108, **115, 116, 119, 120, 124, 142, 149, 150, 151, 154, 155, 160, 167, 183**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 87, 88, 105, 115, 119, 120, 138, 155, 167, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1997, 2001, 2002*, 2003, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010

C098 2006

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2003, 2005, 2006, 2007

C098 2006

Commission d'enquête en 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Belgique

75 conventions en vigueur (sur 95 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 32, 43, 53, 55, 56, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 80, 82, 84, 85, 88, 91, 92, 94, 95, 97, 99, 102, 107, 113, 114, 115, 120, 121, 124, 125, 126, 132, 139, 140, 141, 147, 148, 149, 151, 154, 162, 171, 174, 180, 181

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 15 rapports reçus: Conventions nos 13, 29, 55, 62, 81, 88, 105, 115, 120, 129, 138, 147, 174, 180, 181
- 4 rapports non reçus: Conventions nos. 139, 148, 162, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94, 95(C187; R197)	95(R198), 96

Belize

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 14, 16, 19, 22, 23, 26, 42, 55, 58, 88, 89, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 108, 115, 133, 134, 135, 140, 141, 147, 150, 151, 154, 155, 156, 183

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 105, 115, 138, 155, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-76, 84(P147), 87-88	77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85, 86, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Bénin

25 conventions en vigueur (sur 27 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 18, 26, 41, 95, 135, 143, 147, 150, 160, 161

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 81, 105, 138, 143, 161, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Etat plurinational de Bolivie

45 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 14, 17, 19, 20, 26, 30, 45, 77, 78, 88, 89, 90, 95, 96, 102, 103, 106, 116, 117, 118, 120, 121, 123, 124, 128, 130, 131, 136, 156, 159, 160, 162, 169

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 20 rapports reçus: Conventions nos 29, 45, 77, 78, 81, 88, 95, 96, 102, 103, 105, 117, 120, 131, 136, 138, 156, 159, 162, 182
- 3 rapports non reçus: Conventions nos. 90, 124, 129

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1988, 1992

C077 2004

C081 1990, 1992

C087 1993, 1995, 1997, 1998

C107 1988

C122 1992

C129 1992

C131 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-79, 80(C174), 81(C175), 82(C176), 83(C177), 84(C178; C179; C180), 85(C181), 87, 88(C183), 89(C184), 91	80(R181), 81(R182), 82(P081; R183), 83(R184), 84(P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88(R191), 89(R192), 90, 92, 94, 95, 96

Bosnie-Herzégovine

77 conventions en vigueur (sur 81 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 97, 102, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162, 174, 175, 176, 177, 181, 183, 184, 185, 187,

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 32, 45, 81, 88, 105, 119, 129, 136, 138, 139, 148, 155, 159, 161, 162, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005*, 2006, 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-81, 82(C176; R183), 83-87, 89, 90(R193; R194), 91-92, 94-96	82(P081), 88, 90(P155)

Botswana

15 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, 95, 151, 173, 176

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 19, 29, 87, 100, 105, 138, 151, 176, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-72, 74-87, 94-95	88, 89, 90, 91, 92, 96

Brésil

80 conventions en vigueur (sur 96 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 11, 12, 14, 16, 19, 21, 22, 26, 42, 45, 53, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 97, 99, 102, 103, 104, 106, 113, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 125, 126, 127, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 151, 152, 154, 155, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 174, 176, 178, 185

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 23 rapports reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 88, 94, 105, 115, 119, 120, 127, 136, 138, 139, 148, 155, 159, 161, 162, 167, 170, 174, 176, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 140, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1988, 1989, 1990, 1991, 1992

C029 1992, 1993, 1996, 1997

C094 1990

C098 1989, 1991, 1998

C105 1993, 1996

C107 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1993, 1996, 1999

C111 1993, 1994, 1995, 2000

C122 1988

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2739, 2773, 2792, 2795

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50, 51(C127; R128; R129; R130; R131), 53(R133; R134), 54-56, 58-62, 63(C148; R156; R157), 64(C151; R158; R159), 65-66, 67(C154; C155; R163; R164; R165), 68(C158; P110; R166), 69-72, 74-77, 80, 82(C176; R183), 84(C178; R185), 87, 89, 91	51(C128), 52, 53(C129; C130), 63(C149), 64(C150), 67(C156), 68(C157), 78, 79, 81, 82(P081), 83, 84(C179; C180; P147; R186; R187), 85, 86, 88, 90, 92, 94, 95, 96

Brunéi Darussalam

1 convention ratifiée et en vigueur

Membre depuis 2007

Conventions fondamentales

182

1 rapport demandé sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Convention n° (182)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	96

Bulgarie

80 conventions en vigueur (sur 99 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 3, 6, 8, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 62, 68, 69, 71, 73, **77, 78**, 79, 80, **94, 95, 102, 106**, 108, 113, 116, **120, 124, 127, 146, 147, 156, 163, 164, 166, 173, 177, 178, 179, 180, 181, 183**

38 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 25 rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 23, 53, 55, 56, 68, 69, 71, 73, 87, 98, 100, 108, 111, 144, 146, 147, 163, 164, 166, 178, 179, 180

· 13 rapports non reçus: Conventions nos. 13, 29, 45, 62, 81, (102), 105, 120, (122), 127, 138, 181, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2008

C111 1990

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Burkina Faso

38 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 95, 97, 116, 131, 132, 135, 141, 142, 143, 150, 159, 161, 170, 173, 184

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 6 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 144, 150

· 11 rapports non reçus: Conventions nos. 13, 29, 81, 105, 129, 135, 138, 159, 161, 170, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986, 1991

C098 1986

C111 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Burundi

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 42, 50, 52, 62, 64, 89, 90, 94, 101, 135

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 2 rapports reçus: Conventions nos 29, 182

· 15 rapports non reçus: Conventions nos. 1, 14, 52, 62, 81, 87, 89, 98, 100, 101, 105, 111, 135, 138, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2005

C182 2010

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92, 95	94, 96

Cambodge

13 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 13, 150

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 6 rapports reçus: Conventions nos 98, 100, 105, 111, 122, 150
- 5 rapports non reçus: Conventions nos. 13, 29, 87, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2007, 2010

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2318, 2655, 2783

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-54, 56, 58(C138; R146), 64(C150; R158), 87	55, 58(C137; R145), 59, 60, 61, 62, 63, 64(C151; R159), 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Cameroun

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 19, 26, 33, 45, 50, 64, 65, 77, 78, 89, 90, 94, 95, 97, 99, 106, 108, 116, 123, 131, 132, 135, 143, 146, 158, 162

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 45, 81, 105, 138, 143, 162, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990

C078 1995

C087 1986, 1994, 1996, 1998, 1999, 2000, 2003

C098 1994

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1999, 2000, 2003

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2772, 2808, 2812

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Canada

28 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

87, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 7, 8, 14, 15, 16, 22, 26, 27, 32, 58, 68, 69, 73, 74, 80, 88, 108, 116, 147, 160, 162

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 88, 105, 162, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1987, 1999, 2004, 2010

C122 1985, 1992

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2704, 2803, 2821

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90, 94	91, 92, 95, 96

Cap-Vert

12 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

17, 19, 118, 155

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 17, 19, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 118, 155, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72, 74-81, 87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

République centrafricaine

43 conventions en vigueur (sur 46 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 52, 62, 67, 88, 94, 95, 99, 101, 104, 116, 117, 118, 119, 120, 131, 142, 150, 155, 158, 169

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 13, 29, 62, 81, 88, 105, 119, 120, 122, 138, 142, 155, 158, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1989, 1990

C041 1991

C052 1991, 1992

C081 1990

C087 1985, 1986, 1987, 1988, 1989

C095 2006

C098 1986

C105 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990

C118 1991, 1992, 1993

C119 1989, 1991, 1993

C138 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1988, 1989

C138 2010

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74, 76, 87	75, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Chili

50 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 63, 80, 103, 115, 121, 127, 131, 135, 136, 140, 151, 156, 159, 161, 162, 169

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 13, 29, 35, 105, 115, 127, 136, 138, 159, 161, 162, (169), 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001 1985, 1987

C003 1989

C020 1988

C030 1985, 1987

C035 1987, 1992, 1993, 1995, 2001, 2009

C036 1987

C037 1987

C038 1987

C111 1985, 1986, 1987, 1988, 1992

C122 1985, 1987

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2770, 2787, 2814

Commission d'enquête en 1974

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Chine

22 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 14, 16, 19, 22, 23, 26, 27, 32, 45, 80, 150, 155, 159, 167, 170

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 45, 138, 155, 159, 167, 170, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1994

C122 2009

C182 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Région administrative spéciale de Hong-kong

Région administrative spéciale de la Chine

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 11, 12, **14**, 16, 17, 19, 22, 23, 32, 42, 50, 64, 65, 74, 90, 92, **97**, 101, 108, **115**, **124**, 133, **141**, **142**, **147**, **148**, **150**, **151**, **160**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 29, 81, 97, 105, 115, 138, 148, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

Région administrative spéciale de Macao

Région administrative spéciale de la Chine

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, **14**, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 68, 69, 73, 74, 88, 92, **106**, 108, **115**, **120**, **148**, **150**, **155**, **167**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 105, 115, 120, 138, 148, 155, 167, 182

Chypre

52 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 16, 19, 23, 44, 45, 88, 90, 92, **94**, **95**, **97**, **102**, **106**, 114, 116, 119, **121**, 123, **124**, **128**, **135**, **141**, **142**, **143**, **147**, **150**, **151**, **152**, **154**, **155**, 158, **159**, **160**, **162**, **171**, **172**, **175**, **183**, **187**

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 105, 119, 138, 155, 159, 162

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 45, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990

C151 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-90, 92	91, 94, 95, 96

Colombie

54 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 52, 80, 88, 95, 99, 101, 104, 106, 116, 136, 151, 154, 159, 160, 161, 162, 167, 169, 170, 174

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 13, 22, 29, 81, 88, 105, 111, 129, 136, 138, 159, 161, 162, 167, 169, 170, 174, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003 1985, 1988, 1990

C009 1985

C017 1985, 1992

C022 1985

C087 1985, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1995, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2008, 2009

C098 1991, 1992, 1994, 1996

C111 1985

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1989, 1990, 2001

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2710, 2761, 2790, 2791, 2793, 2796, 2800, 2801, 2804, 2822, 2823, 2824, 2830, 2835

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74, 75(C167; R175; R176), 76-78, 79(R180), 80, 81(C175), 87, 88(C183), 89(C184)	75(C168), 79(C173), 81(R182), 82, 83, 84, 85, 86, 88(R191), 89(R192), 90, 91, 92, 94, 95, 96

Comores

29 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 42, 52, 77, 78, 89, 95, 99, 101, 106

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 6, 11, 12, 13, 14, 29, 81, 87, 89, 99, 100, 105, 106, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72, 74-78, 87	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Congo

21 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 11, 13, 14, 26, 89, 95, 119, 149, 150, 152

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 13, 14, 29, 81, 87, 89, 95, 98, 100, 105, 111, 119, 138, 144, 149, 150, 152, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-53, 54(C131; C132), 55(C133; C134), 56, 58(C138; R146), 59, 60(C142; R150), 61, 63(C148; C149; R157), 64-66, 67(C154; C155; C156), 68(C158), 71(C160; C161), 75(C167; C168), 76, 87	54(R135; R136), 55(R137; R138; R139; R140; R141; R142), 58(C137; R145), 60(C141; C143; R149; R151), 62, 63(R156), 67(R163; R164; R165), 68(C157; P110; R166), 69, 70, 71(R170; R171), 72, 74, 75(R175; R176), 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

République de Corée

24 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1991

Conventions fondamentales

100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

19, 26, 53, 73, 88, 131, 135, 142, 150, 155, 156, 159, 160, 162, 170, 185, 187

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 53, 73, 100, 111, 122, 144, 150, (155), 160, (185), (187)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2004

C111 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2602, 2620, 2829

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-96	-

Costa Rica

48 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre de 1920 à 1927 et depuis 1944

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 11, 14, 16, 26, 45, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 96, 99, 101, 102, 106, 113, 114, 117, 120, 127, 130, 131, 134, 135, 137, 141, 145, 147, 148, 150, 159, 160, 169

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 29, 45, 81, 88, 94, 96, 105, 120, 127, 129, 138, 148, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1993, 1997

C098 1999, 2001, 2002, 2004, 2006, 2009, 2010

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2746, 2767, 2778

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95, 96(C188)	96(R199)

Côte d'Ivoire

32 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 4, 6, 11, 13, 14, 18, 19, 26, 41, 45, 52, 95, 96, 99, 110, 116, 133, 135, 136, 159

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 12 rapports reçus: Conventions nos 13, 29, 45, 81, 96, 105, 111, 129, 136, 138, 159, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no° 133

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2002

C052 1992

C087 1995

C135 1995, 1998

C136 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Croatie

56 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 90, 91, 92, 102, 103, 106, 113, 116, 119, 121, 132, 135, 136, 139, 147, 148, 155, 156, 159, 161, 162, 179

36 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 33 rapports reçus: Conventions nos 8, 13, 16, 22, 23, 29, 45, 53, 56, 69, 73, 74, 81, 87, 91, 92, 98, 100, 103, 111, 122, 129, 135, 136, 138, 139, 147, 155, 159, 161, 162, 179, 182
- 3 rapports non reçus: Conventions nos. 105, 119, 148

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1995

C102 1998

C162 2003, 2006, 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-85, 87, 94	86, 88, 89, 90, 91, 92, 95, 96

Cuba

74 conventions en vigueur (sur 89 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 42, 45, 52, 53, 63, 67, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 104, 106, 107, 108, 110, 113, 116, 120, 131, 135, 136, 137, 140, 141, 142, 145, 148, 150, 151, 152, 155, 159, 183, 187

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 45, 81, 88, 96, 105, 108, 120, 136, 138, 148, 151, 155, 159, (187)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1992, 1993

C087 1991, 1992, 1993, 2003

C111 1991, 1992, 1994, 1995, 1996

C122 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Danemark

63 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 9, 11, 12, **14**, 16, 18, 19, 21, 27, 42, 52, 53, 73, 80, 88, 92, **94, 102, 106**, 108, **115**, 116, **118**, 119, **120**, 126, **130**, 133, 134, **135, 139, 141, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 159, 160, 162, 163, 167, 169, 180, 187**

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 27, 81, 105, 119, 120, 129, 147, 167, 180

· 11 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 88, 115, 138, 139, 148, 155, 159, 162, 169, 182

Groenland

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 7, 16, 29, 87, 105, 122

Iles Féroé

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105

6 rapports demandés

2 rapports demandés

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986

C098 1985, 1986, 1989

C151 1986

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Djibouti

58 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 35, 36, 37, 38, 43, 44, 49, 52, 53, 55, 56, 63, 69, 71, 73, **77, 78**, 88, 89, 91, **94, 95**, 96, 99, 101, **106**, 108, **115, 120, 124**, 125, 126

37 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 1, 9, 13, 16, 19, 22, 23, 26, 29, 38, 53, 55, 56, 63, 69, 71, 73, 81, 87, 88, 94, 95, 96, 98, 100, 101, 105, 106, 108, 111, 115, 120, 122, 124, 138, 144, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 2006

C087 1999°, 2000, 2001, 2007

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2450, 2753

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-65, 67, 71-72, 83, 87	66, 68, 69, 70, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

République dominicaine

32 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1924

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 19, 26, 45, 52, 77, 79, 80, 88, 90, 95, 104, 106, 107, 119, 150, 159, 167, 170, 171, 172

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 88, 105, 119, 122, 138, 159, 167, 170, 171, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C010 1991

C081 1990

C087 1989, 1991

C095 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991

C098 1987, 1988, 1989, 1991

C105 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992

C111 2004, 2008

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C095 1987, 1988, 1989

C098 1987, 1988

C105 1987, 1988, 1989

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2786, 2819

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	96

Dominique

26 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 14, 16, 19, 22, 26, 94, 95, 97, 108, 135, 147, 150, 169

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 16, 19, 29, 81, 95, 105, 138, (147), 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-79, 87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Egypte

63 conventions en vigueur (sur 64 ratifiées)

Membre depuis 1936

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 9, 11, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 30, 45, 52, 53, 55, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 96, 101, 104, 106, 107, 115, 116, 118, 131, 134, 135, 137, 139, 142, 145, 147, 148, 149, 150, 152, 159, 166

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 17 rapports reçus: Conventions nos 2, 29, 45, 62, 68, 81, 88, 96, 105, 115, 129, 138, 139, 148, 159, 166, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no° 87

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 2008, 2010

C098 1985

C111 1991, 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

El Salvador

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre de 1919 à 1939 et depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

12, 77, 78, 88, 99, 104, 107, 131, 135, 141, 142, 150, 151, 155, 156, 159, 160

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 105, 107, 129, 138, 155, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1990

C111 2004

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2571, 2769, 2781, 2782, 2818, 2836

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-61, 63(C149), 64, 67(C155; C156; R164; R165), 69(C159; R168), 71-72, 74-81, 87, 90(P155)	62, 63(C148; R156; R157), 65, 66, 67(C154; R163), 68, 69(R167), 70, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90(R193; R194), 91, 92, 94, 95, 96

Emirats arabes unis

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 89

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 100, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2003

C138 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-92, 95-96	94

Equateur

55 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 24, 26, 45, 77, 78, 86, 88, 95, 97, 101, 102, 103, 104, 106, 110, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 123, 124, 127, 128, 130, 131, 136, 139, 141, 142, 148, 149, 152, 153, 159, 162, 169

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 88, 103, 105, 115, 119, 120, 127, 136, 138, 139, 144, 148, 159, 162, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C077 1985, 2005

C078 1985, 2005

C087 1985, 1987, 1988, 1989, 1992, 1993, 1998

C098 1985, 1987, 1999

C103 1985, 1986, 1991

C105 1987, 1988, 1989, 1993

C153 2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le
rapport de la Commission de la Conférence

C087 1987, 1988, 1989

C098 1987

C105 1987, 1988, 1989

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2684

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-88, 90(P155), 91-92, 94-95	89, 90(R193; R194), 96

Erythrée

7 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92, 94-95	96

Espagne

107 conventions en vigueur (sur 132 ratifiées)

Membre de 1919 à 1941 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 42, 44, 53, 55, 62, 68, 69, 73, 74, **77**, **78**, 79, 80, 88, 90, 92, **94**, **95**, **97**, 99, 101, **102**, 103, **106**, 108, 113, 114, **115**, 116, 117, 119, **120**, 123, **124**, 126, 127, **131**, 132, 134, **135**, 136, 137, **140**, **141**, **142**, **145**, **146**, **147**, **148**, **150**, **151**, **152**, 153, **154**, **155**, **156**, **157**, 158, **159**, **160**, **162**, **163**, **164**, **165**, **166**, **169**, **172**, **173**, **176**, **180**, **181**, **187**

31 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 53, 55, 68, 69, 73, 74, 87, 88, 92, 98, 100, 108, 111, 122, 134, 144, 145, 146, 147, 150, 160, 163, 164, 165, 166, 180

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1992
C097 2001
C122 1985, 1988, 1995
C136 1992
C155 2007
C158 1994

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2785

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-87, 89, 90(R193; R194), 92, 94-95	88, 90(P155), 91, 96

Estonie

32 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 22, 23, 27, 41, 53, 108, 135, 147, 174

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 13, 29, 81, 105, 129, 138, 174, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-95	96

Etats-Unis

12 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre de 1934 à 1977 et depuis 1980

Conventions fondamentales

105, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

53, 55, 58, 74, 80, 147, 150, 160, 176

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 53, 55, 58, 74, 144, 147, 150, 160

Guam

6 rapports demandés

· 5 rapports reçus: Conventions nos 53, 55, 58, 74, 147

· 1 rapport non reçu: Convention no° 144

Iles Mariannes du Nord

2 rapports demandés

· 1 rapport reçu: Convention no 144

· 1 rapport non reçu: Convention no° 147

Iles Vierges américaines

6 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 53, 55, 58, 74, 144, 147

Porto Rico

6 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 53, 55, 58, 74, 144, 147

Samoa américaines

5 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 53, 55, 58, 144, 147

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 2002

C144 2005, 2007

C182 2006

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2741

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-60, 66-72, 74-92, 94-96	-

Ethiopie

20 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 14, 80, 88, 106, 116, 155, 156, 158, 159, 181

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 1 rapport reçu: Convention no 156

· 12 rapports non reçus: Conventions nos. 2, 29, 88, 100, 105, 111, 138, 155, 158, 159, 181, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1992, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2007, 2009

C098 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2001, 2002

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2516

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 88(C183), 89	88(R191), 90, 91, 92, 94, 95, 96

Ex-République yougoslave de Macédoine

69 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

41 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 12, 13, 16, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 29, 32, 53, 56, 69, 73, 74, 81, 87, 88, 92, 97, 98, 100, 102, 105, 111, 119, 121, 122, 129, 131, 136, 139, 143, 144, 155, 156, 159, 161

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Fidji

30 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1974

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 108, **149, 155, 159, 169, 172, 178, 184**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 4 rapports reçus: Conventions nos 138, (155), (172), (184)

· 10 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 29, 45, (81), 105, (149), 159, 169, (178), 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1996, 2002

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2723

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
59-72, 74-82, 84(C178; R185), 87, 89	83, 84(C179; C180; P147; R186; R187), 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Finlande

82 conventions en vigueur (sur 98 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 27, 47, 53, 73, 80, 88, 92, **94**, 108, **115**, 116, **118**, 119, **120**, **121**, **124**, **128**, **130**, 132, 133, 134, **135**, 136, 137, **139**, **140**, **141**, **142**, **145**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **152**, **154**, **155**, **156**, 158, **159**, **160**, **161**, **162**, **163**, **164**, **167**, **168**, **173**, **175**, **176**, **177**, **178**, **179**, **180**, **181**, **184**, **187**

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 81, 88, 105, 115, 119, 120, 129, 136, 138, 139, 148, 155, 159, 161, 162, 167, 176, 181, 182, 184, (187)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

France

101 conventions en vigueur (sur 123 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 6, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 42, 43, 44, 49, 52, 53, 55, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 82, 84, 85, 88, 90, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 102, 106, 113, 114, 115, 116, 118, 120, 124, 125, 126, 127, 131, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 152, 156, 158, 159, 163, 164, 166, 178, 179, 180, 185

48 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 22 rapports reçus: Conventions nos 13, 27, 29, 62, 81, 88, 96, 105, 106, 115, 120, 122, 127, 129, 136, 137, 138, 139, 148, 149, 159, 182
- 26 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 16, 22, 23, 53, 55, 56, 68, 69, 71, 73, 74, 92, 97, 133, 134, 145, 146, 147, 163, 164, 166, 178, 179, 180, (185)

Nouvelle-Calédonie

9 rapports demandés

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 81, 88, 105, 115, 120, 127, 129

Polynésie française

9 rapports demandés

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 81, 88, 105, 115, 120, 127, 129

Terres australes et antarctiques françaises

18 rapports demandés

- Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 9, 16, 22, 23, 53, 58, 68, 69, 73, 74, 87, 92, 108, 133, 134, 146, 147

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C118 1997

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2749, 2750

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Gabon

35 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 4, 6, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 41, 45, 52, 95, 96, 99, 101, 106, 123, 124, 135, 150, 151, 154, 158

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 45, 81, 96, 105, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1991

C182 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 75-81, 82(C176), 83(C177), 84(C179), 85(C181), 87, 89(C184), 91	74, 82(P081; R183), 83(R184), 84(C178; C180; P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89(R192), 90, 92, 94, 95, 96

Gambie

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, 105, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
82-92, 94-96	-

Géorgie

16 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

52, 88, 117, 142, 151, 163, 181

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 88, 105, 138, 181, 182

**Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985**

C098 2008, 2010

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
85, 86-87	80, 81, 82, 83, 84, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Ghana

47 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 11, **14**, 15, 16, 19, 22, 23, 26, 30, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 69, 74, 88, 89, 90, 92, **94**, 96, 103, **106**, 107, 108, **115**, 116, 117, 119, **120**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 11 rapports reçus: Conventions nos 8, 29, 45, 69, 88, 96, 115, 119, 120, 148, 182
- 4 rapports non reçus: Conventions nos. 74, 81, 92, 105

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1989

C030 1989

C087 1991

C111 1986

C119 1990

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-79, 83, 84(C178; C179; C180; P147; R187), 85-87	80, 81, 82, 84(R185; R186), 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Grèce

63 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13, **14**, 16, 17, 19, 23, 27, 42, 45, 52, 55, 62, 68, 69, 71, 73, **77**, **78**, 80, 88, 90, 92, **95**, **102**, 103, **106**, 108, **115**, **124**, 126, 133, 134, **135**, 136, **141**, **142**, **147**, **149**, **150**, **151**, **154**, **156**, **159**, **160**, **180**

12 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 7 rapports reçus: Conventions nos 29, 45, 62, 81, 105, 115, 138
- 5 rapports non reçus: Conventions nos. 13, 88, 136, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989

C087 1985, 1987, 1989, 1995

C090 1985

C098 1989, 1991

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2820

Commission d'enquête en 1968

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Grenade

26 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 14, 16, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 97, 99, 108

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 16, 29, 81, 105, 108, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72, 74-92, 94-95	96

Guatemala

68 conventions en vigueur (sur 73 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 13, 14, 16, 19, 26, 30, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 77, 78, 79, 80, 86, 88, 89, 90, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 103, 104, 106, 108, 110, 112, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 131, 141, 148, 149, 154, 156, 159, 160, 161, 162, 163, 167, 169

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 13, 29, 45, 81, 87, 88, 96, 105, 119, 120, 127, 129, 138, 148, 159, 161, 162, 167, 169, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986, 1991, 1993, 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008, 2009, 2010

C098 1985, 1986, 2003, 2006, 2007

C105 1986, 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985

C098 1985

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2203, 2241, 2341, 2361, 2445, 2609, 2673, 2708, 2709, 2768, 2811

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Guinée

50 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1959

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 11, 13, 14, 16, 17, 18, 26, 45, 62, 89, 90, 94, 95, 99, 113, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 121, 132, 133, 134, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 149, 150, 151, 152, 156, 159

47 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 3, 11, 13, 14, 16, 26, 29, 45, 62, 81, 87, 89, 90, 94, 95, 98, 99, 100, 105, 111, 113, 115, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 132, 133, 134, 135, 136, 138, 139, 140, 142, 143, 144, 148, 149, 150, 151, 152, 156, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1985

C111 1985

C139 1989, 1991

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
43-56, 58-72, 74-83, 87	84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Guinée-Bissau

31 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 88, 89, 91, 92, 104, 106, 107, 108

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 1, 12, 14, 17, 18, 19, 27, 29, 45, 68, 69, 73, 74, 81, 88, 89, 91, 92, 98, 100, 105, 106, 107, 108, 111, (182)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-82, 83(R184), 84-87, 88(R191), 94	83(C177), 88(C183), 89, 90, 91, 92, 95, 96

Guinée équatoriale

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 14, 30, 68, 92, 103

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 1, 14, 29, 30, (68), 87, (92), 98, 100, 103, 105, 111, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2008#

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67-72, 74-79, 84, 87	80, 81, 82, 83, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Guyana

41 conventions en vigueur (sur 45 ratifiées)

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 12, 19, 26, 42, 45, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 97, 108, 115, 131, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 149, 150, 151, 166, 172, 175

31 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 2, 12, 19, 29, 42, 45, 81, 87, 97, 98, 100, 105, 108, 111, 115, 129, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 142, 144, 149, 150, 151, 166, 172, 175, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C042 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56, 58-72, 74-92, 94-95	96

Haïti

24 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 12, 14, 17, 19, 24, 25, 30, 42, 45, 77, 78, 90, 106, 107

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 29, 45, 81, 105, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1990

C087 1988, 1989

C098 1989

C105 1985, 1986, 1987, 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C105 1985

Commission d'enquête en 1981

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-66, 67(C156; R165), 69-72, 74, 75(C167), 87	67(C154; C155; R163; R164), 68, 75(C168; R175; R176), 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Honduras

22 conventions ratifiées et en vigueur

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1955

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 27, 32, 42, 45, 62, 78, 95, 106, 108, 116, 169

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 62, 81, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1986, 1991, 1992

C122 1997

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92	94, 95, 96

Hongrie

57 conventions en vigueur (sur 72 ratifiées)

Membre depuis 1922

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 24, 26, 27, 42, 77, 78, 88, 95, 99, 115, 124, 127, 132, 135, 136, 139, 140, 141, 142, 145, 147, 148, 151, 154, 155, 159, 160, 161, 163, 164, 165, 166, 167, 175, 181, 183, 185

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 2 rapports reçus: Conventions nos 24, 29

· 18 rapports non reçus: Conventions nos. 13, 81, 88, 105, 115, 127, 129, 136, 138, 139, 148, 155, 159, 161, 167, 181, 182, (185)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C122 2000

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2775, 2777

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Iles Marshall

0 convention en vigueur (sur 1 ratifiée)

Membre depuis 2007

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	96

Iles Salomon

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1984

Conventions fondamentales

29

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 14, 16, 19, 26, 42, 45, 94, 95, 108

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 14, 16, 19, 26, 29, 42, 45, 81, 84, 94, 95, 108

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
74	70, 71, 72, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Inde

41 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 5, 6, 11, **14**, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 32, 42, 45, 80, 88, 89, 90, 107, 108, **115**, 116, **118**, 123, 127, 136, **141**, **142**, **147**, **160**, **174**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 29, 45, 81, 88, 105, 107, 115, 136, (174)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2000, 2001, 2003, 2008

C100 1988, 1991, 2010

C107 1986, 1988, 1990, 1991, 1993, 1997

C111 2007

C141 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Indonésie

18 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1950

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

19, 27, 45, 69, 88, **106**, **120**, **185**

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 88, 105, 120, 138, 182, (185)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2004

C098 1986, 1991, 1993, 1994, 1995, 1997, 1998

C105 2008

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2737, 2754

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

République islamique d'Iran

13 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, 95, 104, 106, 108, 142

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 6 rapports reçus: Conventions nos 29, 100, 105, 122, (142), 182
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 108, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987

C095 2005, 2007

C111 1985, 1986, 1987, 1988, 1990, 1993, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2003, 2006, 2008, 2009, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1985, 1996, 1997, 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2508, 2747, 2807

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-89, 90(R193; R194), 92, 95-96	84(P147), 90(P155), 91, 94

Iraq

59 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 11, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 30, 42, 77, 78, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 106, 107, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 131, 132, 135, 136, 137, 139, 140, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152, 153, 167, 172

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 20 rapports reçus: Conventions nos 8, 13, 16, 29, 81, 88, 92, 105, 111, 115, 119, 120, 136, 138, 139, 145, 146, 148, 150, 182
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 135, 167

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1989, 1990, 1992

C098 2008

C105 1989, 1991, 1992

C111 1993

C118 1993, 1994

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2740

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 89	88, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Irlande

58 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 11, 12, **14**, 16, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 32, 43, 44, 49, 53, 62, 68, 69, 73, 74, 80, 88, 92, 96, 99, **102**, 108, 116, **118**, **121**, **124**, 132, **139**, **142**, **147**, **155**, **159**, **160**, **172**, **176**, **177**, **178**, **179**, **180**

39 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 15 rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 23, 32, 53, 68, 69, 73, 74, 92, 108, 147, 172, 178

· 24 rapports non reçus: Conventions nos. 14, 27, 29, 62, 81, 88, 96, 100, 105, 111, 122, 132, 138, 139, 142, 144, 155, 159, 160, 176, 177, 179, 180, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C023 1985, 1991

C100 1985

C105 1985, 1991

C122 1985

C144 1985

C159 2006

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2780

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Islande

22 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 91, **102**, 108, **139**, **147**, **155**, **156**, **159**

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 2, 29, 105, 108, 138, 139, 147, 155, 159, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2004

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Israël

45 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre depuis 1949

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 9, 14, 19, 20, 30, 48, 52, 53, 77, 78, 79, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 101, 102, 106, 116, 117, 118, 133, 134, 136, 141, 142, 147, 150, 160

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 88, 96, 97, 105, 136, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C097 2009

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Italie

91 conventions en vigueur (sur 111 ratifiées)

Membre de 1919 à 1939 et depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 48, 53, 55, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 90, 92, 94, 95, 97, 99, 102, 106, 108, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 159, 160, 164, 167, 170, 175, 181, 183

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 21 rapports reçus: Conventions nos 2, 13, 29, 81, 105, 115, 119, 120, 122, 127, 129, 136, 138, 143, 148, 159, 164, 167, 170, 181, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no° 139

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1988

C122 1991, 2007

C143 2009

C147 1995

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Jamaïque

26 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 16, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 94, 97, 117, 149, 150, 152

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 5 rapports reçus: Conventions nos 81, 100, 105, 138, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no° 29

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1990, 1993

C087 1985, 1987

C098 1987

C100 1987, 1991

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-91	92, 94, 95, 96

Japon

41 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre de 1919 à 1940 et depuis 1951

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 45, 50, 69, 73, 80, 88, 102, 115, 116, 119, 120, 121, 131, 134, 139, 142, 147, 156, 159, 162, 181, 187

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 88, 115, 119, 120, 138, 139, 159, 162, 181, 182, (187)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1989, 1993, 1995, 2001, 2008

C098 1985, 1987, 2002

C100 1993, 1994, 2007

C156 2004

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2177, 2183

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Jordanie

23 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

106, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 135, 142, 147, 150, 159, 185

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 119, 120, 138, 159, 182, (185)

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1985, 1990

C119 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-91	92, 94, 95, 96

Kazakhstan

18 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

88, 135, 148, 155, 167, 185

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 87, 98, 100, 111, 122, 144, (167)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
82(C176; R183), 87, 91	80, 81, 82(P081), 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 96

Kenya

43 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 12, **14**, 16, 17, 19, 26, 27, 32, 45, 50, 63, 64, 65, 86, 88, 89, **94**, **97**, 99, **118**, **131**, 132, 134, **135**, 137, **140**, **141**, **142**, **143**, **146**, **149**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 11 rapports reçus: Conventions nos 63, 98, 100, 105, 111, 132, 134, 137, 144, 146, 149
- 3 rapports non reçus: Conventions nos. 16, 27, 94

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1990, 1991, 1994

C138 2001, 2003, 2006

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Kirghizistan

53 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, **14**, 16, 17, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, **77**, **78**, 79, 90, 92, **95**, **97**, 103, **106**, 108, 113, **115**, 116, 119, **120**, **124**, 126, **131**, 133, 134, **142**, **147**, **148**, **149**, **150**, **154**, **157**, **159**, **160**, **184**

39 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Aucun rapport reçu: Conventions nos. 11, 16, (17), 23, 29, 69, 73, 77, 78, 79, 81, 87, 92, 95, (97), 98, 100, 105, 108, (111), 115, 119, 120, 122, 124, (131), 133, 134, 138, (144), 147, 148, 149, 150, 154, (157), 159, 160, (184)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87, 89	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Kiribati

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 2 rapports reçus: Conventions nos 29, 105
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 98

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2794

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Koweït

19 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 30, 52, 89, 106, 116, 117, 119, 136, 159

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 52, 87, 98, 111, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1992, 1995, 1996, 2000

C106 1992

C111 2009

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-76, 78-79, 80(C174), 81-85, 87-88, 90-91	77, 80(R181), 86, 89, 92, 94, 95, 96

République démocratique populaire lao

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 13

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Aucun rapport reçu: Conventions nos. 4, 6, (100), (111)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56, 58-72, 74-81, 82(C176; R183), 83-87, 89-92, 94-96	82(P081), 88

Lesotho

22 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre de 1966 à 1971 et depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 14, 19, 26, 45, 64, 65, 135, 150, 155, 158, 167

16 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 26, 29, 45, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 135, 138, 144, 150, 155, 167, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-53, 66-72, 74-92, 94-95	96

Lettonie

47 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 24, 106, 108, 115, 119, 120, 131, 132, 133, 135, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 154, 155, 158, 160, 173, 180, 183

15 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 87, 98, 100, 108, 111, 122, 133, 144, 147, 150, 160, 180

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-96	-

Liban

48 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 9, 14, 17, 19, 26, 30, 45, 52, 58, 59, 71, 73, 74, 77, 78, 88, 89, 90, 95, 106, 115, 120, 127, 131, 133, 136, 139, 142, 147, 148, 150, 152, 159, 170, 172, 174, 176

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 12 rapports reçus: Conventions nos 8, 9, 58, 71, 73, 74, 98, 100, 111, 133, 147, 150

· 1 rapport non reçu: Convention no° 122

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Libéria

23 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

22, 23, 53, 55, 58, 65, 92, 104, 108, 112, 113, 114, 133, **147**, 150

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 22, 53, 55, 58, 92, (133), 144, 147

· 10 rapports non reçus: Conventions nos. 23, 29, 87, 98, 108, 111, 112, 113, 114, 150

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987

C055 1988, 1990

C087 1985, 1987, 1990

C098 1990

Commission d'enquête en 1962

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-76, 77(C170; C171; R177; R178), 78-81, 82(C176; R183), 83-87, 91, 94	77(P089), 82(P081), 88, 89, 90, 92, 95, 96

Jamahiriya arabe libyenne

28 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1952

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 3, 14, 26, 52, 53, 88, 89, 95, 96, 102, 103, 104, 118, 121, 128, 130, 131

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 12 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 87, 96, 98, 100, 111, 118, 121, 128, 130, 182

· 6 rapports non reçus: Conventions nos. 53, 88, 102, 105, 122, 138

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C003 1985

C029 1992

C081 1988, 1991, 1992

C095 1996, 2006

C105 1987, 1990, 1991, 1992

C118 1992, 1999, 2003

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C118 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Lituanie

40 conventions en vigueur (sur 41 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, 11, 14, 19, 24, 27, 47, 73, 79, 80, 88, 90, 108, 116, 127, 131, 135, 142, 147, 149, 154, 156, 159, 160, 171, 173, 181, 183,

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 73, 87, 98, 100, 108, 111, 122, 144, 147, 160

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-96	-

Luxembourg

85 conventions en vigueur (sur 98 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 53, 55, 56, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 92, 96, 102, 108, 115, 116, 119, 120, 121, 127, 130, 132, 133, 135, 136, 139, 142, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 155, 158, 159, 161, 162, 166, 167, 170, 171, 172, 174, 175, 176, 178, 180, 183, 184

50 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 20 rapports reçus: Conventions nos 2, 96, 98, 100, (115), (119), (120), (127), (129), (136), (139), (148), 159, (161), (162), (167), (170), (174), (176), (184)
- 30 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 9, 13, 16, 22, 23, 53, 55, 56, 68, 69, 73, 74, 81, 87, 88, 92, 108, 111, 133, 146, 147, (149), 150, 155, 166, (171), 178, 180, (183)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Madagascar

36 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 88, 89, 95, 97, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 132, 159, 171, 173, 185

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, (89), 98, 100, 111, 122, 144, (171), (185)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1986

C127 1992

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-89, 91	90, 92, 94, 95, 96

Malaisie

14 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

50, 64, 65, 88, 95, 119, 123

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 98, 100, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C011 1991, 1992

C012 1991, 1992

C019 1996, 1998

C097 1996, 1997, 1998

C098 1985, 1992, 1994, 1999

C105 1990

C138 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2717

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56, 58-72, 74-92, 94	95, 96

Malaisie péninsulaire

5 conventions ratifiées et en vigueur

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 19, 45

1 rapport demandé sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 19

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1986

Sabah

4 conventions en vigueur (sur 5 ratifiées)

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

16, 86, 94, 97

2 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 97

Sarawak

7 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, **14**, 16, 19, 86, **94**

1 rapport demandé sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 16

Malawi

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 89, **97**, 99, 104, 107, **149**, **150**, 158, **159**

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 7 rapports reçus: Conventions nos 29, 45, 105, 138, 158, 159, 182

· 6 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 98, 100, 111, 144, 150

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1986

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Maldives

Membre depuis 2009

Mali

28 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, **14**, 17, 18, 19, 26, 41, 52, **95**, **135**, **141**, **150**, **151**, **159**, **183**

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, (144), (150), (183)

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2756

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85, 87-89, 90(R193; R194), 91	84(P147), 86, 90(P155), 92, 94, 95, 96

Malte

54 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 21, 22, 26, 32, 35, 36, 42, 43, 49, 53, 62, 73, 74, 77, 78, 88, 95, 96, 99, 106, 108, 117, 119, 124, 127, 131, 132, 135, 136, 141, 147, 148, 149, 159, 180

31 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 18 rapports reçus: Conventions nos 2, 13, 29, 32, 62, 81, 88, 96, 105, 119, 127, 129, 135, 136, 138, 148, 159, 182
- 13 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 16, 22, 53, 73, 74, 87, 98, 100, 108, 111, 147, 180

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-92, 94-95	96

Maroc

50 conventions en vigueur (sur 51 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 4, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 26, 27, 30, 41, 42, 45, 52, 55, 65, 80, 94, 99, 101, 104, 106, 108, 116, 119, 135, 136, 145, 146, 147, 150, 154, 158, 178, 179, 180, 181

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 22, 55, 98, 100, 108, 111, 122, 145, 146, 147, 178, 179, 180, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1992

C029 1992

C052 1989

C098 1987, 1988, 1994, 1997, 1998

C105 1992

C136 1988, 1993

C182 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C098 1997

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Maurice

35 conventions en vigueur (sur 44 ratifiées)

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 26, 32, 42, 74, 86, 88, 94, 95, 97, 99, 108, 137, 150, 156, 159, 160, 175

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 16, 17, 19, 74, 87, 98, 100, 108, 111, 144, 150, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C008 1987

C026 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Mauritanie

39 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 6, 11, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 33, 52, 53, 58, 62, 89, 90, 91, 94, 95, 96, 101, 102, 112, 114, 116, 118

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 22, 23, 53, 58, 87, 98, 100, 111

· 1 rapport non reçu: Convention no° 122

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1986, 1990, 2002, 2003, 2005, 2010

C081 1986, 2000

C087 1986, 1987, 1993

C095 1995

C100 2009

C111 1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-80, 81(C175), 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-91	81(R182), 82(P081), 84(P147), 92, 94, 95, 96

Mexique

67 conventions en vigueur (sur 78 ratifiées)

Membre depuis 1931

Conventions fondamentales

29, 87, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 19, 21, 22, 26, 27, 30, 42, 43, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 58, 80, 90, **95**, 96, 99, **102**, **106**, 108, **110**, 112, **115**, 116, **118**, **120**, 123, **124**, **131**, 134, **135**, **140**, **141**, **142**, **150**, **152**, 153, **155**, **159**, **160**, **161**, **163**, **164**, **166**, **167**, **169**, **170**, **172**, **173**

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 53, 55, 56, 58, 87, 100, 108, 111, 134, 144, 150, 155, 160, 163, 164, 166, 169

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1995

C102 1999

C111 2006

C155 1996, 2010

C169 1995, 2000

C182 2008

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2694, 2766, 2774, 2802, 2828

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89, 90(P155; R194), 91, 94	90(R193), 92, 95, 96

République de Moldova

39 conventions en vigueur (sur 41 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 47, 88, 92, **95**, **97**, 99, 117, 119, 127, **131**, 132, 133, **135**, **141**, **142**, **150**, **151**, **152**, **154**, **155**, 158, **181**, **183**, **184**, **185**, **187**

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 87, 92, 98, 100, 105, 111, 122, 133, 144, 150, (152), (185)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-91, 95(C187; R197)	92, 94, 95(R198), 96

Mongolie

15 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées)

Membre depuis 1968

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

103, 123, 135, 155, 159

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 6 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 103, 122, 144
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 111, 155

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
52-56, 58-72, 74-81, 87-89	82, 83, 84, 85, 86, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Monténégro

68 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2006

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 53, 56, 69, 73, 74, 87, 91, 92, 98, 100, 111, 122, 144

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2752

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	96

Mozambique

18 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 14, 17, 18, 30, 88

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 105, 111, 122, 144

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Myanmar

19 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 6, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 42, 52, 63

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 22, 26, 29, 63, 87

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1992, 1995, 1996, 1999, 2002, 2010

C052 1987

C087 1987, 1989, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005, 2009, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1995, 1996, 1999

C087 1993, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2001, 2003, 2004, 2005, 2009, 2010

Commission d'enquête en 1996

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Namibie

11 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

150, 158

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 111, 144, 150

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
78-92, 94-96	-

Népal

11 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 131, 169

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 98, 100, 111, 144, (169)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C100 1997

C144 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56, 58-72, 74-92, 94-95	96

Nicaragua

55 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 45, 63, 77, 78, 88, 95, 110, 115, 117, 119, 127, 131, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 146, 169

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 63, 87, 98, 100, 111, 122, 144, 146

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 1989

C098 1989

Commission d'enquête en 1987

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2613, 2762

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Niger

34 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 18, 26, 41, 65, 95, 102, 104, 116, 117, 119, 131, 135, 142, 148, 154, 155, 156, 158, 161, 187

4 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2004

C182 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87-88, 95(C187; R197)	83, 84, 85, 86, 89, 90, 91, 92, 94, 95(R198), 96

Nigéria

35 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 16, 19, 26, 32, 45, 50, 64, 65, 88, 94, 95, 97, 104, 116, 123, 133, 134, 137, 155, 159, 178, 179, 185

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 16, 19, 29, 32, 45, 81, 87, 88, 94, 97, 98, 100, 105, 111, 123, 133, 134, 138, 144, 155, 178, 179, 182, (185)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2009

C087 1986, 1991, 1995, 1996, 1997

C105 1990

C134 1989

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1995, 1996, 1997

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 95	94, 96

Norvège

90 conventions en vigueur (sur 107 ratifiées)

Member depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 42, 43, 47, 49, 50, 53, 56, 68, 69, 71, 73, 80, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 97, 102, 108, 113, 115, 116, 118, 119, 120, 126, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 137, 139, 141, 142, 143, 145, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 159, 160, 162, 163, 164, 167, 168, 169, 170, 176, 178, 179, 180

48 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 13, 16, 22, 53, 56, 68, 69, 71, 73, 81, 87, 88, 92, 98, 100, 108, 111, 115, 119, 120, 122, 129, 133, 134, 135, 138, 139, 144, 145, 147, 148, 150, 151, 154, 155, 159, 160, 162, 163, 164, 167, 170, 176, 178, 179, 180, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Nouvelle-Zélande

51 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 26, 32, 42, 44, 47, 50, 52, 53, 58, 59, 64, 65, 68, 69, 74, 80, 82, 84, 88, 92, 97, 99, 101, 104, 116, 133, 134, 145, 155, 160

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 14, 16, 22, 23, 53, 58, 68, 69, 74, 92, 98, 100, 111, 122, 133, 134, 144, 145, 160

Tokélaou

2 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 100, 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1997

C026 1998

C081 1996

C088 1985

C100 1994

C122 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Oman

4 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1994

Conventions fondamentales

29, 105, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-91	92, 94, 95, 96

Ouganda

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 123, 124, 143, 154, 158, 159, 162

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 11, 12, 19, 26, 29, 45, 81, 87, 94, 95, 98, 100, 105, 111, 122, 123, 124, 138, 143, 144, 154, 158, 159, 162, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2006

C081 1989, 1990, 2001, 2003, 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Ouzbékistan

13 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

47, 52, 103, 135, 154

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 8 rapports reçus: Conventions nos 29, 98, 100, 105, 111, 122, 135, 154

· 1 rapport non reçu: Convention no° 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C182 2010

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Pakistan

34 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 4, 6, 11, **14**, 16, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 45, 59, 80, 89, 90, 96, **106**, 107, 116, **118**, **159**, **185**

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 9 rapports reçus: Conventions nos 11, 29, 45, 81, 87, 105, 138, 144, 182

· 8 rapports non reçus: Conventions nos. 16, 22, 96, 98, 100, 111, 159, (185)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C022 1992

C029 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1996, 1997, 1999

C087 1985, 1987, 1988, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1998, 2001, 2009

C096 1985, 1986, 1987

C098 1992, 2003, 2006

C105 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1992, 2000, 2002

C107 1989

C111 1987, 1993, 1995

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1986, 1987, 1988

C087 1987, 1988

C105 1986, 1987, 1988

C111 1987

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2799

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-80, 87, 91	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 96

Panama

68 conventions en vigueur (sur 76 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

3, 8, 9, 11, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 42, 43, 45, 52, 53, 55, 56, 64, 65, 68, 69, 71, 73, 74, **77, 78**, 80, 86, 88, 89, 92, **94, 95**, 104, 107, 108, **110**, 113, 114, 116, 117, 119, **120, 124**, 125, 126, 127, **159, 160, 167, 181**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 23 rapports reçus: Conventions nos 3, 8, 9, 16, 17, 22, 23, 30, 53, 55, 56, 68, 69, 71, 73, 74, 87, 88, 92, 98, 108, 122, 160

· 3 rapports non reçus: Conventions nos. 100, 111, (167)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C008 1987

C022 1985, 1987

C023 1985

C029 1992, 1995

C032 1987

C053 1985, 1987

C055 1987, 1988, 1992

C068 1985, 1987

C087 1989, 1991, 1992, 2001, 2003, 2005, 2009

C092 1987

C098 1991, 2000

C126 1987

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1991

C098 1991

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2706, 2751

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 88(R191), 89(R192), 90(R193; R194), 92, 94	88(C183), 89(C184), 90(P155), 91, 95, 96

Papouasie-Nouvelle-Guinée

24 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 18, 19, 22, 26, 27, 42, 45, 85, 99, 103, 158

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 8 rapports reçus: Conventions nos 2, 29, 45, 98, 100, 105, 122, 182
- 6 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 22, 85, 87, 111, 138

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Paraguay

36 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre de 1919 à 1937 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 14, 26, 30, 52, 59, 77, 78, 79, 89, 90, 95, 99, 101, 106, 115, 116, 117, 119, 120, 123, 124, 156, 159, 169

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 95, 98, 100, 111, 122, 123

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1996
C029 2008
C079 2002
C081 1992
C087 1985, 1992, 1993
C090 2002
C098 1985, 1993
C169 2003, 2006

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2648, 2834

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Pays-Bas

81 conventions en vigueur (sur 105 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 11, 12, 13, **14**, 16, 17, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 44, 62, 68, 69, 71, 73, 74, 80, 88, 90, 92, **94, 95, 97**, 99, 101, **102, 106**, 113, 114, **115**, 116, **121, 124**, 126, **128, 130, 131**, 133, **135, 140, 141, 142, 145, 146**, 147, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 159, 160, 162, 169, 174, 175, 177, 180, 181, 183

29 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 29, 68, 69, 71, 73, 74, 87, 92, 98, 100, 111, 122, 133, 144, 145, 146, 147, 150, 152, 159, 160, 162, 180, 181

Antilles néerlandaises

9 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 22, 23, 58, 69, 74, 87, 122

Aruba

12 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 9, 22, 23, 69, 74, 87, 122, 144, 145, 146, 147

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989

C087 1985, 1987, 1989, 1991

C103 2004

C122 1986

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 95(R198), 96	94, 95(C187; R197)

Pérou

66 conventions en vigueur (sur 74 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 9, 11, 12, **14**, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 44, 52, 53, 55, 56, 58, 59, 62, 67, 68, 69, 71, 73, **77**, **78**, 79, 80, 88, 90, 99, 101, **102**, **106**, 112, 113, 114, 127, **139**, **147**, **151**, **152**, **156**, **159**, **169**, **176**, **178**

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 22, 23, 44, 53, 55, 56, 58, 68, 69, 71, 73, 87, 98, 100, 102, 111, 122, (127), 144, 147, 152, 169, (176), 178

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C001 1985
C024 1985
C025 1985
C029 1992, 1993, 1999
C035 1994, 1996
C036 1996
C037 1996
C038 1996
C039 1996
C040 1996
C068 1985, 1986, 1988
C087 1990, 1991
C098 1991, 2001
C102 1997, 2002, 2005
C105 1985, 1990, 1992
C122 1994, 1998
C139 1992
C169 2009, 2010

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2533, 2639, 2664, 2757, 2771, 2810, 2813, 2816, 2825, 2826, 2831, 2832, 2833

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 84(C178; R185; R186), 85-87, 88(C183), 90(R193)	84(C179; C180; P147; R187), 88(R191), 89, 90(P155; R194), 91, 92, 94, 95, 96

Philippines

32 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

17, 19, 23, 53, 77, 88, 89, 90, 94, 95, 97, 99, 110, 118, 141, 143, 149, 157, 159, 165, 176, 179

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 23, 53, 87, 98, 100, 111, 122, 144, 165, 179

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989, 1991, 2007, 2009

C095 1990

C182 2006

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2528, 2745, 2815

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Pologne

80 conventions en vigueur (sur 90 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 90, 91, 92, 95, 99, 101, 102, 103, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 127, 133, 134, 135, 137, 140, 141, 142, 145, 147, 148, 149, 151, 159, 160, 161, 170, 176, 178, 181

25 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 68, 69, 73, 74, 87, 91, 92, 98, 100, 108, 111, 122, 133, 134, 144, 145, 147, 160, 178, (181)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C011 1987, 1988, 1989

C029 1987

C087 1987, 1988, 1989

C095 2004

C098 1987, 1988, 1989

C111 1987

Commission d'enquête en 1982

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Portugal

69 conventions en vigueur (sur 78 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 6, 8, 11, 12, **14**, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, **77**, **78**, 88, 92, **95**, **97**, **102**, 103, **106**, 108, 115, 117, **120**, **124**, 127, 131, 132, **135**, 137, **139**, **142**, **143**, **145**, **146**, **147**, **148**, **149**, **150**, **151**, **155**, **156**, 158, **159**, **160**, **162**, 171, 175, 176, 181

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 22, 23, 68, 69, 73, 74, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 117, 122, 144, 145, 146, 147, 150, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C017 1995

C019 1988

C081 1985

C095 1986, 1988, 1989

C098 1987

C122 1986, 2001, 2003

Commission d'enquête en 1961

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2729

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Qatar

6 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

1 rapport demandé sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2002

C182 2005

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-92	94, 95, 96

République démocratique du Congo

36 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 11, 12, **14**, 17, 18, 19, 26, 27, 50, 62, 64, 88, 89, **94**, **95**, **102**, 116, 117, **118**, 119, **120**, **121**, **135**, **150**, 158

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 7 rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 102, 117, 144, 158, 182

· 17 rapports non reçus: Conventions nos. 12, 19, 62, 81, 88, 89, 94, 98, 100, 105, 111, 119, 120, 121, 135, 138, 150

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C119 2007*

C182 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2712, 2713, 2714, 2715, 2797

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Roumanie

49 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre de 1919 à 1942 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13, **14**, 16, 22, 24, 27, 68, 88, 89, 92, **95**, **102**, 108, 116, 117, 127, **131**, 133, 134, **135**, 136, 137, **147**, **150**, **154**, **163**, **166**, **168**, **180**, **183**

20 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 68, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 122, 133, 134, 144, 147, (150), 163, 166, 180

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1988, 1990

C081 1988, 2005

C087 1987, 1989, 2007

C111 1993, 1994

C129 1988

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1989

Commission d'enquête en 1989

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Royaume-Uni

67 conventions en vigueur (sur 86 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 12, 16, 17, 19, 22, 23, 24, 25, 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 50, 56, 64, 65, 68, 69, 74, 80, 82, 83, 84, 85, 86, 92, **97, 102**, 108, 114, **115**, 116, **120, 124**, 126, 133, **135, 140, 141, 142, 147, 148, 150, 151, 160, 178, 180, 187**

23 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 20 rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 23, 56, 68, 69, 74, 87, 92, 98, 108, 122, 133, 144, 147, 150, 178, 180, (187)

· 3 rapports non reçus: Conventions nos. 100, 111, 160

Anguilla

9 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 17, 22, 23, 58, 85, 87, 98, 108

Bermudes

10 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 16, 22, 23, 58, 82, 87, 98, 108, 133, 147

Gibraltar

23 rapports demandés

· 12 rapports reçus: Conventions nos 2, 29, 45, 59, 81, 82, 98, 100, 105, 135, 142, 151

· 11 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 16, 22, 23, 58, 87, 108, 133, 147, 150, 160

Guernsey

13 rapports demandés

· 12 rapports reçus: Conventions nos 7, 8, 16, 22, 63, 69, 74, 87, 98, 108, 122, 150

· 1 rapport non reçu: Convention n° 56

Ile de Man

20 rapports demandés

· 18 rapports reçus: Conventions nos 7, 8, 22, 23, 68, 69, 74, 87, 92, 98, 108, 122, 133, 147, 150, 160, 178, 180

· 2 rapports non reçus: Conventions nos. 16, 56

Iles Falkland (Malvinas)

16 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 10, 14, 22, 23, 29, 32, 45, 58, 59, 82, 87, 98, 105, 108, (182)

Iles Vierges britanniques

16 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 10, 14, 23, 26, 29, 58, 59, 82, 85, 87, 94, 97, 98, 105, 108

Jersey

11 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 7, 8, 16, 22, 56, 69, 74, 87, 98, 108, 160

Montserrat

10 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 16, 29, 58, 82, 85, 87, 98, 105, 108

Sainte-Hélène

21 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 10, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 29, 58, 59, 63, 82, 85, 87, 98, 105, 108, 150, 151, (182)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 2000

C087 1985, 1987, 1988, 1989, 1991, 1992, 1995, 1997, 2007

C098 1994, 1996

C100 1986, 1988, 2006

C122 1985, 1987, 1993

C144 1993

C180 2008

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2806

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Fédération de Russie

55 conventions en vigueur (sur 65 ratifiées)

Membre de 1934 à 1940 et depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 13, 14, 16, 23, 27, 45, 47, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 132, 133, 134, 135, 137, 142, 147, 148, 149, 150, 152, 154, 155, 156, 159, 160, 162, 163, 179, 185

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 17 rapports reçus: Conventions nos 16, 23, 69, 73, 87, 92, 98, 100, 108, 122, 133, 134, 147, 150, 160, 163, 179
- 1 rapport non reçu: Convention no° 111

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1987, 2005

C095 1995, 1998, 1999

C108 1999

C111 2010

C182 2009

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2758

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-88, 91	89, 90, 92, 94, 95, 96

Rwanda

28 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 42, 50, 62, 64, 89, 94, 118, 123, 132, 135

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 6 rapports reçus: Conventions nos 29, 62, 81, 105, 138, 182
- 5 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 94, 98, 100, 111

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-79, 81, 87	80, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Sainte-Lucie

28 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

5, 7, 8, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 26, 50, 64, 65, 94, 95, 97, 101, 108, 154, 158

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 8 rapports reçus: Conventions nos 7, 8, 87, 97, 98, 100, 111, 158
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 16, 108

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2000°

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67(C154; R163), 68(C158; R166), 87	66, 67(C155; C156; R164; R165), 68(C157; P110), 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Saint-Kitts-et-Nevis

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1996

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Saint-Marin

23 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

88, 103, 119, 140, 142, 143, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 161

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 5 rapports reçus: Conventions nos 88, 103, 143, 144, 182
- 16 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 100, 105, 111, 119, 138, 140, 148, 150, 151, 154, 159, 160, 161

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
69-72, 74-92, 94-96	-

Saint-Vincent-et-les Grenadines

22 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 16, 19, 26, 94, 95, 101, 108, 180

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 87, 98, 100, 108, 111, 180

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
84, 86-87, 94	82, 83, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 95, 96

Samoa

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2005

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. (29), (87), (98), (100), (105), (111), (138), (182)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	94, 95, 96

Sao Tomé-et-Principe

21 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

17, 18, 19, 88, 106, 135, 151, 154, 155, 159, 184

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 6 rapports reçus: Conventions nos (135), (138), (151), (154), (155), (182)

· 13 rapports non reçus: Conventions nos. 18, 29, 81, 87, 88, 98, 100, 105, 106, 111, 144, 159, (184)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-76, 87, 89	77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Sainte-Lucie

28 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

5, 7, 8, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 26, 50, 64, 65, 94, 95, 97, 101, 108, 154, 158

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 8 rapports reçus: Conventions nos 7, 8, 87, 97, 98, 100, 111, 158
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 16, 108

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2000°

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67(C154; R163), 68(C158; R166), 87	66, 67(C155; C156; R164; R165), 68(C157; P110), 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Saint-Kitts-et-Nevis

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1996

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Saint-Marin

23 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

88, 103, 119, 140, 142, 143, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 161

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 5 rapports reçus: Conventions nos 88, 103, 143, 144, 182
- 16 rapports non reçus: Conventions nos. 29, 87, 98, 100, 105, 111, 119, 138, 140, 148, 150, 151, 154, 159, 160, 161

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
69-72, 74-92, 94-96	-

Seychelles

31 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 11, 16, 22, 26, 50, 64, 65, 73, 99, 108, **147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 161, 180**

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 10 rapports reçus: Conventions nos 2, 16, 29, 87, 98, 100, 108, 111, (144), (152)
- 14 rapports non reçus: Conventions nos. 8, 22, (73), 81, 105, 138, (147), 148, 150, 151, 155, (161), (180), 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-88	89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Sierra Leone

33 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

5, 7, 8, 15, 16, 17, 19, 22, 26, 32, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 86, 88, **94, 95**, 99, 101, 119, 125, 126

26 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 16, 17, 19, 22, 26, 29, 32, 45, 58, 59, 81, 87, 88, 94, 95, 98, 99, 100, 101, 105, 111, 119, 125, 126, 144

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C059 1986

C081 1986

C119 1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-61, 62(C145; C147; R153; R155)	62(C146; R154), 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Singapour

21 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 16, 19, 22, 32, 45, 50, 64, 65, 86, 88, 94

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 8, 16, 22, 94, 98, 100

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C005 1987, 1992, 1993

C008 1987

C098 1994

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Slovaquie

70 conventions en vigueur (sur 75 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 26, 27, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 49, 52, 77, 78, 80, 88, 90, 95, 99, 102, 115, 116, 120, 123, 124, 128, 130, 135, 136, 139, 140, 142, 148, 151, 154, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 173, 176, 181, 183, 184, 187

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 11 rapports reçus: Conventions nos 13, 87, 98, 111, 115, 136, 144, 155, 160, 182, 184

· 11 rapports non reçus: Conventions nos. 100, 120, 122, 139, 148, 159, 161, 163, 164, 167, 176

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C111 2006

C122 2004

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92, 94-96	-

Slovénie

77 conventions en vigueur (sur 79 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 95, 97, 102, 103, 106, 108, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 147, 148, 149, 151, 154, 155, 156, 158, 159, 161, 162, 173, 174, 175, 180, 183

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 18 rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 23, 53, 69, 73, 74, 87, 92, 97, 98, 100, 108, 111, 122, 143, 147
- 4 rapports non reçus: Conventions nos. 9, 56, 91, 180

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-96	-

Somalie

12 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 105, 111

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

16, 17, 19, 22, 23, 45, 65, 94, 95

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Aucun rapport reçu: Conventions nos. 16, 17, 19, 22, 23, 29, 45, 84, 85, 94, 95, 105, 111

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-75	76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Soudan

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 19, 26, 95, 117

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 4 rapports reçus: Conventions nos 98, 100, 111, 122
- 1 rapport non reçu: Convention no° 29

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1989, 1992, 1993, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002, 2004, 2005, 2008, 2010

C098 1994

C105 1992

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1992, 1997, 1998, 2000, 2001, 2002

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Sri Lanka

31 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 16, 18, 26, 45, 58, 80, 90, 95, 96, 99, 103, 106, 108, 110, 115, 116, 131, 135, 160

13 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 12 rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 58, 87, 98, 100, 103, 105, 111, 135, 144, 160
- 1 rapport non reçu: Convention no° 108

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1997, 1999, 2007

C098 1985, 1987

C099 1985

C131 1985

C144 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	94, 95, 96

Suède

77 conventions en vigueur (sur 92 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 21, 27, 47, 73, 80, 88, 92, 102, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 137, 139, 140, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 167, 168, 170, 174, 175, 176, 178, 180, 184, 187

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 73, 87, 92, 98, 100, 108, 111, 122, 133, 134, 144, 145, 146, 147, 150, 160, 163, 164, 178, 180, (187)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2008

C098 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 95	94, 96

Suisse

47 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 6, 8, 11, 14, 16, 18, 19, 23, 26, 27, 45, 62, 80, 88, 102, 115, 116, 119, 120, 128, 132, 136, 139, 141, 142, 150, 151, 153, 154, 159, 160, 162, 163, 168, 172, 173

11 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 16, 23, 87, 98, 100, 111, 144, 150, 160, 163

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 2006

C100 1986, 1988

C128 1993

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2265

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Suriname

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 13, 14, 17, 19, 27, 41, 42, 62, 88, 94, 95, 101, 106, 112, 118, 135, 150, 151, 154, 181

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 122, 144, 150

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-89	90, 91, 92, 94, 95, 96

Swaziland

31 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1975

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 14, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 89, 90, 94, 95, 96, 99, 101, 104, 123, 131, 160

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 144, 160

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2005, 2009, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1997, 2009, 2010

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
60-72, 74-92	94, 95, 96

République arabe syrienne

50 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 11, **14**, 17, 18, 19, 26, 30, 45, 52, 53, 63, 80, 88, 89, **94**, **95**, 96, 99, 101, 104, **106**, 107, **115**, 116, 117, **118**, 119, **120**, 123, **124**, 125, **131**, **135**, 136, **139**, **155**, 170

7 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 6 rapports reçus: Conventions nos 63, 87, 98, 100, 111, 144
- 1 rapport non reçu: Convention no° 53

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 1992

C087 1985, 1986, 1992, 1996

C098 1992

C106 1988

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-65, 67-68, 69(C159; R167), 71-72, 74-76, 77(C170; R177), 87-89, 90(P155)	66, 69(R168), 70, 77(C171; P089; R178), 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 90(R193; R194), 91, 92, 94, 95, 96

Tadjikistan

48 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, **14**, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, **77**, **78**, 79, 90, 92, **95**, **97**, 103, **106**, 108, 113, **115**, 116, 119, **120**, **124**, 126, 133, 134, **142**, **143**, **147**, **148**, **149**, **155**, **159**, 160

24 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 23 rapports reçus: Conventions nos 16, 23, 27, 32, 45, 69, 73, 87, 92, 98, 100, 105, 108, 111, 119, 122, 126, 133, 134, 142, (143), 147, 160
- 1 rapport non reçu: Convention no° 106

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-83, 86-87	84, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

République-Unie de Tanzanie

34 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 16, 17, 19, 26, 50, 59, 63, 64, 65, 86, 94, 95, 131, 134, 135, 137, 140, 142, 148, 149, 152, 154, 170

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 16, 63, 87, 98, 100, 111, 134, 135, 144, 170

Cas discutés devant la Commission de l'application
des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1987, 1990, 1991, 1992

C081 1987

C105 1987, 1990, 1991, 1992, 2000

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
46-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Tanganyika

5 conventions en vigueur (sur 6 ratifiées)

Conventions prioritaires

81

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

45, 88, 101, 108

5 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 45, 81, 88, 101, 108

Zanzibar

2 conventions en vigueur (sur 4 ratifiées)

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

58, 97

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 2 rapports reçus: Conventions nos 58, 97

· 1 rapport non reçu: Convention no° 85

Tchad

23 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 26, 41, 95, 116, 132, 135, 151, 173

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 13, 29, 81, 105, 138, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1993, 1999

C087 1993

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

République tchèque

62 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 26, 27, 37, 38, 39, 42, 43, 49, 77, 78, 80, 88, 90, 95, 99, 102, 108, 115, 116, 120, 123, 124, 128, 130, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 148, 150, 155, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 176, 181, 187

36 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 1, 13, 14, 29, 87, 88, 98, 100, 105, 108, 111, 115, 120, 122, 132, 135, 136, (138), 139, 140, 142, 144, 148, 150, 155, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 176, 181, 182, (187)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1989

C111 1985, 1988, 1990, 2008, 2010

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92, 94-96	-

Thaïlande

14 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, 80, 88, 104, 116, 127, 159

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 7 rapports reçus: Conventions nos 19, 29, 88, 100, 105, 138, 182
- 2 rapports non reçus: Conventions nos. 122, (159)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985, 1987, 1990, 1991, 1992, 1994, 1995

C105 1992

C122 2006, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C029 1991

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2760

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Timor-Leste

4 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2003

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
92, 94-96	-

Togo

18 conventions en vigueur (sur 20 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

4, 6, 11, 13, 14, 26, 41, 95, 143

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 5 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 138, 144, 182
- 12 rapports non reçus: Conventions nos. 6, 11, 13, 14, 26, 29, 85, 95, 100, 105, 111, 143

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-87, 89	88, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Trinité-et-Tobago

19 conventions en vigueur (sur 20 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

16, 19, 50, 65, 97, 125, 147, 150, 159

9 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 3 rapports reçus: Conventions nos 87, 125, 147
- 6 rapports non reçus: Conventions nos. 16, 98, 100, 111, 144, 150

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C098 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92, 94-95	96

Tunisie

52 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 45, 52, 55, 62, 65, 73, 77, 88, 89, 90, 91, 95, 99, 104, 106, 107, 108, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 135, 142, 150, 159

17 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 9 rapports reçus: Conventions nos 8, 16, 22, 23, 55, 73, 108, 118, 127
- 8 rapports non reçus: Conventions nos. 87, 88, 98, 100, 107, 111, 122, 150

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C029 1985

C087 1985

C127 1987

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Turkménistan

7 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

6 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos (29), (87), (98), (100), (105), (111)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95, 96

Turquie

52 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 14, 26, 42, 45, 53, 55, 68, 69, 73, 77, 80, 88, 92, 94, 95, 96, 99, 102, 108, 115, 116, 118, 119, 123, 127, 133, 134, 135, 142, 146, 151, 152, 153, 155, 158, 159, 161, 164, 166

34 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 17 rapports reçus: Conventions nos 29, 45, 81, 87, 88, 105, 115, 119, 127, 135, 138, 151, 155, 158, 159, 161, 182

· 17 rapports non reçus: Conventions nos. 53, 55, 68, 69, 73, 92, 98, 100, 108, 111, 122, 133, 134, 144, 146, 164, 166

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C026 1995

C087 1997, 2005, 2007, 2009, 2010

C095 1985

C098 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1991, 1993, 1994, 1995, 1996, 1998, 2000

C111 1985, 1987, 1990, 1991

C122 2002

C158 2001

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C111 1989

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2789

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-96	-

Tuvalu

Membre depuis 2008

Ukraine

58 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

2, 11, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 131, 132, 133, 135, 139, 140, 142, 147, 149, 150, 153, 154, 156, 158, 159, 160, 161, 173, 184

22 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- 21 rapports reçus: Conventions nos 16, 69, 73, 81, 87, 92, 95, 98, 100, 108, 111, 119, 122, 129, 133, 140, 144, 147, 150, (153), 160
- 1 rapport non reçu: Convention no° 23

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C095 1997, 2000, 2001, 2003, 2010

C138 2004

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-90	91, 92, 94, 95, 96

Uruguay

77 conventions en vigueur (sur 106 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 43, 63, 73, 77, 78, 79, 80, 90, 94, 95, 97, 99, 102, 103, 106, 108, 110, 113, 114, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 128, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 137, 139, 141, 148, 149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 159, 161, 162, 167, 172, 181, 184

19 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 8, 9, 16, 22, 23, 63, 73, 87, 98, 100, 108, 111, 122, 133, 134, 136, 144, 150, 161

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C081 2002

C128 1988

C131 1991, 1998, 2003

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas n° 2779

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89, 90(R193; R194), 91-92, 95(R197; R198)	90(P155), 94, 95(C187), 96

Vanuatu

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2003

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

185

8 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. (29), (87), (98), (100), (105), (111), (182), (185)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	91, 92, 94, 95, 96

République bolivarienne du Venezuela

50 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre de 1919 à 1957 et depuis 1958

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

1, 2, 3, 6, 11, 13, 14, 19, 21, 22, 26, 27, 41, 45, 80, 88, 95, 97, 102, 116, 117, 118, 120, 121, 127, 128, 130, 139, 140, 141, 142, 143, 149, 150, 153, 155, 156, 158, 169

14 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· 13 rapports reçus: Conventions nos 22, 87, 98, 100, 102, 111, 118, 121, 122, 128, 130, 142, 144

· 1 rapport non reçu: Convention no° 150

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1995, 1996, 1997, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2009, 2010

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2000, 2001, 2002

Cas actifs devant le Comité de la liberté syndicale

Cas nos. 2254, 2422, 2674, 2727, 2763, 2827

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89, 90(R193; R194), 91-92, 94-96	90(P155)

Viet Nam

17 conventions en vigueur (sur 18 ratifiées)

Membre de 1980 à 1985 et depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

6, 14, 27, 45, 80, 116, 120, 123, 124, 155

3 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 100, 111, (144)

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56, 58-63, 80-92, 94-95	96

Yémen

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 16, 19, 58, 59, 64, 65, 86, 94, 95, 104, 131, 132, 135, 156, 158, 159, 185

10 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 16, 58, 81, 87, 98, 100, 111, 122, 144, (185)

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 1985, 1991, 1993

C098 1985, 1991, 1993

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 1985

C098 1985

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-87, 88(C183), 89(C184), 91	88(R191), 89(R192), 90, 92, 94, 95, 96

Zambie

39 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

11, 12, 17, 18, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 95, 97, 99, 103, 117, 124, 131, 135, 136, 141, 148, 149, 150, 151, 154, 158, 159, 173, 176

18 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Aucun rapport reçu: Conventions nos. 11, 29, 87, 98, 100, 103, 105, 111, 122, 135, 136, 144, 148, 150, 151, 154, 159, 176

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C105 1987, 1989, 1990

C122 1995

C138 2008

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-92, 94-95	96

Zimbabwe

25 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions (les conventions à jour apparaissent en gras)

14, 19, 26, 99, 135, 140, 150, 155, 159, 161, 162, 170, 174, 176

21 rapports demandés sur l'application des conventions ratifiées

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 87, 98, 99, 100, 105, 111, 129, 135, 138, 144, 150, 155, 159, 161, 162, 170, 174, 176, 182

Cas discutés devant la Commission de l'application des normes de la Conférence depuis 1985

C087 2006, 2007*, 2008*

C098 2002, 2003, 2004, 2005

Cas faisant l'objet d'un paragraphe spécial dans le rapport de la Commission de la Conférence

C087 2008

C098 2003

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72, 74-92, 94-96	-

Annexe. Liste des conventions adoptées par session

Liste des conventions adoptées, par session

- ★ Convention révisée en tout ou en partie par une convention ou par un protocole postérieurs.
- Convention qui n'est plus ouverte à la ratification à la suite de l'entrée en vigueur d'une convention portant révision de ce texte.
- ◆ Convention pas en vigueur.
- Convention retirée.

1ère session de la CIT, 1919

- C. 1 Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919
- C. 2 Convention (n° 2) sur le chômage, 1919
- ★ C. 3 Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919
- ★ C. 4 Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919
- ★ C. 5 Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919
- ★ C. 6 Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

2e session de la CIT, 1920

- ★ C. 7 Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920
- C. 8 Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufnage), 1920
- ★ C. 9 Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

3e session de la CIT, 1921

- ★ C. 10 Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921
- C. 11 Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921
- ★ C. 12 Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
- C. 13 Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921
- C. 14 Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921
- ★ C. 15 Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921
- C. 16 Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

7e session de la CIT, 1925

- ★ C. 17 Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925
- ★ C. 18 Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925
- C. 19 Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925
- C. 20 Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

8e session de la CIT, 1926

- C. 21 Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

9e session de la CIT, 1926

- C. 22 Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926
- ★ C. 23 Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

10e session de la CIT, 1927

- ★ C. 24 Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927
- ★ C. 25 Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

11e session de la CIT, 1928

- C. 26 Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

12e session de la CIT, 1929

- C. 27 Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929
- C. 28 Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

14e session de la CIT, 1930

- C. 29 Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930
- C. 30 Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

15e session de la CIT, 1931

- C. 31 Convention (n° 31) sur la durée du travail (mines de charbon), 1931

16e session de la CIT, 1932

- C. 32 Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932
- C. 33 Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

17e session de la CIT, 1933

- C. 34 Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933
- C. 35 Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933
- C. 36 Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933
- C. 37 Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933
- C. 38 Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933
- C. 39 Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933
- C. 40 Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

18e session de la CIT, 1934

- C. 41 Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934
- ★ C. 42 Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934
- C. 43 Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934
- C. 44 Convention (n° 44) du chômage, 1934

19e session de la CIT, 1935

- C. 45 Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935
- C. 46 Convention (n° 46) (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935
- C. 47 Convention (n° 47) des quarante heures, 1935
- C. 48 Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935
- C. 49 Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

20e session de la CIT, 1936

- C. 50 Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936
- C. 51 Convention (n° 51) de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936
- C. 52 Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

21e session de la CIT, 1936

- C. 53 Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936
- ◆● C. 54 Convention (n° 54) des congés payés des marins, 1936
- C. 55 Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936
- C. 56 Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936
- ◆● C. 57 Convention (n° 57) sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936

22e session de la CIT, 1936

- ★ C. 58 Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

23e session de la CIT, 1937

- ★ C. 59 Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937
- ★ C. 60 Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937
- C. 61 Convention (n° 61) de réduction de la durée du travail (textile), 1937
- C. 62 Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

24e session de la CIT, 1938

- C. 63 Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

25e session de la CIT, 1939

- C. 64 Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939
- C. 65 Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939
- C. 66 Convention (n° 66) sur les travailleurs migrants, 1939
- C. 67 Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

28e session de la CIT, 1946

- C. 68 Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946
- C. 69 Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946
- ◆● C. 70 Convention (n° 70) sur la sécurité sociale des gens de mer, 1946
- C. 71 Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946
- ◆● C. 72 Convention (n° 72) des congés payés des marins, 1946
- C. 73 Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946
- C. 74 Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946
- ◆● C. 75 Convention (n° 75) sur le logement des équipages, 1946
- ◆● C. 76 Convention (n° 76) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs, 1946

29e session de la CIT, 1946

- C. 77 Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946
- C. 78 Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 79 Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 80 Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

30e session de la CIT, 1947

- ★ C. 81 Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947
- ★ C. 82 Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947
- C. 83 Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 84 Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947
- C. 85 Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 86 Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

31e session de la CIT, 1948

- C. 87 Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948
- C. 88 Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948
- ★ C. 89 Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948
- C. 90 Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

32e session de la CIT, 1949

- C. 91 Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949
- C. 92 Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949
- ◆● C. 93 Convention (n° 93) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1949
- C. 94 Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949
- ★ C. 95 Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949
- C. 96 Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949
- C. 97 Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949
- C. 98 Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

34e session de la CIT, 1951

- C. 99 Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951
- C. 100 Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

35e session de la CIT, 1952

- ★ C. 101 Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952
- ★ C. 102 Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
- C. 103 Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

38e session de la CIT, 1955

- C. 104 Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

40e session de la CIT, 1957

- C. 105 Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957
- C. 106 Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957
- C. 107 Convention (n° 107) relative aux populations aborigènes et tribales, 1957

41e session de la CIT, 1958

- C. 108 Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958
- ◆● C. 109 Convention (n° 109) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958

42e session de la CIT, 1958

- ★ C. 110 Convention (n° 110) sur les plantations, 1958
- C. 111 Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

43e session de la CIT, 1959

- ★ C. 112 Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959
- C. 113 Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959
- C. 114 Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

44e session de la CIT, 1960

- C. 115 Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

45e session de la CIT, 1961

- C. 116 Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

46e session de la CIT, 1962

- C. 117 Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962
- C. 118 Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

47e session de la CIT, 1963

- C. 119 Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

48e session de la CIT, 1964

- C. 120 Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964
- C. 121 Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]
- C. 122 Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

49e session de la CIT, 1965

- ★ C. 123 Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965
- C. 124 Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

50e session de la CIT, 1966

- C. 125 Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966
- C. 126 Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

51e session de la CIT, 1967

- C. 127 Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967
- C. 128 Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

53e session de la CIT, 1969

- C. 129 Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969
- C. 130 Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

54e session de la CIT, 1970

- C. 131 Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970
- C. 132 Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

55e session de la CIT, 1970

- C. 133 Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970
- C. 134 Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

56e session de la CIT, 1971

- C. 135 Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971
- C. 136 Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

58e session de la CIT, 1973

- C. 137 Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973
- C. 138 Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

59e session de la CIT, 1974

- C. 139 Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974
- C. 140 Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

60e session de la CIT, 1975

- C. 141 Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975
- C. 142 Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975
- C. 143 Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

61e session de la CIT, 1976

- C. 144 Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

62e session de la CIT, 1976

- C. 145 Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976
- C. 146 Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976
- ★ C. 147 Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

63e session de la CIT, 1977

- C. 148 Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977
- C. 149 Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

64e session de la CIT, 1978

- C. 150 Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978
- C. 151 Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

65e session de la CIT, 1979

- C. 152 Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979
- C. 153 Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

67e session de la CIT, 1981

- C. 154 Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981
- ★ C. 155 Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
- C. 156 Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

68e session de la CIT, 1982

- C. 157 Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982
- C. 158 Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

69e session de la CIT, 1983

- C. 159 Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

71e session de la CIT, 1985

- C. 160 Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985
- C. 161 Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

72e session de la CIT, 1986

- C. 162 Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

74e session de la CIT, 1987

- C. 163 Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987
- C. 164 Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987
- C. 165 Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987
- C. 166 Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

75e session de la CIT, 1988

- C. 167 Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
- C. 168 Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

76e session de la CIT, 1989

- C. 169 Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

77e session de la CIT, 1990

- C. 170 Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990
- C. 171 Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

78e session de la CIT, 1991

- C. 172 Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

79e session de la CIT, 1992

- C. 173 Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

80e session de la CIT, 1993

- C. 174 Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

81e session de la CIT, 1994

- C. 175 Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

82e session de la CIT, 1995

- C. 176 Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

83e session de la CIT, 1996

- C. 177 Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

84e session de la CIT, 1996

- C. 178 Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996
- C. 179 Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996
- C. 180 Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

85e session de la CIT, 1997

C. 181 Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

87e session de la CIT, 1999

C. 182 Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

88e session de la CIT, 2000

C. 183 Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

89e session de la CIT, 2001

C. 184 Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

91e session de la CIT, 2003

C. 185 Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

94e session de la CIT, 2006

♦ MLC Convention du travail maritime, 2006

95e session de la CIT, 2006

C. 187 Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

96e session de la CIT, 2007

♦ C. 188 Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007